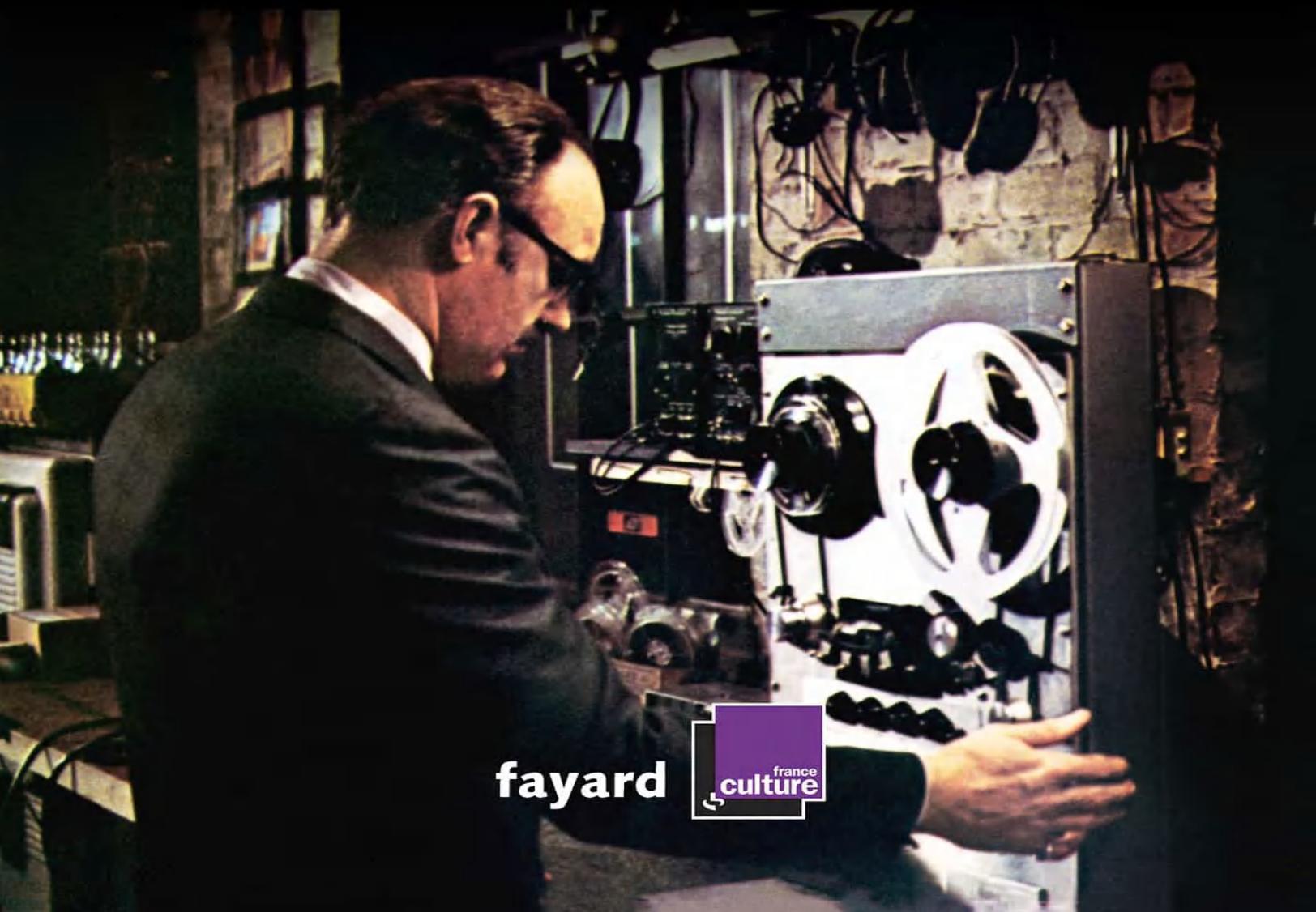


PIERRE GASTINEAU - PHILIPPE VASSET

CONVERSATIONS SECRÈTES

Le monde des espions



fayard



PIERRE GASTINEAU - PHILIPPE VASSET

CONVERSATIONS SECRÈTES

Le monde des espions

fayard



INTRODUCTION

Héros paradoxaux de l'ère de la transparence, les agents secrets sont la dernière parcelle d'opacité dans notre monde ultra-connecté. À ce titre, ils fascinent : du Bureau des légendes à Homeland en passant par Hatufim, on ne compte plus les séries, et les films, récemment consacrés au phénomène. Mais les abonnés de Netflix ne sont pas les seuls à être séduits par l'espionnage : de la Chine à la Russie en passant par les démocraties occidentales, les dirigeants s'appuient de plus en plus sur leurs services de renseignement, que ce soit pour s'insérer dans des conflits dont ils ne sont pas, officiellement, partie prenante, ou bien pour guerroyer sur le front économique.

Acteurs majeurs de notre monde contemporain, les services de renseignement restent cependant prisonniers d'une image d'un autre temps. Opérant à 99 % hors des frontières de leur pays, ils sont, à domicile, des mythes intégralement sanctuarisés. Les Américains connaissent leur CIA, les Français leur DGSE et les Allemands leur BND, mais tous ces services donnent l'impression de batailler à l'aveugle contre des entités anonymes. Durant la guerre froide, les blocs soviétiques et occidentaux ne cessaient de dénoncer les tentatives d'espionnage, heureusement déjouées, dont ils étaient victimes : CIA et KGB y avaient gagné une célébrité mondiale, et Washington et Moscou grouillaient de spécialistes des services rivaux. Aujourd'hui, chacun reste dans son couloir national. Par exemple, unanimement dénoncés par les pays de l'Ouest, les services secrets chinois restent, pour la majorité du public occidental, une nébuleuse.

C'est pour remettre de la perspective dans ces angles morts que nous avons entrepris ce livre, issu d'une série réalisée à l'origine pour France Culture et diffusée au cours de l'été 2019. Pendant plusieurs mois, nous avons été à la rencontre des maîtres-espions des grandes puissances du renseignement, chaque fois avec le même objectif : comprendre comment, dans chaque pays, les fonctionnaires du secret informent le pouvoir exécutif. Il était important pour nous de ne pas procéder de manière abstraite, comme c'est souvent le cas en matière d'espionnage, mais de donner la parole aux praticiens pour qu'ils racontent, au quotidien, leur rapport avec les gouvernants.

Ces « conversations secrètes » nous ont permis d'esquisser une géopolitique mondiale du pouvoir des espions. Ainsi, aux États-Unis, l'élection de Donald Trump a profondément dégradé les relations entre la Maison Blanche et la communauté de l'espionnage, le nouveau Président remettant régulièrement

en cause les analyses de ses propres services qui, de leur côté, n'hésitent plus à enquêter sur lui, et plus particulièrement sur ses liens avec la Russie. Les fuites émanant des services se sont multipliées dans la presse ces dernières années, sapant les initiatives les plus controversées de la Maison Blanche. Jadis prompts à soutenir, voire à susciter, les coups d'État en Amérique latine ou en Afrique, les hommes de la CIA se vivent aujourd'hui comme les vigies de la démocratie à un moment où celle-ci serait menacée par le Président élu.

À l'inverse, en Russie, les espions sont le pouvoir. Vladimir Poutine et son entourage ont, dans une très large mesure, commencé leur carrière dans les services de renseignement, au point que ce sont bien souvent les espions qui commandent aux politiques, et non l'inverse. C'est tout particulièrement vrai dans le domaine de la diplomatie : intervention en Syrie, pénétration de l'Afrique, stratégie d'influence en Europe de l'Est... Toutes les interventions de la Russie hors de ses frontières sont pilotées par des espions, et plus par des diplomates. Il en est de même en Chine, où Xi Jinping a rénové et musclé en quelques années un appareil de renseignement colossal. Celui-ci est devenu à la fois le fer de lance de la mise en coupe réglée du pays et l'instrument au service de l'expansion économique de la future superpuissance mondiale.

Ouvrir largement le micro aux professionnels permet également de rendre manifestes les travers de chaque nation dans l'action clandestine. Car même en matière d'espionnage, chaque pays a ses forces, ses faiblesses et ses tabous, souvent hérités de l'histoire. Les États-Unis accordent ainsi un très grand pouvoir aux parlementaires sur les questions de renseignement – l'ancien directeur de la CIA David Petraeus nous a raconté ses dîners avec les membres du Congrès et du Sénat – quand la France, sans parler de l'Allemagne, est nettement plus timide en la matière. Invisibles quand on considère les services d'un strict point de vue national, ces traditions deviennent criantes quand on procède à des comparaisons internationales. Elles influent même sur les questions directement opérationnelles. Les services allemands sont d'une prudence extrême en matière de collecte d'informations personnelles, quand la Chine et les États-Unis sont clairement plus décomplexés sur ces questions.

Enfin, ces « conversations secrètes » ont porté sur des aspects plus sociaux du monde de l'espionnage, parce que ces usages censément anodins nous paraissent utiles pour mieux comprendre son fonctionnement. Savoir que le renseignement est, au Royaume-Uni, une filière d'excellence qui recrute dans les meilleures universités est un paramètre important pour envisager la place et le rôle des espions anglais.

Dans ce même but, nous nous sommes aperçus qu'il était absolument

nécessaire d'élargir ce tour d'horizon mondial de l'espionnage à la fiction. Cachés derrière la double enceinte du secret, les services de renseignement sont un objet de fantasme, et le sujet récurrent de films, séries, romans. Souvent dédaignée par les spécialistes comme un brouillard masquant les réels enjeux, la fiction participe en réalité pleinement de la sphère de l'espionnage. D'abord, parce qu'il s'agit d'un outil de renseignement puissant : la CIA, la première, a compris l'intérêt de collaborer avec Hollywood pour attirer les jeunes recrues. Pendant longtemps, le MI6 a couvé John Le Carré et Ian Fleming, dont les exploits sur papier célébraient, en creux, les capacités du service de renseignement britannique, et attiraient les défecteurs tentés par le passage à l'Ouest. Ensuite et peut-être surtout, parce que la fiction est bien souvent la seule vitrine des services de renseignement, et que scénaristes et romanciers sculptent durablement les mythes nationaux en matière d'espionnage. Le mépris dont ont longtemps souffert les fonctionnaires du secret dans la haute administration française a été largement alimenté par une certaine tradition de comédie sur l'espionnage, depuis Les Barbouzes jusqu'à Opération Corned-Beef en passant par Le grand blond avec une chaussure noire.

Bienvenue dans le monde des espions !

CHAPITRE 1

LE ROYAUME-UNI,

L'ARISTOCRATIE

DE L'ESPIONNAGE

LE ROYAUME-UNI A ÉLEVÉ L'ESPIONNAGE AU RANG
D'ART. LES ESPIONS DE LA COURONNE ONT ACQUIS
LEURS LETTRES DE NOBLESSE AU COURS DE
L'HISTOIRE DE L'ARCHIPEL BRITANNIQUE,
ACCOMPAGNANT SON EXPANSION IMPÉRIALE PUIS SA
DÉFENSE LORS DES DEUX GUERRES MONDIALES.
AUJOURD'HUI, DEVENUS UN ÉLÉMENT DE FIERTÉ
NATIONALE, ILS SONT PLUS QUE JAMAIS EN PREMIÈRE
LIGNE FACE AUX NOUVELLES MENACES QUI SE
PROFILENT.

Les espions, mythologie nationale

Aucun autre pays au monde n'a su faire de ses hommes de l'ombre une telle mythologie nationale : au Royaume-Uni, les espions sont des princes.

Un modèle du genre



Richard Dearlove Ancien directeur du MI6

Richard Dearlove est un des membres les plus éminents de l'aristocratie des services secrets qui fait la fierté de la Couronne britannique. Il a fait toute sa carrière au sein du renseignement extérieur britannique, le MI6, en effectuant le cursus honorum réservé aux diplômés de Cambridge du service, l'élite au sein de l'élite.

Après un premier séjour au Kenya à la fin des années 1960, il multiplie – guerre froide oblige – les postes à Prague, Genève et Paris, avant d'être nommé au plus prestigieux et important d'entre eux : chef de station à

Washington, au contact quotidien des puissants services tutélaires américains. La voie royale pour finalement diriger le MI6, ce qui advient en 1999. Dans la plus pure tradition britannique. Et ce, contrairement à de nombreux pays, comme les États-Unis ou la France, où il est d'usage que l'exécutif nomme une personnalité extérieure au service pour le diriger, gage d'avoir un œil à soi au sein de cet univers opaque.

Chef de station à Washington, la voie royale pour diriger le MI6.

Jusqu'à son départ en 2004, Richard Dearlove aura vécu parmi les années les plus mouvementées du MI6. En 2000, son siège, à Vauxhall Cross, est visé par une attaque au lance-roquettes, puis à partir de 2001, le service s'engage dans la guerre contre la terreur initiée par Washington après le 11 septembre, avec son lot d'abus, jusqu'au point culminant de la guerre en Irak. Celle-ci va porter un coup fatal au MI6.

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'opinion publique n'aura plus eu confiance en lui.

CULTURE POPULAIRE Cette mythologie trouve son paroxysme dans les « James Bond » de Ian Fleming. Mais plus encore, dans les romans de John le Carré. De par leur réalisme, ils sont devenus le porte-voix officiel – et parfois imposé – de la communauté du renseignement britannique. Un peu comme la série de Canal +, *Le Bureau des légendes*, le plus grand succès de Le Carré, *La Taupe*, ne relate pas les exploits d'un espion invincible, mais bien la trahison d'un espion de Sa Majesté. Une histoire portée à l'écran en 2011 par Tomas Alfredson, avec un casting cinq étoiles, emmené par Gary Oldman. ■

Un cachet unique

Au Royaume-Uni, l'espionnage a toujours été vu comme la carrière la plus noble possible dans le service public. Sir Richard Dearlove en convient lui-même volontiers, surtout quand il s'agit de comparer avec la situation prévalant dans le reste de l'Europe : « Le renseignement britannique a sa propre mythologie. Il est difficile d'expliquer pourquoi

Au Royaume-Uni, l'espionnage a toujours été vu

les choses sont ainsi : une partie de la réputation des espions britanniques vient de leur succès, notamment du décodage de la machine Enigma. Mais il y a également, dans la littérature, une sérieuse tradition du roman d'espionnage. Tout cela a créé un mythe, une aura. »

comme la carrière la plus noble possible dans le service public.

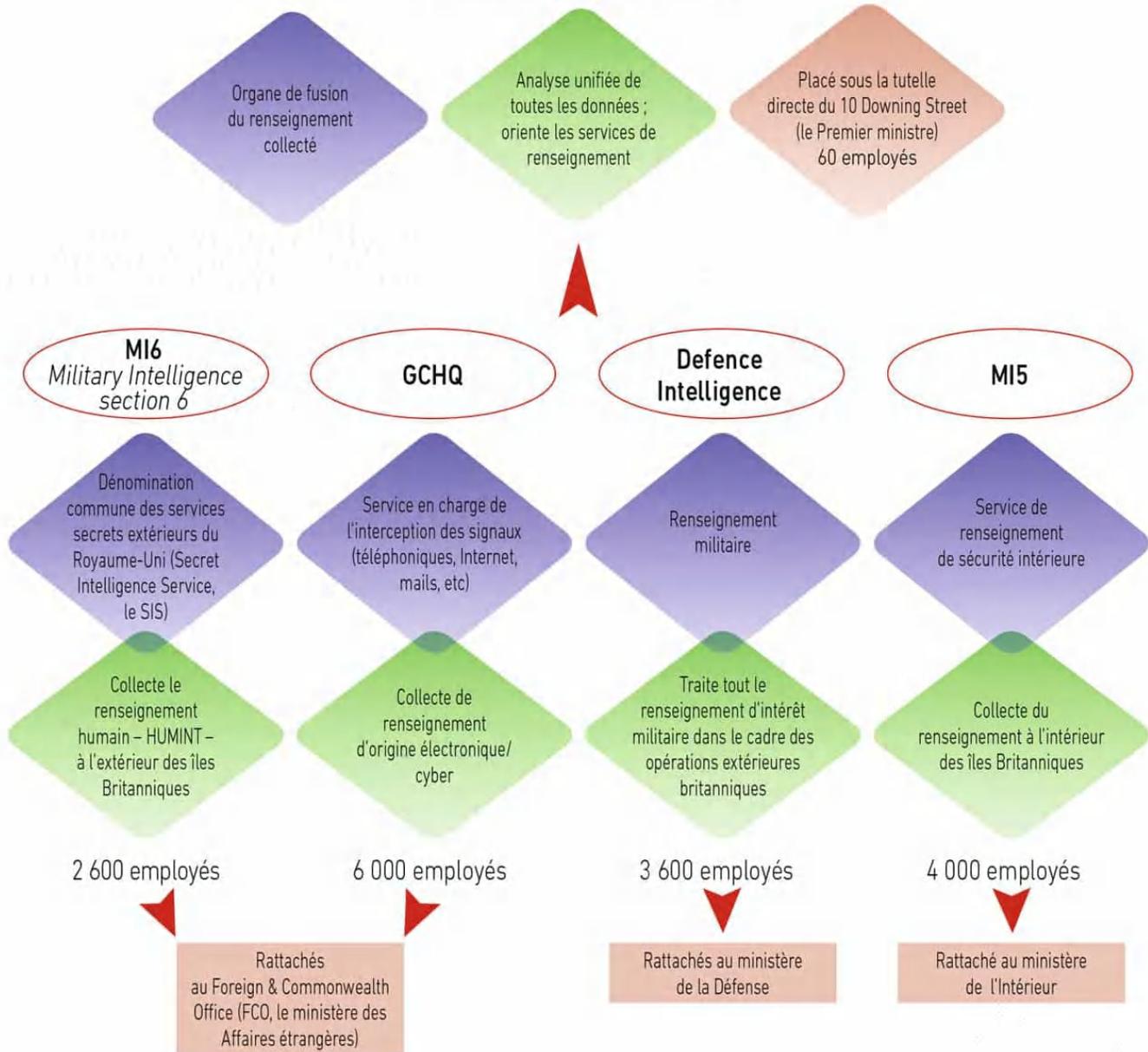
ENIGMA

Machine géniale de chiffrement perfectionnée par l'armée allemande à l'orée de la Seconde Guerre mondiale, elle a permis au régime nazi de conserver longtemps une sécurité quasi-absolue sur ses communications. Longtemps tenu secret, son décodage par une équipe de savants et d'espions britanniques pendant la guerre a été déterminant pour les Alliés.

Et ce mythe n'est pas qu'une source d'orgueil égotique, il est déterminant : il attire des recrues. Pendant la guerre froide, les potentiels transfuges venaient offrir leurs services au renseignement britannique parce qu'ils connaissaient sa réputation et le genre de personnes qu'il employait. Cela ne signifie pas que les services d'autres pays n'ont pas remporté de victoires, eux aussi. Ceci n'est en soi pas spécifiquement britannique, mais ce qui l'est, en revanche, c'est le statut social du renseignement, son cachet fondamentalement différent de ce que l'on trouve dans les pays latins.

10 Downing Street

JIC Joint Intelligence Committee



Les universitaires au service du secret

Quelles sont les raisons du « cachet » des espions de Sa Majesté ? Un premier élément saute aux yeux lorsqu'on s'intéresse à leur CV : tous, sans aucune exception, sont issus des plus prestigieuses universités du pays, piliers de la démocratie anglaise.

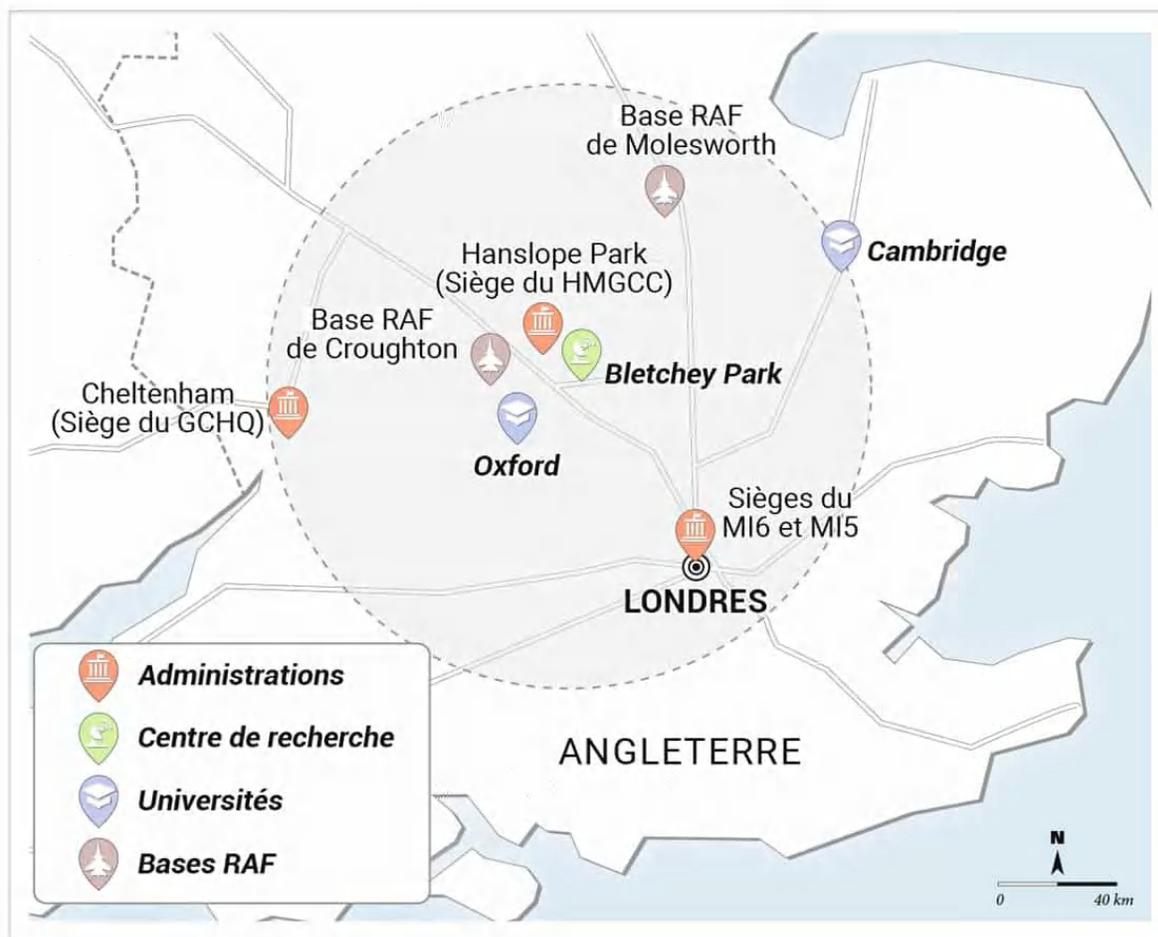
Une connexion intellectuelle

Ces liens étroits entre renseignement et université sont assez uniques dans le village mondial de l'espionnage. Richard Dearlove en fait une distinction fondamentale : « Il y a

toujours eu une connexion intellectuelle entre la communauté du renseignement et le monde universitaire. Quand j'ai eu mon diplôme de Cambridge dans les années 1960, j'avais l'intention d'entrer au ministère des Affaires étrangères, mais j'ai opté finalement pour les services secrets, qui étaient alors considérés comme une carrière prestigieuse. Je sais que ce n'est pas le cas en France, et que les gens qui intègrent la DGSE et son ancêtre, le SDECE, ont longtemps été des militaires, et pas des universitaires. [...] Au Royaume-Uni, le renseignement est une profession reconnue qui a toujours attiré des gens qui auraient pu choisir n'importe quel autre secteur et réussir. Notamment parce que les services secrets ont été constitués comme une part importante du gouvernement, et ce depuis le milieu des années 1930. L'exemple le plus célèbre est le décodage des codes allemands durant la guerre : la plupart de ceux qui s'y sont attelés à Bletchley Park étaient des mathématiciens et des professeurs d'universités célèbres, parmi lesquels Alan Turing, le père de l'informatique moderne. »

Au Royaume-Uni, le renseignement est une profession reconnue qui a toujours attiré des gens qui auraient pu choisir n'importe quel autre secteur et réussir.

Aujourd'hui, ces liens entre espionnage et monde académique continuent de s'affermir. Comme le note l'ancien patron du MI6, « mon propre cas est emblématique : plusieurs de mes homologues français, avec lesquels je suis toujours en contact, étaient surpris que je sois devenu, juste après avoir quitté le MI6 en 2004, responsable du collège le plus prestigieux de Cambridge. J'ai même été, pendant un temps, vice-recteur adjoint de l'université. Tout cela ne serait pas possible en France, j'en suis bien conscient, ou dans n'importe quel autre pays européen d'ailleurs. »



RENSEIGNEMENT ET UNIVERSITÉ : DES LIENS ÉTROITS

ALAN TURING

Aux côtés de James Bond, ce mathématicien bien réel est devenu en quelques années un point de repère du renseignement britannique pour avoir dirigé l'équipe qui a déchiffré Enigma. Poursuivi en justice en 1952 pour son homosexualité, il s'est suicidé dans l'anonymat avec une pomme empoisonnée rappelant Blanche Neige en 1954. Admirateur d'Alan Turing, précurseur de l'intelligence artificielle, Steve Jobs s'en serait inspiré pour le célèbre logo d'Apple. Il aura fallu que la reine Elizabeth II le gracie en 2013 à titre posthume pour qu'il devienne une figure pop, reprise par Hollywood notamment, dans le film *The Imitation Game* avec Benedict Cumberbatch, dont les qualités d'interprète avaient déjà revivifié pour la BBC une autre figure tutélaire du monde de l'intrigue, Sherlock Holmes.

Le MI6 et le GCHQ, l'agence dédiée au cyber et aux écoutes téléphoniques, se saisiront alors du retour en grâce d'Alan Turing pour mener d'habiles campagnes de communication, à un moment où ils éprouvent de lourdes difficultés pour recruter... Turing, comme Dearlove, est issu de la crème de la crème des collèges universitaires britanniques : Cambridge.

Comprenant avec retard cet intérêt, les services français, en entrouvrant leurs archives, ont aussi depuis quelques années fait savoir que leurs cryptologues avaient eux aussi participé aux prémices du décryptement d'Enigma, espérant voir une partie de l'aura de cet exploit rejaillir sur eux.

Politique et espionnage

Seconde force des services de renseignement britanniques : si les espions sont non seulement dans les plus

Westminster infiltré



Baronne Pauline
Neville-Jones
Ancienne
directrice du JIC
Membre de la
Chambre des
lords

Dans l'univers encore misogyne du renseignement britannique, la baronne Pauline Neville-Jones est une exception, avec une carrière aussi unique qu'impressionnante. Diplômée d'Oxford – le grand rival de Cambridge dans les couloirs des services d'espionnage –, elle entre au Foreign Office – qui chapeaute le MI6 – en 1963. En poste notamment en Rhodésie (aujourd'hui le Zimbabwe), à Singapour, Bonn et Washington, elle se rapproche ensuite du monde politique. À la fin des années 1990, elle a ainsi dirigé la petite cellule ultra-stratégique du renseignement logée au cabinet du Premier ministre, le Joint Intelligence Committee.

Le Joint
Intelligence
Committee,
petite cellule
ultra-
stratégique du
renseignement.

LE JOINT INTELLIGENCE COMMITTEE

Intégré au sein du Cabinet Office, le JIC est chargé de faire la synthèse par dossier de tous les services de Sa Majesté afin d'aiguiller les décisions du locataire du 10 Downing Street. Composé de moins d'une soixantaine de personnes, il rassemble des membres en détachement des quatre principaux services (GCHQ, MI6, MI5, Defence Intelligence) et des membres du cabinet du Premier ministre triés sur le volet. Non seulement il met en musique les différentes remontées des services de renseignement pour en faire une synthèse unique afin de guider l'action du gouvernement, mais il effectue aussi le pilotage politique des priorités des services, leur signalant les sujets intéressants le gouvernement et ceux dont ils vont devoir se saisir. Signe de la proximité entre Londres et ses principaux alliés, le JIC peut à l'occasion, en fonction des sujets, accueillir des représentants des services américains, canadiens, australiens ou néo-zélandais.

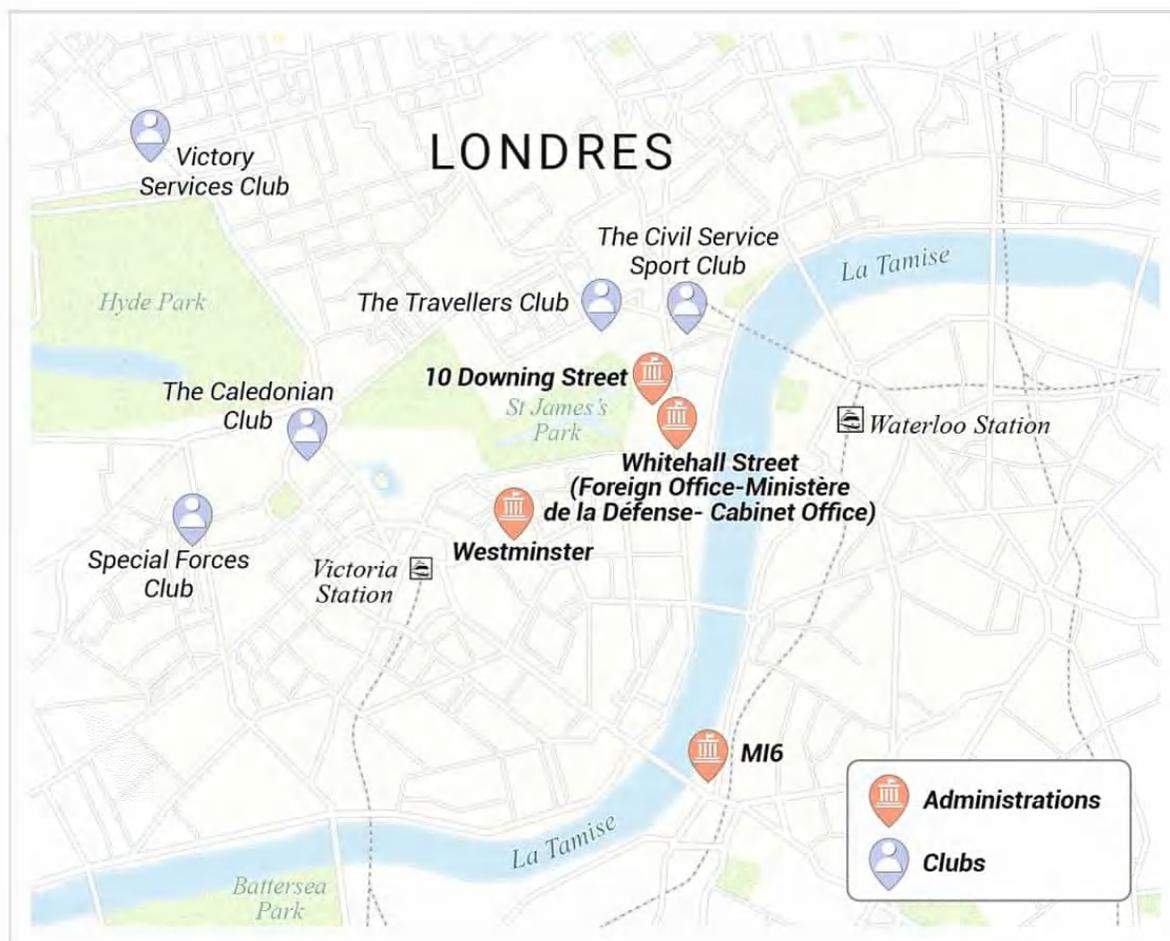
Des relations étroites

Pauline Neville-Jones saute le pas en s'engageant dans le camp conservateur en 2006, lorsqu'elle est élevée au titre de baronne. David Cameron la nomme ministre d'État pour la Sécurité et le Contre-terrorisme en 2010, une expérience qui ne lui plaît guère et dont elle démissionne dès l'année suivante. Aujourd'hui, elle continue de siéger à la Chambre des lords, la chambre haute du Parlement, où elle veille sur les questions de sécurité et de renseignement dans plusieurs commissions. Et ce, tout en honorant ses nombreux contrats comme conseillère dans plusieurs sociétés du secteur...

Le système
politique est
plus sain si ses
membres sont
issus de tous
les secteurs
de la société.

Cette petite femme énergique est le témoin idéal pour expliquer les logiques de l'étroite relation entre politiques et espions : « Les hauts fonctionnaires peuvent entrer à la Chambre des lords. J'ai plusieurs collègues dans ce cas, et quelques-uns sont d'anciens responsables du renseignement. Je pense que le système politique est plus sain si ses membres sont issus de tous les secteurs de la société. Ma trajectoire est inhabituelle. D'ordinaire, les hauts fonctionnaires entrent à la Chambre des lords sur nomination et ne s'affilient pas à un parti. Moi, j'ai fait l'inverse. C'est David Cameron, qui venait de prendre la tête du

Parti conservateur, qui m'a appelée et demandé si je voulais l'aider à renouveler l'approche des conservateurs en matière de diplomatie et de défense. Tout cela se passait juste après notre intervention en Irak, au moment où le pays se trouvait profondément divisé. David Cameron m'a choisie au bon moment. »



AU CŒUR DE L'ESTABLISHMENT

LES CLUBS Comme toutes les communautés du Royaume-Uni, les espions ont leurs clubs, à l'instar du Traveller's, sur les bords de la Tamise, du Caledonian, ou encore du Special Forces Club, situé juste derrière le grand magasin de luxe Harrods, dans un immeuble en brique anonyme. Ces cercles accueillent, le soir, autour d'un single malt, les fonctionnaires et les retraités du renseignement. Il y a même des chambres à disposition des visiteurs de passage. Au Special Forces Club, les membres dînent ou prennent un verre dans une salle à manger ornée des portraits des agents tombés pendant la Seconde Guerre mondiale aux côtés des résistants français. Inchangée depuis les années 1950, l'atmosphère du club a été quelque peu bousculée il y a quelques années lorsque – crime de lèse-majesté ! – la nouvelle direction a souhaité s'ouvrir aux anciens officiers de police, suscitant une véritable bataille rangée autour des cuivres polis du bar... Ceux-ci ont finalement été priés de rester à l'entrée.

La guerre en Irak :
la fin de l'innocence

La communauté mythifiée de l'espionnage britannique a cependant quelques taches sur son plastron. La plus « shocking » d'entre elles reste l'affaire du dossier irakien.

Une question de fiabilité

En 2003, le MI6 assure à Tony Blair que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive. Le Premier ministre britannique va se servir de cette information pour justifier l'intervention militaire occidentale à Bagdad... Sauf que le renseignement est faux, ou au moins exagéré.

En 2016, une commission d'enquête incriminera le service.

En 2016, une commission d'enquête incriminera le service, et tout particulièrement son directeur à l'époque, sir Richard Dearlove, qui en reste encore embarrassé, quand on lui demande si le système de renseignement britannique a échoué à l'époque : « Je ne pense pas qu'il y ait eu la moindre intention de la part du gouvernement... Vous comprenez c'est une question d'honnêteté... Je pense que la réponse à votre question, c'est l'enquête Chilcot, qui a douze volumes de plus que la Bible et qui tente de retracer l'origine de tous ces faits. Mais c'est une question compliquée... »

LE RAPPORT CHILCOT

Le rapport Chilcot, du nom de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les conditions de l'engagement britannique dans la guerre en Irak et sur les mensonges qui l'auront accompagné, aura été l'arlésienne de la politique britannique pendant une décennie. Annoncée quasiment chaque année, sa publication a finalement été retardée jusqu'en 2016, les différents gouvernements ayant tout tenté pour l'en empêcher, tant toute la classe politique et sécuritaire était gênée. Car sir John Chilcot et ses équipes ont finalement conclu que l'Irak ne représentait pas une menace pour les intérêts britanniques, que le degré de certitude de la présence d'armes de destruction massive sur place avait été sciemment exagéré, et que, finalement, la guerre n'avait été absolument pas nécessaire. Un réquisitoire inédit dans toute l'histoire de la démocratie britannique depuis ses fondations.

Un problème de sources

Mais si sir Richard Dearlove est mal à l'aise pour parler de l'Irak, ses adversaires, quant à eux, le font plus volontiers. Pauline Neville-Jones ne se prive pas de livrer son analyse sur ce fiasco : « Le problème avec les renseignements que nous récoltions à la veille de la guerre en Irak, c'est que tous les contacts diplomatiques étaient rompus. Nous n'avions plus de diplomates à Bagdad, et il n'y avait même plus de Britanniques ni d'Américains dans le pays. Donc l'essentiel des "informations", si l'on peut dire, que nous recevions venaient de sources irakiennes. Et ces sources avaient intérêt à ce que nous intervenions. La plupart d'entre eux étaient des hommes politiques dans l'opposition. »

Comme le confirme la baronne, « nous avons confiance dans leurs informations alors qu'elles s'écartaient de plus en plus de la réalité. Et ce que nous obtenions d'autres sources avait l'air de ce fait improbables, et étaient donc écartées. Alors que c'était la vérité. Quand la mission

Nous n'avions plus de diplomates à Bagdad, et il

de l'ONU, emmenée par la Suède, s'est rendue en Irak juste avant l'intervention militaire, et qu'elle n'a rien trouvé, les gouvernements occidentaux lui disaient : "Mais vous ne cherchez pas bien ! Si vous cherchez bien, vous trouverez des armes de destruction massive". Tout cela était très peu satisfaisant, il fallait bien que nous en tirions des leçons... »

AHMED AL-CHALABI

Cet opposant à Saddam Hussein, issu de la communauté chiite, a fourni à la CIA et au MI6 de nombreuses informations et les témoins idoine, qui ne faisaient que confirmer les espoirs de la Maison Blanche et du 10 Downing Street. Un « biais de confirmation » typique : Chalabi savait ce que les services voulaient lire, et les a abreuvés en ce sens, au risque de mentir.

Surenchère verbale

Cela a débouché sur ce que craignent par-dessus tout les espions, une politisation de leurs informations.

Après cet épisode, une escalade dans la recherche de preuves a suivi, sous la pression du 10 Downing Street. Cela a débouché sur ce que craignent par-dessus tout les espions : une politisation de leurs informations. Celles-ci ont été tronquées et remaniées pour convenir au Premier ministre. Alors aux premières loges, Pauline Neville-Jones se souvient : « Quand est venu le temps d'évaluer les informations disponibles sur l'Irak, le conseiller qui travaillait pour Tony Blair a dit que cela ne donnait pas de raison d'intervenir ! Donc les informations ont été renvoyées au Joint Intelligence Committee. Comme si c'était notre job de fournir des arguments au gouvernement, alors que ce n'est certainement pas le cas ! Il y a eu ensuite une longue négociation sur les mots choisis pour décrire la situation en Irak, qui ont été durcis. Puis le Premier ministre lui-même a rédigé la préface du rapport du Joint Intelligence Committee, utilisant des termes encore plus explicites que ceux contenus dans notre premier rapport. Les changements sont subtils, mais si on regarde les trois documents, le rapport initial, le résumé réécrit et la préface du Premier ministre, on voit que l'information est graduellement gonflée ».

UNE IMAGE ENTACHÉE SUR GRAND ÉCRAN Le terrible échec irakien a fait éclore une myriade de films sur le sujet, alors que le cinéma anglo-saxon avait délaissé la veine espionnage/politique depuis les années 1980. Le réalisateur britannique Paul Greengrass met en scène cette faille des espions dans son film Green Zone. Matt Damon est chargé de retrouver des preuves de l'existence des armes de destruction massive – évidemment sans succès – avant de comprendre la manipulation dont il a été l'instrument. ■

Le nouveau visage du MI6

À la suite du scandale irakien, le MI6 fut placé sous une tutelle plus étroite et, humiliation suprême, confié à un directeur qui n'était pas un espion, mais un diplomate, en l'occurrence John Sawers. Cet ancien conseiller diplomatique de Tony Blair est abrs l'un des hauts fonctionnaires les plus capés du Foreign Office. Il en a été le

Restaurer le service



John Sawers
Ancien directeur
du MI6

Rencontré dans les salons de l'hôtel Napoléon – ironie de l'histoire – à Paris, John Sawers, dont le style décontracté tranche avec celui de ses prédécesseurs, n'est pas peu fier d'expliquer comment il a remis de l'ordre chez les espions de Sa Majesté : « J'étais le premier chef du MI6 depuis quarante ans à ne pas être issu des rangs du sérail, parce que la réputation du service avait été entamée par deux scandales : les renseignements fallacieux fournis sur l'Irak

Le secret n'est pas un mot sale. Il est nécessaire pour protéger efficacement le pays.

et les mauvais traitements infligés aux détenus dans la soi-disant "guerre au terrorisme". Il fallait reconstruire le service, restaurer la confiance. Pour ce faire, j'ai eu de nombreuses conversations privées avec des parlementaires, des hommes politiques et des rédacteurs en chef de quotidiens nationaux, mais j'ai également pensé qu'il fallait s'adresser directement au public pour expliquer que le secret n'est pas un mot sale, qu'il est une chose nécessaire pour protéger efficacement le pays. »

Introspection des espions

Cette campagne de relations publiques n'a pas été du goût de tous les membres du service. Nombre de vétérans se sont étranglés en voyant les confidences du directeur du MI6 dans les pages de leurs quotidiens du matin, et Sawers reste, aujourd'hui encore, très critiqué par certains anciens qui ne s'en sont jamais remis. Ainsi, si Richard Dearlove convient que le service devait sortir du bois, il en conserve une pointe de nostalgie : « Avant 1994, le MI6 et notre service d'interception, GCHQ, étaient "inavoués", selon la terminologie officielle. Autrement dit, leur existence n'était pas publiquement reconnue par le gouvernement. S'il y avait des questions au Parlement, le ministre concerné se levait et disait "Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'habitude de faire des commentaires sur ce genre de sujet". Point final. Durant la guerre froide, c'était habile et bien pratique. Mais dans une démocratie moderne, c'est totalement à côté de la plaque. » À ceci près qu'au Parlement, lorsqu'un parlementaire tente encore une question écrite mentionnant le MI6, la réponse de l'exécutif reste invariablement « Le gouvernement ne commente pas les affaires de renseignement ». Néanmoins dans les médias, les ministres concernés n'hésitent plus à évoquer les services par leur nom, une pratique inimaginable il y a encore vingt ans.

Les ministres concernés n'hésitent plus à évoquer les services par leur nom.

Pour autant, l'exposition du MI6 sous Sawers ne fut que les prémices d'un phénomène de plus en plus massif. Son successeur, Alex Younger, un pur produit du service pourtant, n'hésitait pas depuis sa nomination en 2014, à multiplier les interventions publiques au pupitre. C'est sans doute le sens de l'histoire.

CAMPAGNES DE PROMOTION À grand renfort de publicité, les services de renseignement britanniques vantent aujourd'hui leur ouverture à toutes les communautés : le MI5 a ainsi été élu meilleur employeur « gay friendly » du pays. Les spectateurs de la BBC ont même eu la surprise de voir, en mai 2018, la première publicité du MI6, un sommet du genre : une mère et son enfant jouent tranquillement devant un aquarium de requins pendant qu'une voix off amicale rappelle que le service n'est fait, finalement, que d'hommes ordinaires... Le petit clip assène ainsi « Nous sommes des officiers du renseignement, mais nous ne faisons pas ce que vous croyez. Notre travail ne consiste pas à évoluer en restant calmes au milieu des requins, mais à capter les signaux silencieux qui comptent. Comprendre les autres, les aider à penser différemment, explorer le monde au-delà des préjugés... Si cela vous semble familier, c'est parce que vous le faites tous les jours. MI6 : secrètement, nous sommes comme vous. » On ne peut plus cheesy, comme on dit dans la langue de Shakespeare. ■

Un système de décision complexe mais rôdé

Pays sans constitution écrite, le Royaume-Uni a construit son appareil de renseignement comme le reste de son administration : au fur et à mesure des besoins et des échecs. L'articulation entre le pouvoir politique et ses services de renseignement est un exemple typique de ce fonctionnement empirique.

Rendre des comptes

Malgré l'échec irakien, le MI6 est resté au plus près du Premier ministre, pour le meilleur comme pour le pire. John Sawers explique le système de décision : « Le système britannique est bien différent que celui des États-Unis, où les fonctionnaires du renseignement doivent se lever à 2 h 30 du matin pour préparer le briefing qu'ils vont faire au président à son lever. » Shocking !

La relation des services au Premier ministre n'est cependant pas exclusive : « Dans l'administration britannique, les services de renseignement rendent compte à leur ministre de tutelle : le MI5 au ministre de l'Intérieur. En tant que directeur du MI6, je rendais compte au ministre des Affaires étrangères, tout comme le responsable du GCHQ. Et nous avons tous accès, sur demande, au Premier ministre. Gérer le renseignement est un énorme travail : il faut approuver certaines opérations. Si le Premier ministre devait s'occuper de tout, cela lui prendrait tout son temps. Mais surtout, il faut le dire, les choses se passent parfois mal : des opérations échouent, il faut en rendre compte au Parlement, et les hommes politiques doivent assumer ces échecs. »

Lucide, John Sawers ajoute : « C'est tout de même plus facile si quelqu'un d'autre que le Premier ministre joue les fusibles : c'est une protection si quelqu'un d'autre que lui assure la gestion des espions au quotidien. »

AU ROYAUME-UNI

Le Premier ministre lit au réveil les briefings, rapports (et parfois analyses) du service de renseignement préparés la veille au soir par son cabinet privé (bureau réservé).

Il ajoute commentaires et questions.

AUX ÉTATS-UNIS

Les fonctionnaires font un briefing au Président, le rapport a été préparé pendant la nuit.

RENSEIGNEMENTS SUR DEMANDE Durant tout le ^{xx}e siècle s'est développé entre services de renseignement et pouvoir politique le « requirement system », qui prévoit que ce sont les utilisateurs de renseignement au sein du

gouvernement qui décident de quelles informations ils ont besoin. Et ces besoins sont définis et gérés par le Joint Intelligence Committee (JIC) qui dépend du Premier ministre : un document recense les besoins de chacun et c'est sur cette base que les services vont chercher l'information. Ayant longuement réfléchi à ces questions, l'ancien patron du MI6 Richard Dearlove rappelle que « si les services choisissaient leurs propres priorités, ils agiraient en dehors de tout contrôle politique ». ■

Limiter les incertitudes

À la tête du JIC, au côté du Premier ministre, Pauline Neville-Jones a fait au jour le jour ce lien à la fois stratégique mais insaisissable, où tout, sur chaque dossier, tourne autour de la définition même de ce qu'est un bon renseignement.



CIRCUIT DU RENSEIGNEMENT DANS LE SYSTÈME BRITANNIQUE

« L'objet de la mise à l'épreuve des informations, c'est de soumettre les renseignements à un test, de les mettre en relation avec le monde tel que nous le connaissons. Même avec ces précautions, on peut se tromper, bien sûr ! Comme ce qui s'est passé à la veille de notre intervention en Irak. Mais en règle générale, ce système est une bonne manière d'éviter de devenir otages d'un monde secret où toutes les informations sont obtenues de manière anormale ou secrète. Parce que l'on peut très vite considérer que tout ce qui est secret est de l'or, alors que ça peut très bien ne pas être le cas. » Sage parole.

Mea culpa

C'est l'une des conséquences les plus claires de la débâcle irakienne : les espions britanniques concèdent désormais qu'ils font partie d'un ensemble plus vaste, et que la nature secrète des informations qu'ils collectent ne constitue pas une garantie de fiabilité. « Le renseignement n'est pas le seul élément à influencer une décision politique, admet Dearlove. Toutes les fois où un gouvernement est trop dépendant de ses services de renseignement pour prendre une décision, il y a danger. Aujourd'hui, je serais sur le qui-vive dès qu'un gouvernement se repose trop nettement sur les renseignements qu'on lui fournit et sur rien d'autre. Dans le cas de l'Irak, si vous pensez à un immeuble, le renseignement est le faite du toit. Et que ce faite soutenait un poids trop important. » Une modestie nouvelle qui tranche avec le mythe de l'espion qui résout les problèmes internationaux en deux trois coups de cuillères à cocktail !

Toutes les fois où un gouvernement est trop dépendant de ses services de renseignement pour prendre une décision, il y a danger.

dans la « guerre contre le terrorisme ». De ce fait, le MI6 a participé au programme de torture légalisée alors par la CIA. Lors de la découverte de la participation de ses espions à ce programme, le tollé fut immense dans le pays de l'Habeas Corpus. Depuis, les règles et les garde-fous du MI6 ont été renforcés. Le service de renseignement ne peut plus utiliser une information obtenue d'un partenaire qui utilise des méthodes brutales. De plus, le Parlement a un droit de regard sur les partenariats étrangers du service. ■

Des espions frustrés

Le renseignement reste un univers de faux-semblants et, sous l'humilité de convenance perce la frustration de ne pas être un décideur, tout particulièrement quand on pense avoir la clé d'une crise majeure.

Un conseiller, pas un décideur

John Sawers s'étonne encore de la limite de son propre pouvoir à la tête du MI6. « J'ai été ambassadeur aux Nations unies, ambassadeur en Égypte et directeur politique au Foreign Office. Donc, j'ai eu toute une série de rôles, et mon autonomie variait en fonction des sujets. Aux Nations unies, j'étais le principal décideur. Bien sûr, je rendais compte, et on me donnait parfois des instructions, mais l'essentiel des décisions étaient prises à New York, à l'intérieur d'un cadre fixé par les ministres. À Downing Street, dans les bureaux du Premier ministre, vous êtes au centre de la mécanique gouvernementale. J'ai été le conseiller Affaires étrangères de Tony Blair pendant deux ans et demi, au moment de la guerre au Kosovo et à la veille du 11 septembre. Évidemment, dans un tel rôle, vous avez beaucoup d'influence et vous avez très largement accès aux décideurs. Mais en réalité, vous n'êtes responsable de rien. Vous donnez des conseils, mais vous n'êtes pas celui qui prend la décision. »

En réalité, vous n'êtes responsable de rien. Vous donnez des conseils, mais vous n'êtes pas celui qui prend la décision.

Alors qu'en tant que chef du MI6, John Sawers devait « constamment [se] rappeler [qu'il n'était pas] pas un décideur ». « Je dirigeais une agence de renseignement, j'avais des responsabilités précises en termes de collecte d'information. Alors, bien sûr, je pouvais dire au Conseil national de sécurité : "Monsieur le Premier ministre, si vous choisissez de faire ceci, voici ce qui se passera : est-ce vraiment ce que vous voulez ? Peut-être qu'une autre approche serait préférable..." Mais tout cela est très différent d'un travail de conseiller politique. »

Le drame syrien

Comme plusieurs de ses homologues à la tête du renseignement en Occident, John Sawers a longuement planché sur un programme de soutien clandestin à la rébellion syrienne à partir de 2012-2013, avant de devoir déchanter. À ce jeu, « on ne gagne pas à tous les coups... La question n'est pas vraiment de savoir si j'ai eu gain de cause ou pas,

À cette époque, le gouvernement français était bien plus sensé

mais si on a pris la bonne décision. » Et de se livrer à cette confiance, que le d'une liberté de ton assez rare dans cet univers : « Très franchement, Royaume-Uni. sur la question de savoir si l'on devait, ou non, intervenir en Syrie lorsque Bachar al-Assad a utilisé des armes chimiques contre sa population, je pense qu'on était face à une violation du droit international, l'acte d'un régime acculé par la pression internationale, et que si nous étions intervenus en Syrie à ce moment-là, durant l'été 2013, le cours des événements aurait changé et la situation en Syrie aujourd'hui serait très différente. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Plutôt que prendre ses propres responsabilités, David Cameron a demandé l'autorisation du Parlement pour intervenir, à tort à mon sens. Lequel a rejeté la requête, ce qui a provoqué des doutes chez Barack Obama, qui est revenu sur son engagement d'intervenir. À cette époque, le gouvernement français était bien plus déterminé et, à mon sens, bien plus sensé que le Royaume-Uni ou les États-Unis. Mais l'Ouest n'est pas intervenu, ce qui a laissé toute la place à la Russie pour agir, et ce sont la Russie et l'Iran qui ont pesé sur le cours de la guerre et, aujourd'hui, Bachar al-Assad est toujours au pouvoir. » Dépité, Sawers doit concéder : « Donc oui, c'est frustrant quand votre système démocratique en vient à adopter ce qui, pour vous, est le mauvais point de vue, mais je préfère vivre dans une démocratie qu'ailleurs ! »

FRUSTRATION ET LITTÉRATURE On est loin de l'image de James Bond qui outrepassait régulièrement le cadre de ses missions, sans craindre de répercussions. Cette frustration est l'essence du choc qu'a constitué le roman de John Le Carré *L'espion qui venait du froid*, à sa sortie, en 1963, puis le film éponyme en 1965. Le livre raconte la mission à l'Est d'un vieil espion usé, qui se fait balader par son propre service, au gré de choix politiques qui le dépassent. Ce sentiment de n'être in fine qu'une marionnette aux mains des puissants lui inspire une mythique tirade de fin, où il se qualifie lui-même de « cocu de l'histoire », de « lâche ». En pleine guerre froide, alors que les espions étaient en première ligne, celle-ci fit mauvais genre. ■

Le purgatoire du Brexit

Aujourd'hui, l'autre grand défi pour les services britanniques, c'est le Brexit. Sur ce sujet hautement inflammable qui divise toute la société et pourrait menacer les échanges de renseignements entre services européens, les maîtres-espions ont des approches différentes, mais tous font la même analyse.

L'Irak et la Syrie hier, le Brexit aujourd'hui

Pour Richard Dearlove, « au fil des années, malgré nos différences, le Royaume-Uni et la France ont mis en place une coopération très étroite en matière de renseignement. L'alliance entre la France et le Royaume-Uni est naturelle et va continuer. Lorsque les débats sur le Brexit ont commencé, j'ai écrit une lettre ouverte au président Macron, expliquant que même si notre vision de l'Europe était différente, cela ne voulait pas dire que nous ne pouvions pas avoir une relation. » Ce Brexiter convaincu fait le pari que « si l'on regarde vers l'avenir, le Royaume-Uni ne va pas rompre ses relations d'échange de renseignements avec les pays-membre de l'Union européenne (UE). » Et ce, avec la

certitude que l'excellence britannique dans l'espionnage aura raison de l'énerverment européen contre Londres : « D'autant plus que nombre de ces pays sont très dépendants du Royaume-Uni : nous les aidons à comprendre la menace russe, en particulier en Europe centrale et en Europe de l'Est. Une autre sphère de coopération est bien sûr l'anti-terrorisme. Mais tout cela se passera loin de Bruxelles. Et je dois avouer que cela m'énerve un peu de voir la Commission européenne considérer que tout cela n'existe pas parce que cela échappe à son contrôle. »

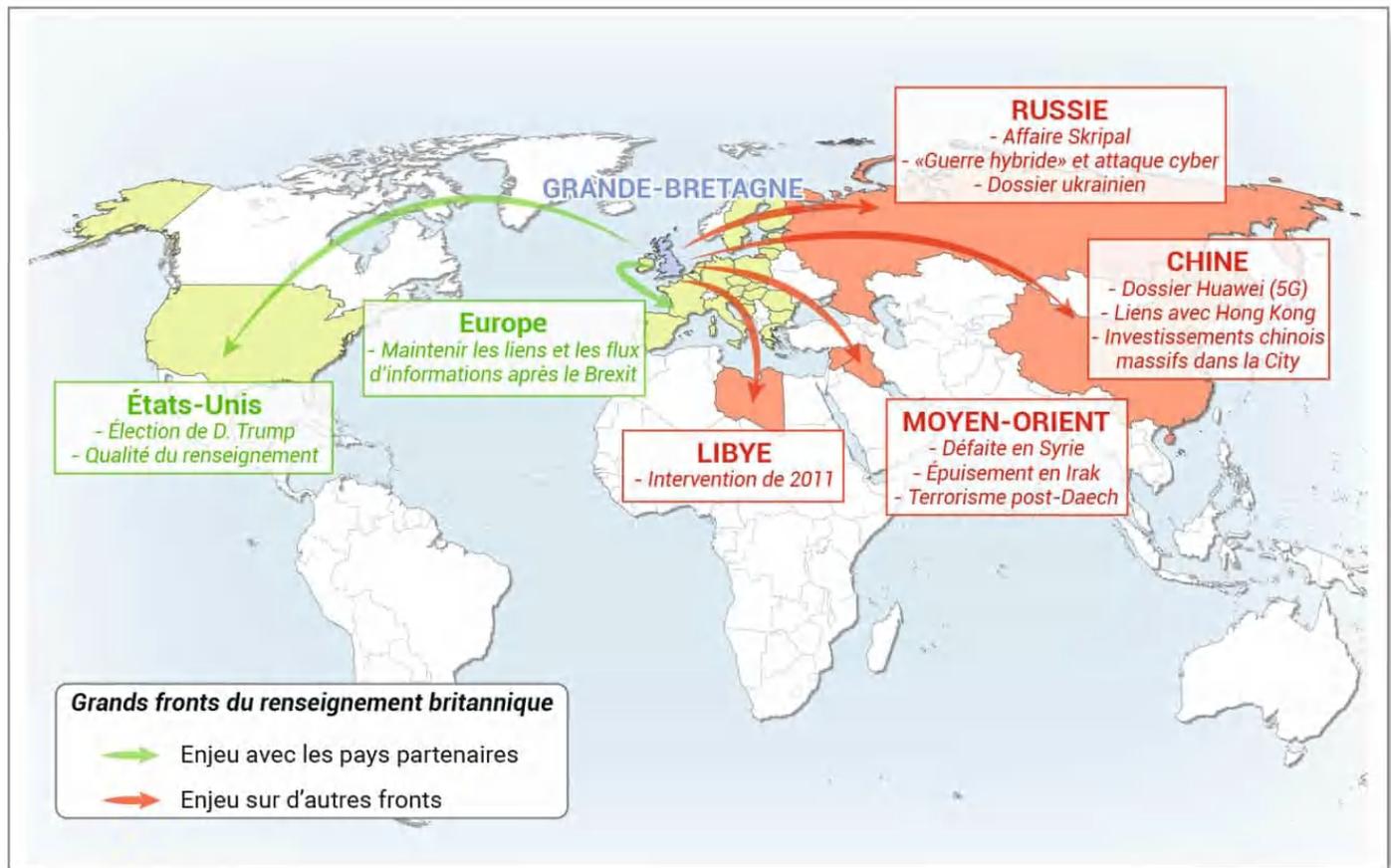
Le Royaume-Uni ne quitte pas l'Europe, il quitte les traités européens.

Poursuivant son réquisitoire et pariant sur le temps long de l'histoire, Dearlove assène : « Ces relations sécuritaires sont aussi et parfois plus importantes que les relations commerciales formalisées par les traités européens. Le fait que nous quittions l'UE va rendre certains échanges un peu plus difficiles, et c'est sans doute vrai pour les échanges de données, ainsi que pour la police et la justice. Mais mon opinion est que tout cela peut être aisément rétabli par des accords bilatéraux, qui seront faciles à négocier parce que tout le monde a intérêt à ce que le système continue. Le Royaume-Uni ne quitte pas l'Europe, il quitte les traités européens. Mais nous allons rester un acteur essentiel de la sécurité européenne. »

Confidences

On sent bien que le sujet dépasse les clivages, et reste sensible au sein de la communauté du renseignement, quand John Sawers quant à lui, explique : « Mon opinion personnelle sur le Brexit est très claire : je pense que c'est une erreur. Mais si j'étais encore le directeur du MI6, je ne serais pas intervenu dans le débat public, mais j'aurais été très clair en privé sur les conséquences, notamment en matière d'échanges de renseignements et de lutte contre le terrorisme. Dans toutes les démocraties, vous devez accepter les décisions de l'électorat, mais je pense que David Cameron a eu tort d'organiser un référendum sur cette question. » De la Syrie au Brexit, on découvre au passage qu'au Royaume-Uni, on peut être le maître-espion d'un Premier ministre dont on désapprouve à peu près tous les choix politiques importants... « Mais il l'a fait, poursuit Sawers, avec les conséquences que l'on sait, ce qui veut dire que mes successeurs à la tête du MI6, comme au MI5 ou au GCHQ, doivent s'assurer que la coopération vitale que nous avons mise en place avec nos partenaires reste en place, autant que possible. Soyons clair : le fait de quitter l'Union européenne n'a pas une incidence énorme sur le travail de renseignement. La principale conséquence porte sur le partage des données, qui est de plus en plus régulé par l'UE. »

La principale conséquence porte sur le partage des données, qui est de plus en plus régulé par l'UE.



LE ROYAUME-UNI, DE PLUS EN PLUS ISOLÉ

Fake news et guerre hybride

La campagne qui a précédé le référendum sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE a été l'occasion de manipulations de l'opinion, notamment via les réseaux sociaux. Si le fait de vouloir influencer sur une élection est aussi vieux que la démocratie, la massification du phénomène inquiète beaucoup les services de renseignement. Cette nouvelle forme d'influence a désormais un nom, la « guerre hybride ».

Haute-technologie

Pauline Neville-Jones définit la guerre hybride comme l'art « d'utiliser non pas des armes conventionnelles, mais des technologies modernes, notamment à travers l'Internet, comme des modes de pénétration et de diffusion de propagande dans des sociétés étrangères à des fins de déstabilisation. On voit bien que ce genre de tactique est à l'œuvre et que la Russie est le pays qui y a recours, en particulier pour affecter le résultat des élections. Qu'elle y parvienne est une autre question. Mais on voit bien qu'elle essaie. C'est la main invisible. Un autre objectif pour la Russie pourrait être d'influencer l'attitude d'un pays envers l'Otan. »

Comment les pays occidentaux peuvent réagir ? Pauline Neville-Jones « espère que nous ne céderons jamais à la tentation de faire la même chose, ce serait une trahison de nos valeurs et j'espère ne jamais voir cela. Mais l'alternative, c'est que notre relation avec la

Russie est aujourd'hui compliquée de sanctions qui vont être difficiles à dépasser. Cette déstabilisation est conçue pour créer des conflits et des désaccords au sein des sociétés ciblées. En cela, c'est très réussi. Il y a des algorithmes qui sont calculés pour susciter des situations complètement fausses, inventer des conflits inexistantes, et tromper les gens, leur faire croire que des incidents ont eu lieu alors que ce n'est pas le cas. D'autres algorithmes sont faits pour pousser les désaccords à leur maximum, en insérant des éléments qui augmentent la tension et en mettant en avant les vues les plus extrêmes dans les deux camps. »

LES GUERRES D'INFLUENCE EN LIGNE Le MI6 a tenté de développer ses propres contre-mesures. En 2016, le service a ainsi poussé à la création du [Counter Disinformation and Media Development Programme](#) (CDMDP), tout entier consacré à lutter contre Moscou en ligne. Doté de plus de 7 millions de livres sterling annuels, provenant du Foreign Office, mais aussi du ministère de la Défense, celui-ci tente de mener la guerre de l'information. Il s'agit en réalité de la suite d'un programme né après l'annexion de l'Ukraine, en 2014, le [Russian Language Program](#). Les services britanniques s'étaient alors rendu compte de leur perte de compétence sur la zone, en particulier face aux opérations hybrides faites de cyberattaques et de diffusion de fausses informations, mises en œuvre par le Kremlin. Seul problème pour le MI6 : l'un des faux-nez conçu par le CDMDP pour créer de l'influence anti-russe en ligne, l'Institute of Statecraft (IoS), a lui-même été piraté à la fin 2018... Les documents internes se sont alors retrouvés dans des articles de l'appareil russe d'influence et de propagande (RT, Sputnik, etc.). Les guerres d'influence en ligne recèlent parfois de cruelles ironies de l'histoire. [n](#)

Un enjeu démocratique

Mais in fine, pour tous, le phénomène nécessite moins une réponse sécuritaire, qu'une profonde réflexion politique. Les services de sécurité peuvent dire ce qui se passe, mais c'est la société civile et les politiques qui doivent réagir et reprendre la démocratie en main. Il y a des choses que les services de renseignement peuvent faire, notamment renforcer les défenses. Ils peuvent aider techniquement, mais il s'agit avant tout du défi des démocraties, et c'est au système démocratique et à la société civile d'y répondre.

POUR ALLER PLUS LOIN – À VOIR, À LIRE, À ÉCOUTER

-  L'espion qui venait du froid, La taupe..., de John Le Carré
- L'agent secret, de Joseph Conrad
- Le Code Rebecca, de Ken Follett
- Le Masque de Dimitrios, Épitaphe pour un espion, Frontière des Ténèbres, de Eric Ambler
- Les trente-neuf marches, de John Buchan
-  Les James Bond de Ian Fleming
- La série britannique Spooks de David Wolstencroft
- London Spy, de Tom Rob Smith
- Ipcress, danger immédiat, de Sidney J. Furie
- Le secret du rapport Quiller, de Michael Anderson

CHAPITRE 2

AUX ÉTATS-UNIS,

LES ESPIONS

DU PRÉSIDENT

LES ÉTATS-UNIS ONT BÂTI L'APPAREIL DE RENSEIGNEMENT LE PLUS IMPOSANT QUI SOIT. ENTRE FASCINATION ET RÉPULSION, LES ESPIONS SONT DEVENUS EN QUELQUES DÉCENNIES UN PUISSANT INSTRUMENT DU SOFT – ET DU HARD – POWER AMÉRICAIN, CIA ET NSA SYMBOLISANT AUJOURD'HUI LA PUISSANCE DES ÉTATS-UNIS. MAIS CONCILIER CE POUVOIR DE SURVEILLANCE AVEC LA DÉMOCRATIE RESTE UN DÉFI, SURTOUT AU MOMENT OÙ LE POUVOIR SUPRÊME À LA MAISON BLANCHE SEMBLE POUR LE MOINS ERRATIQUE.

Une image de défenseurs du « monde libre »

Les États-Unis se sont dotés au sortir de la Seconde Guerre mondiale d'une machine de guerre secrète afin de lutter contre l'autre grande puissance de l'époque, l'URSS, elle aussi passée maître dans l'art de l'espionnage.

L'art de l'espionnage

Être un espion, c'est être en première ligne dans la grande guerre secrète pour l'information.

« Gardez les yeux grands ouverts sur les menaces. Vous êtes-vous déjà demandé si vous pouviez être un espion ? Est-ce que cela pourrait vous attirer ? Intrigues, séduction du danger, ou plutôt sens du danger. Devenir un espion demande un engagement dans le secret, une vie dans l'ombre. Être un espion, c'est être en première ligne dans la grande guerre secrète en cours pour l'information. » Ce sermon récité de la voix de pasteur de l'acteur américain Morgan Freeman accueille le public à l'entrée du Spy Museum à Washington. Quelle meilleure introduction aux arcanes de l'espionnage américain ? À première vue,

cela ressemble à un vaste Disneyland des espions. Mais, à y regarder de plus près, cette succession de salles à la gloire de la CIA et de la NSA témoigne du lien particulier que les États-Unis entretiennent avec leurs agents secrets. Le Spy Museum passe l'histoire du pays au prisme de l'espionnage. Le père fondateur de la Nation, George Washington, est ainsi présenté comme le premier et le plus grand espion de l'histoire américaine. Le plus frappant est le mélange typiquement américain de pur divertissement et de données historiques : les visiteurs sont ainsi invités à rejouer sur des iPads la traque de l'ancien leader d'Al-Qaida à partir des vraies informations dont disposait la CIA à l'époque...

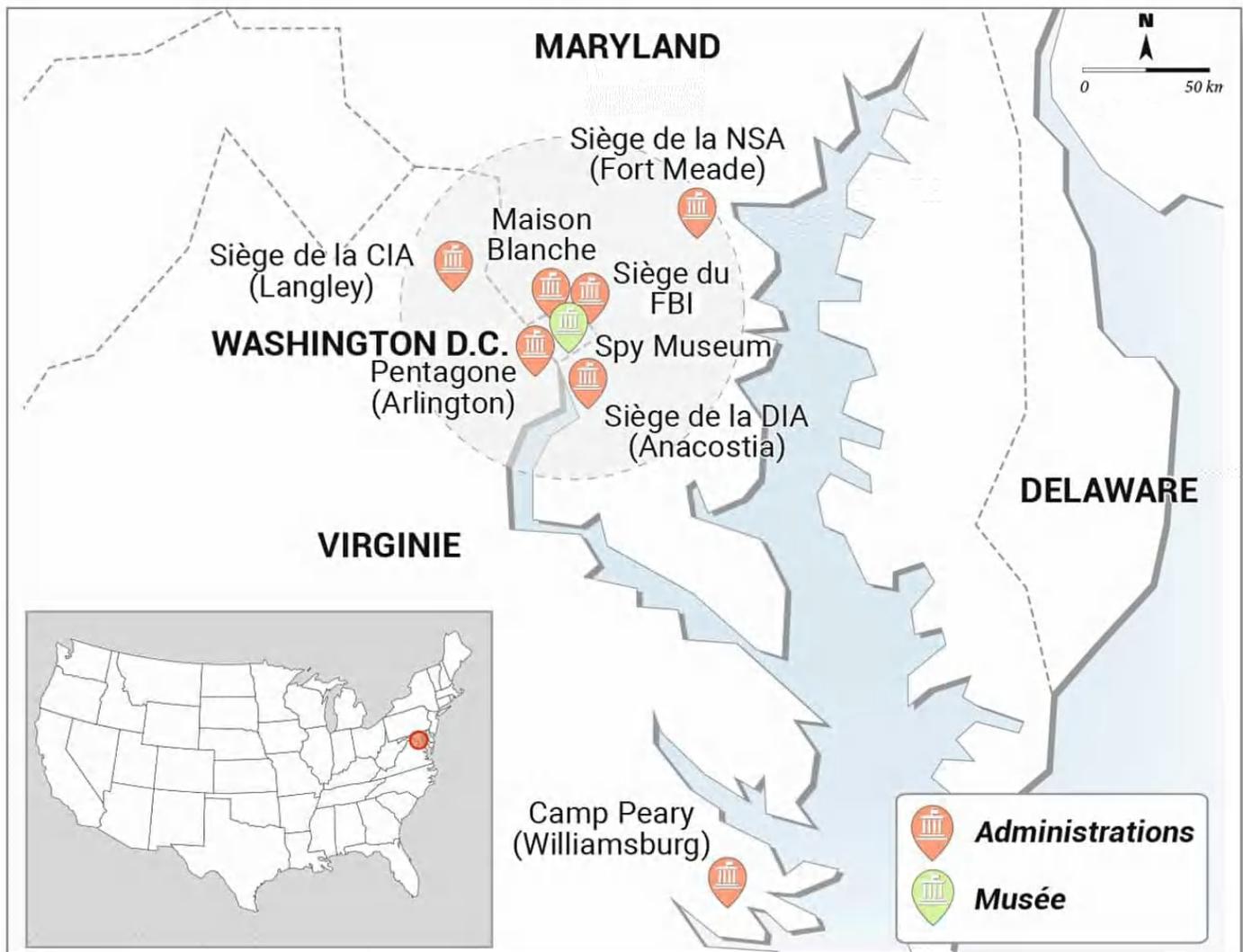
La CIA dans la peau

Dans ce temple à la gloire des hommes de l'ombre, on prend la mesure du patriotisme parfois exacerbé dont aiment se réclamer les espions américains. Pur espion de la CIA, William Green est un opérationnel qui a sillonné l'Europe pendant des décennies avant de raccrocher les gants à la fin des années 1990. Nous sommes allés le rencontrer dans son bureau, non loin de la Maison Blanche un 6 juin, jour anniversaire du débarquement de Normandie en 1944. Car l'homme est toujours actif. La gorge nouée, il revient sur sa vocation, née dans sa jeunesse dans les années 1980 : « À cause de la Seconde Guerre mondiale, puis de la guerre froide, le monde, vu des États-Unis, apparaissait séparé entre le bien et le mal. Et le président à l'époque, Ronald Reagan, qualifiait volontiers certains adversaires de maléfiques. La mentalité, c'était qu'il fallait défendre les intérêts de l'Occident, la démocratie, notre culture, notre identité. C'était une motivation importante pour des jeunes gens comme moi de travailler pour le gouvernement. La seule véritable question était : entrerions-nous au département d'État ou bien à la CIA ? J'hésitais. Les premiers à m'accepter ont été la CIA. C'était exactement ce que je voulais faire : j'allais vivre en Europe, m'occuper



William Green
Ancien maître-espion à la CIA

des Soviétiques et des Allemands de l'Est, des Tchèques, des Polonais, etc. Tous sont nos amis aujourd'hui, mais à l'époque, ils étaient des ennemis, et des ennemis dangereux. » Une fois intégré, Green a suivi l'entraînement typique des futurs agents de terrain de la Direction des opérations de la CIA. Celui-ci se déroule à « la Ferme », surnom du camp d'entraînement Camp Peary, situé dans le comté de York, près de Williamsburg, en Virginie. Là, les futurs espions apprennent toutes les techniques pour effectuer des filatures, « tamponner » (approcher une source dans le but de la recruter), s'échapper d'une mauvaise passe, etc.



CONCENTRATION DES LIEUX DE POUVOIR DU RENSEIGNEMENT AUTOUR DE LA MAISON BLANCHE

Patron de la CIA, un job bien particulier

Devenir le maître-espion du locataire de la Maison Blanche n'exige aucun cursus honorum bien délimité. Il faut se mouvoir avec aisance dans le monde des intrigues, qu'il s'agisse de celles agitant les guérillas du tiers-monde ou les couloirs du Capitole, mais, surtout, entretenir un lien de confiance avec le Président.

Des maîtres espions brillants... et des scandales



David Petraeus
Ancien directeur
de la CIA

Les opérationnels de la CIA entrent à l'agence jeunes et y passent toute leur vie. Mais dès qu'on atteint les hautes sphères, les profils se diversifient. David Petraeus est ainsi issu de l'armée. Membre du Cosmos Club, archétype du club de patriciens WASP de la côte Est, ce cercle fondé il y a plus d'un siècle est une institution réservée à des personnalités triées sur le volet. Le club se flatte de compter parmi ses membres 36 prix Nobel et 61 prix

Les
opérationnels
de la CIA
entrent
à l'agence
jeunes et y
passent toute
leur vie.

Pulitzer. Conscient de sa valeur, David Petraeus se définit comme « un général 4 étoiles à la retraite, après 37 ans dans l'US Army », qui a « conclu sa carrière par six ans de commandement direct, notamment des opérations en Irak, celles de l'US Central Command, qui supervise tout le Moyen-Orient, et enfin des opérations en Afghanistan ». C'est alors que le président Barack Obama l'a choisi comme directeur de la CIA. Un poste qu'il a dû quitter dans la précipitation : il a démissionné le 9 novembre 2012 après un scandale dont Washington a le secret ; le FBI l'a accusé d'avoir transmis des documents secrets à sa maîtresse, qui était aussi sa biographe, la journaliste-consultante Paula Broadwell. Présenté comme une affaire d'État, le dossier a été clos par le FBI et le département de la Justice après que David Petraeus se soit acquitté d'une amende de 100 000 dollars pour détention insécurisée de documents classifiés... Mais les dégâts sur sa carrière étaient faits.

DAVID PETRAEUS

L'espionnage même à la retraite

L'ancien espion a, comme souvent outre-Atlantique, été recruté par un grand fonds d'investissement, KKR, spécialisé dans les secteurs de la Défense et de la Sécurité. Il y dirige le think tank maison, le KKR Global Institute. Comme bon nombre de patriciens de Washington, David Petraeus aime se présenter dans les cercles de réflexion les plus en vue de la capitale : ce participant régulier du groupe de Bilderberg siège au Board du McCain Institute for International Leadership, le think tank sécuritaire de feu l'influent sénateur républicain John McCain, décédé à l'été 2018. À la manière britannique, il est en parallèle enseignant à l'University of Southern California, ainsi que professeur invité à Harvard. Plus discrètement, il épaulé de nombreuses sociétés actives dans le renseignement : il siège au conseil d'administration d'Optiv, spécialisée dans la cybersécurité, et de OneStream, qui opèrent des logiciels de gestion utilisés par le gouvernement. À titre personnel, il a investi dans une quinzaine de start-up spécialisées dans le domaine.

Des pontes politiques



Leon Panetta
Ancien directeur
de la CIA

Les militaires ne sont pas les seuls à pouvoir prétendre prendre la tête de l'agence. Nombre d'anciens directeurs sont des hommes politiques, une particularité quasi-unique dans les démocraties. L'usage est inhabituel pour un Européen, mais la CIA est souvent confiée à un parlementaire. Passé de la CIA au Pentagone, où il fut secrétaire à la Défense, Leon Panetta coule aujourd'hui des jours heureux sous le soleil de sa Californie natale, où il dirige un centre de recherche en matière de politique étrangère à l'université de Monterey, intitulé... Leon Panetta Institute.

Sa trajectoire est atypique pour les canons français et européens : « J'ai commencé ma carrière dans l'armée, comme officier de renseignement, il y a 40 ans, puis je suis entré en politique. J'ai été président de la commission du budget du Sénat. À ce poste, j'ai dû superviser les budgets annuels des agences de renseignement et de leurs opérations. Puis, lorsque j'ai été secrétaire général de la Maison Blanche du président Bill Clinton, j'ai eu à traiter un grand nombre de dossiers ayant trait au renseignement. Donc, j'avais cette connaissance du milieu. Avec ce pedigree, au moment où le président Obama m'a demandé de prendre la tête de la CIA, j'étais l'homme de la situation. » En toute simplicité...

Nombre d'anciens directeurs sont des hommes politiques, une particularité quasi-unique dans les démocraties.

les directeurs de la CIA

[1966-1993] ROBERT GATES
 Analyste de renseignements de la CIA
 Nommé par G. H. Bush

[1995-1996] JOHN DEUTCH
 Nommé par B. Clinton
 Ancien universitaire
 puis haut fonctionnaire à la Défense
 Conseiller des grands groupes
 de défense américains

[1997-2004] GEORGE TENET
 Nommé par Bill Clinton
 Ancien de l'agence devenu administrateur
 du Congrès en matière de renseignement

[2006-2009] MICHAEL HAYDEN
 Nommé par G. W. Bush
 Général, ancien directeur de la NSA

[2009-2011] LEON PANETTA
 Nommé par Barack Obama
 Ancien analyste, directeur de cabinet
 de B. Clinton à la Maison Blanche

[2011-2012] DAVID PETRAEUS
 Nommé par B. Obama, Général, a
 commandé l'US Central Command et les
 forces américaines en Afghanistan

[2018-] GINA HASPEL
 Nommée par D. Trump
 Première femme à la tête de l'agence et
 premier agent qui a fait toute sa carrière à la CIA

[1953-1961] ALLEN DULLES
 Premier directeur civil de la CIA
 animateur de la frange dure
 du Parti républicain

[1961-1965] JOHN McCONE
 Nommé par Kennedy
 Ancien ponté du Parti démocrate

[1976-1977] GEORGE H.W. BUSH
 Puis Président des États-Unis

[1993-1995] R JAMES WOOLSEY
 Nommé par B. Clinton
 Ancien juriste et diplomate, actif
 dans les *think tank* démocrates
 de Washington

[2004-2006] PORTER GROSS
 Nommé par G. W. Bush
 Président de la commission
 du renseignement de la Chambre

[2013-2017] JOHN BRENNAN
 Nommé par B. Obama
 Ancien cadre de la CIA

[2017-2018] MIKE POMPEO
 Nommé par D. Trump
 Aujourd'hui secrétaire d'État

profils techniques

profils politiques

DIRECTEURS DE LA CIA : HOMMES POLITIQUES OU AGENTS DE RENSEIGNEMENT ?

La CIA, agence tous renseignements

Objet de tous les fantasmes depuis sa création en 1947, la CIA est avant tout une administration, avec ses charges bureaucratiques. Mais elle conserve une agilité unique en son genre, avec des moyens sans commune mesure lorsqu'il s'agit de trouver l'information clé.

« La CIA ? Combien de divisions ? »

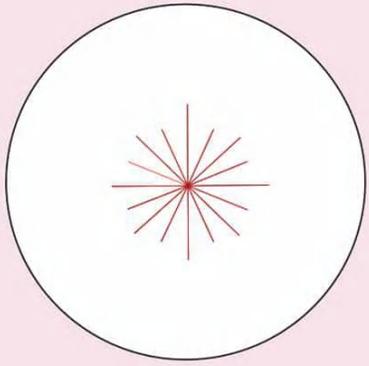
Diriger la CIA reste une expérience marquante. L'œil de David Petraeus s'illumine quand il se remémore sa carrière : « Servir comme directeur de la CIA est franchement assez fascinant car vous avez accès à de nombreuses capacités techniques, et des opportunités assez incroyables. » Historiquement, l'agence se scinde en trois grands ensembles, d'importance et de prestige équivalents.

La Direction des Opérations

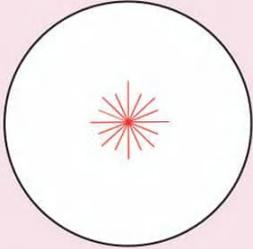
C'est la direction la plus connue de l'agence. La Direction des Opérations (DO) regroupe les « vrais » espions, ceux qui sont engagés dans les opérations de haut vol à l'étranger. La DO chapeaute notamment le National Clandestine Service (NCS), le sein des seins de l'agence, les espions qui opèrent en covert action, en action clandestine et sous identité fictive, afin de voler des secrets, recruter des sources : le travail d'espion pur et dur. Pour Petraeus, « ils sont totalement investis dans leur mission, super créatifs et innovants, en permanence. Quand une situation inattendue se présente, ils sont vraiment très compétents pour réagir et inventer une solution. »

Certains gadgets développés par la CIA sortent tout droit de vos rêves.

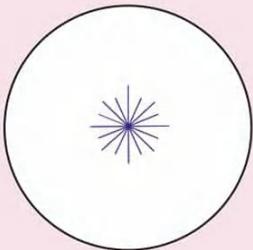
La Direction de l'Analyse



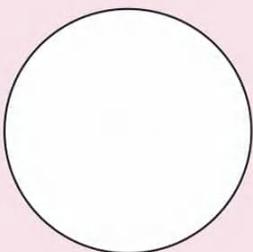
La CIA



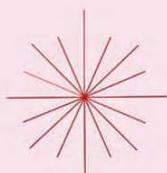
**La Direction
de l'Analyse (DA)**



**La Direction
des Opérations (DO)**



**La Direction
Science et Technologie (DS&T)**



Les Mission Centers

Les équipes analytiques de la CIA de la Direction du Renseignement ou de l'Analyse sont des agents qui passent leur vie à développer une expertise pointue sur certaines régions du monde, ou sur certaines problématiques. Sous-estimée dans de nombreux pays, l'analyse du renseignement a toujours été valorisée par la CIA, qui a ainsi tenu à toujours recruter autant de « cerveaux » que de « muscles ».

La Direction Science et Technologie

La CIA abrite aussi ses « geeks », qui prennent de plus en plus d'importance aujourd'hui. Ils sont réunis au sein de la Direction Science et Technologie, « qui développe les gadgets, des plus primaires aux plus sophistiqués. Certains sortent tout droit de nos rêves », comme s'en souvient un ancien directeur de l'agence, des étoiles encore dans les yeux. Il faut aussi compter avec le big data, les capacités d'analyse automatisée et autoapprenante, et tout ce qui va advenir dans le monde « cyber ». D'un point de vue militaire, ce nouveau terrain s'ajoute à ceux traditionnels : terre, air, mer et espace.

MISSION CENTERS Ces trois grandes directions historiques sont aujourd'hui challengées par les Mission Centers. Fruit de la grande réforme de l'agence portée par John Brennan – non sans heurts –, ceux-ci réunissent par sujet analystes, opérationnels et techniciens, dans le but avoué de décroiser les trois grands silos de l'agence, les Directions de l'Analyse, des Opérations et Science et Technologie. Les Mission Centers, consacrés aux grands sujets stratégiques d'actualité, comme l'Iran Mission Center, le North Korea Mission Center, prennent aujourd'hui de plus en plus de poids dans l'agence. Ce modus operandi signifie in fine que les équipes et les chefs des Mission Centers sont nettement plus exposés politiquement, le circuit de l'information jusqu'à la présidence étant plus court. ■

Espion au quotidien

Popularisée par Hollywood, la capacité des espions américains à intervenir sur tous les fronts, tous muscles dehors, ne rend pas exactement justice au réel. Pour William Green, vétéran de terrain, il faut raison garder quant au quotidien des « agents ».

De la fiction à la réalité

Les agents mis sur un piédestal par la fiction sont rarement les analystes de la Direction du Renseignement, mais les « case officers » de la Direction des Opérations. Leur entraînement est différent selon les endroits où ils sont envoyés. William Green, notre ancien case officer, explique cette situation : « J'ai eu la chance d'aller en Europe, une zone que je connaissais bien, je parlais français, un peu espagnol. Je n'ai pas eu besoin d'étudier, de me plonger dans la culture. Le plus important était de comprendre ce qui se passait en Union soviétique : c'était ma principale préoccupation. Comprendre ce que les Soviétiques essayaient de faire dans les démocraties occidentales, comprendre qui étaient leurs agents, et être en mesure de les rencontrer. »

RAISON D'ÉTAT Ayant reçu des conseils avisés de la CIA, le film *The Good Shepherd* – ou *Raison d'État* dans sa version française – relate ce quotidien pendant la guerre froide. Réalisé par Robert de Niro, le long-métrage offre

un bon aperçu de l'ambiance dans laquelle les hommes comme William Green opéraient à l'époque. ■

« Quand nous étions à l'étranger, poursuit William Green, nous devions déterminer qui était bien disposé à notre égard, et trouver des gens du camp d'en face qui puissent être persuadés de travailler avec l'Ouest. Lors de mes contacts avec eux, en Europe de l'Est ou en Chine, il n'a finalement jamais été question d'argent. Ils n'étaient pas des gens intéressés : leurs motivations principales étaient leur pays, leur futur, leur famille. Je devais dénicher des gens capables de réfléchir par eux-mêmes, qui n'ingurgitaient pas ce qu'on leur disait comme des robots et dont les familles avaient eu des problèmes avec les autorités. Des gens avec une étincelle de colère mal éteinte au fond d'eux-mêmes. Ma seule tâche, c'était leur parler, jusqu'à ce que cette étincelle devienne un brasier. C'était à ce moment-là qu'on leur disait : aidez-nous à vous aider et à changer le destin de votre pays. C'était la manière d'opérer qui me convenait. »

Le culte du secret

La manière de fonctionner de la CIA reste néanmoins cloisonnée. Si l'agence communique désormais par le biais de journalistes et de think tanks lorsqu'il s'agit de défendre son budget dans les couloirs du Congrès, elle conserve un fort culte du secret dès qu'il s'agit de ses opérations. Si bien que même ses propres agents sont souvent plongés dans le noir.

Comme le confie William Green, « en tant qu'agent de la CIA en poste à l'étranger, la plupart du temps, on n'avait que peu de détails sur l'utilisation des informations que nous collections. Il existe tout un processus pour déterminer leur validité et la qualité de la source. En feedback, des notes étaient attribuées aux informations. Quand on avait des bonnes notes, on était fiers, on savait que l'information avait été utilisée. Mais en règle générale, les agents sur le terrain n'en savent rien. Leurs instructions consistent à trouver des données sur les régions où il y a des besoins, où l'on sait peu de choses. »

Quand on avait des bonnes notes, on était fiers, on savait que l'information avait été utilisée.

L'ancien officier de l'agence rejette l'idée de l'influence toute puissante prêtée à l'agence, car in fine les bureaux de la CIA à l'étranger – les stations – ne rédigent pas eux-mêmes la liste des priorités sur lesquelles ils vont travailler. Ce travail est effectué par les membres du gouvernement à Washington. La communauté du renseignement y participe, c'est un processus collectif. « On se demande quels sont les besoins du gouvernement américain, quels types d'information peut-on acquérir par le biais de l'armée, du département du Commerce, du département d'État, etc. ? Et les situations complexes, celles auxquelles les autres agences n'ont pas accès, nous nous en chargeons. »

CHIFFRES

La communauté du renseignement américaine est un appareil bureaucratique sans commune mesure. Il faut rappeler quelques chiffres. Pour faire fonctionner leurs 17 agences de renseignement, les États-Unis dépensent aujourd'hui plus de 80 milliards de dollars par an... Si les comparaisons sont toujours hasardeuses, cette somme représente environ 40 fois le budget total alloué au renseignement par la France.

La CIA jalouse de ses prérogatives

La CIA cultive sa position quasi-unique dans l'administration américaine. Ne répondant qu'aux injonctions de la Maison Blanche, elle s'est construite dans un « splendide isolement » administratif.

David contre Goliath

Sur les 80 milliards de dollars annuellement dévolus aux espions, la CIA capte à elle seule plus de 18 milliards. Ces fonds alimentent une formidable machine de guerre, qui, parfois ralentie par des lourdeurs administratives, conserve une agilité assez unique. La CIA est toute petite par rapport au Pentagone. En nombre d'hommes, l'agence est l'équivalent du seul corps des Marines. Surtout l'agence fonctionne de manière indépendante, avec sa propre flotte d'avions, sa propre logistique, ses propres analystes, ses propres outils. Ainsi, quand le Président ordonne une opération, la CIA peut aussitôt la mener seule, sans demander d'aide.

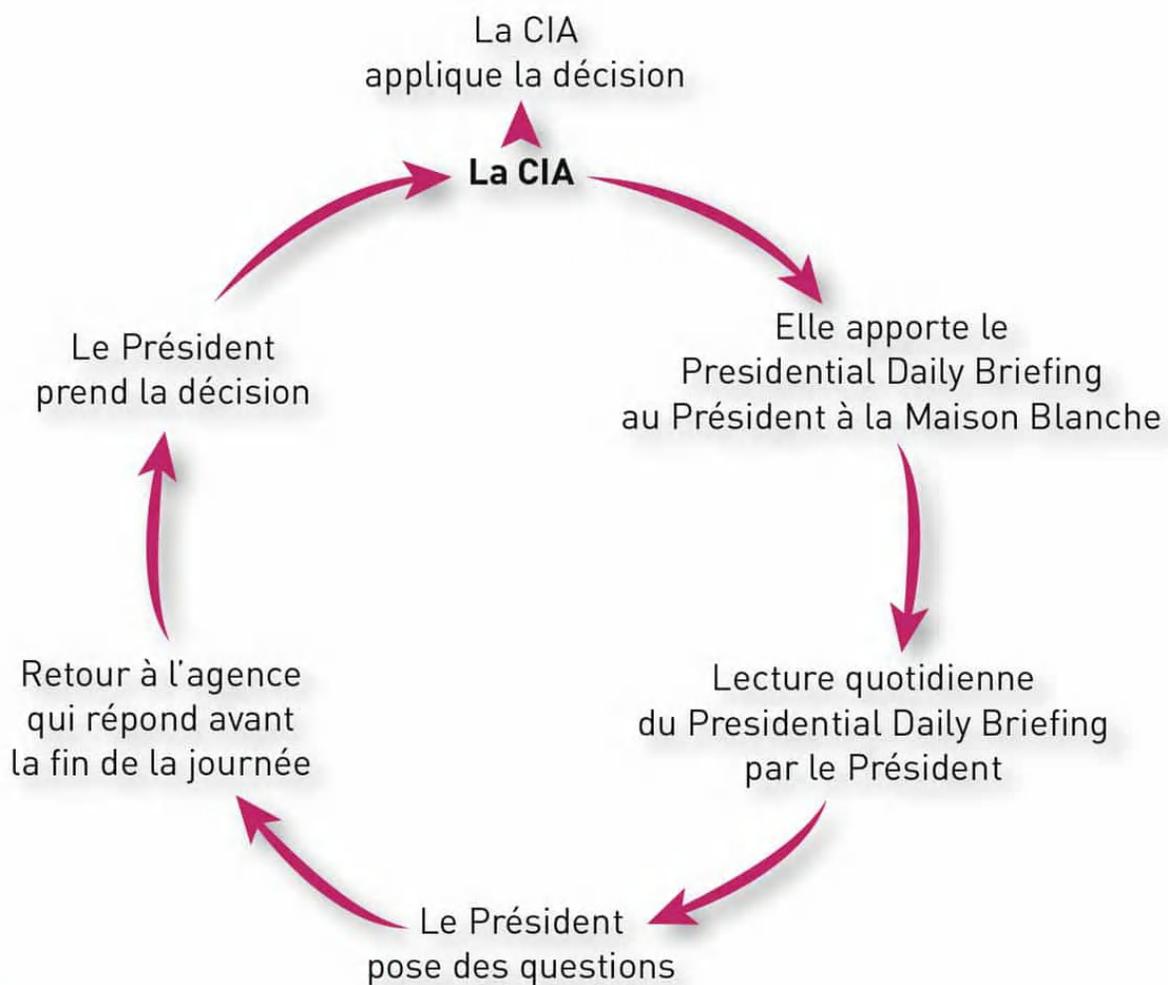
UN APPAREIL ULTRA RÉACTIF David Petraeus témoigne des capacités de réactivité de l'agence : « Par rapport au Pentagone, la CIA est une toute petite boutique, mais avec des capacités et une flexibilité extraordinaire. Quand vous êtes commandant militaire en Irak ou en Afghanistan, vous devez passer par un circuit très compliqué pour avoir des troupes supplémentaires, vous devez en faire la demande, la justifier auprès de vos supérieurs, aux supérieurs de vos supérieurs, etc. C'est un processus purement bureaucratique, qui peut prendre des semaines. À la CIA, si vous avez l'autorisation de la Maison Blanche, vous pouvez agir très vite. Par exemple, lorsque je suis arrivé à la tête de l'agence, on m'a présenté un dossier à l'étranger, et j'ai demandé au directeur adjoint en charge des opérations quelles étaient nos options et si on avait vraiment les moyens de les mener. Je me souviens qu'il est revenu me voir le lendemain matin en me disant : "Ah, directeur, vous aviez raison, on n'avait pas assez de capacités sur place. Du coup, on a mis des agents dans un avion la nuit dernière et d'ailleurs, ils doivent être en train d'arriver à destination – qui n'était pas dans notre hémisphère – au moment où je vous parle." Cette vitesse de réaction est unique dans l'administration américaine. » ■

Le poste de directeur de la CIA est le meilleur job de tout le gouvernement américain.

Pour David Petraeus, « le poste de directeur de la CIA est le meilleur job de tout le gouvernement américain. Quand, en 2011, le secrétaire d'État à la Défense Bob Gates m'a demandé ce que j'aimerais faire, après avoir commandé les troupes américaines en Afghanistan, on a réfléchi ensemble à cette idée de devenir patron de la CIA, un poste qu'il avait lui-même occupé. »

UN RÔLE PARTICULIER

Le rôle du directeur de la CIA est d'abord de présenter le renseignement récolté au Président et aux autres membres du Conseil de sécurité nationale, sans avoir une opinion particulière sur la stratégie à mettre en œuvre. À l'inverse, le secrétaire à la Défense au Pentagone n'a pas à se prononcer sur la validité du renseignement sur telle ou telle situation, mais doit proposer la stratégie militaire qui en découle au Président. Et, le cas échéant, déployer les moyens pour appliquer la stratégie retenue par la Maison Blanche.



UN PROCESSUS TRÈS PRÉCIS

Une relation directe avec le Président

Cas rare dans les démocraties occidentales, la CIA est directement placée sous la tutelle de la Maison Blanche. Cela en fait une arme à la main du Président américain et place son directeur dans une proximité très forte avec le « leader du monde libre », dans la terminologie américaine.

Apolitiques, vraiment ?

Chaque occupant du Bureau Ovalé a une manière bien à lui de piloter cette relation, le dernier en date, Donald Trump, n'étant pas le plus simple... David Petraeus tente de théoriser : « C'est très difficile de généraliser. Je me caractériserais comme apolitique, même quand j'étais à la tête de la CIA. J'ai arrêté de voter quand j'ai été promu général. Même après avoir quitté l'administration, je n'ai soutenu personne, n'ai fait aucune donation à l'un d'eux ou donné des conseils informels à un candidat ou à un parti. D'autres, sans doute pas. Certains hauts fonctionnaires ou ex-hauts fonctionnaires font campagne avec un candidat à la présidence qui, une fois à la Maison Blanche, vous nomme à un service de renseignement. Mais cela ne marche pas forcément longtemps... »

Une femme à la tête de l'agence

Traditionnellement, la direction est assurée par des gens venant de l'extérieur, comme ce fut le cas de David Petraeus et de son successeur, John Brennan, qui n'avait pas mis les pieds à l'agence depuis plus d'une décennie quand il a été nommé. Mais il avait fait la campagne d'Obama, qui en avait fait son conseiller adjoint à la Sécurité nationale en charge de l'antiterrorisme. Donald Trump a, en la matière, changé la donne. S'il a surtout été retenu qu'il a nommé la première femme à la tête de la CIA, Gina Haspel, la réelle innovation reste qu'il a mis à la direction de l'agence une cadre interne.

L'actuelle directrice de la CIA est une vraie professionnelle du renseignement, qui a effectué toute sa carrière à Langley. Il est exceptionnellement rare pour l'agence d'avoir un directeur issu de ses propres rangs. Le président Trump avait déjà travaillé avec elle avant de la nommer. Point déterminant selon tous nos interlocuteurs : il avait confiance en elle.

GINA HASPEL

Gina Haspel a d'abord été directrice adjointe, puis directrice après que Mike Pompeo soit nommé secrétaire d'État, le 26 avril 2018. La désignation d'Haspel a néanmoins suscité son lot de polémiques. Alors directrice des opérations clandestines de la CIA, elle a notamment dirigé une prison secrète en Thaïlande, où des actes de torture ont été pratiqués sur des potentiels membres d'Al-Qaida. Néanmoins, pour son prédécesseur David Petraeus, « en dépit de ce qu'on lui reproche, d'avoir participé aux errements de l'agence après le 11 septembre, je lui reconnais un véritable talent et une grande compétence. Je pense qu'elle est vraiment très forte. »

Trump rebat les cartes

Trump préfère être briefé oralement que d'avoir à lire un mémo régulièrement. De ce fait, la patronne de la CIA passe beaucoup de temps dans le Bureau Oval.

Donald Trump ne cesse de critiquer un « État profond » dont la CIA serait l'épicentre. Dans cette situation, comment diriger une agence vécue par la Maison Blanche comme un ennemi intérieur, alors que Gina Haspel dépend directement d'elle ? Cette situation est totalement inédite pour la démocratie américaine. David Petraeus suppute : « Mon sentiment, c'est que le président Trump préfère être briefé oralement que d'avoir à lire un mémo régulièrement. De ce fait, le directeur du Renseignement national et la patronne de la CIA passent finalement beaucoup plus de temps dans le Bureau Oval que ce ne fut le cas pour moi » afin que le Président comprenne bien de quoi il en retourne. Il conclut tout en euphémisme : « Le Président actuel a apparemment une autre manière de fonctionner. »

LE DEEP STATE Selon cette théorie, ardemment promue par les soutiens de Donald Trump – mais l'idée est aussi très présente parmi les électeurs de Bernie Sanders –, des réseaux clandestins, notamment au sein du renseignement, de la finance et de la défense, s'agitent dans l'ombre afin d'imposer leur propre agenda politique, au mépris du vote des électeurs. Importé de Turquie dans les années 1990, ce concept a été repris depuis dans plusieurs démocraties, afin de signifier l'inertie volontaire d'administrations régaliennes (défense, diplomatie) lorsqu'un pouvoir exécutif veut infléchir sa politique dans un sens qui ne leur convient pas. Dernier exemple en date, Emmanuel Macron fustigeant « l'État profond » du Quai d'Orsay qui tenterait de saboter sa tentative de rapprochement avec la Russie. [n](#)

L'irruption du DNI dans le duo Maison Blanche-CIA

Depuis quinze ans, le directeur de la CIA doit partager le Président avec un autre nouveau personnage, le directeur du Renseignement national – Director of National Intelligence ou DNI. Contrairement à ce que son nom indique, ce dernier ne dirige pas tous les services, mais a la lourde charge de les coordonner.

La création du DNI, une sanction après les faillites du renseignement

La communauté du renseignement américaine est encore, à certains égards, dans le processus de transformation et de réforme entamé après les défaillances et les erreurs du renseignement au moment de la « révélation » des armes de destruction massive en Irak. Cela a conduit à la création du DNI, avec un bureau constitué d'un nombre importants d'adjoints, d'assistants, de directeurs, par thème du renseignement, par région du monde, par aire d'activité.

LE DIRECTOR OF NATIONAL INTELLIGENCE

Poste hybride à la frontière entre l'administration, le pouvoir politique et les agences de renseignement, le Directeur national du renseignement (DNI) a été mis sur pied en 2004, à la faveur du vote de l'Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act, promu par un Congrès à majorité démocrate qui accusait la CIA d'avoir été trop servile avec la Maison Blanche dans sa recherche d'armes de destruction massive en Irak. Le premier but fut de casser la relation exclusive entre le Président et le directeur de la CIA, qui faisait en réalité en plus office de Directeur du renseignement, en concentrant pour son briefing les informations des autres agences. La loi créant le DNI a ainsi inscrit dans le marbre que le directeur de la CIA ne pourrait pas être DNI, et que la CIA devait informer le DNI de ses activités. Une claque historique pour l'agence. Pour David Petraeus, « c'est une couche supplémentaire qui a été rajoutée au fonctionnement du renseignement et qui a été difficile à appréhender pour le reste de la communauté, singulièrement pour la CIA, dont le directeur était jusqu'à présent automatiquement le directeur du Renseignement national et coordonnait les autres agences. Le fonctionnement qui en a découlé a aujourd'hui encore besoin d'être affiné, perfectionné ».

LA SAGA DES DNI SOUS TRUMP Le DNI est avant tout un poste politique et change en fonction de la majorité au pouvoir. Après six ans à ce poste sous Barack Obama (le record jusqu'à aujourd'hui), James Clapper a été remplacé par Donald Trump. Celui-ci a alors nommé Dan Coats, un vétéran des cénacles de pouvoir à Washington, longtemps sénateur de l'Indiana devenu lobbyiste pour les industries de défense. Il a résisté deux ans dans cette position impossible : se faire la voix des agences de renseignement dans une Maison Blanche qui en niait le travail. Fatigué de ce supplice, Dan Coats a démissionné en août 2019, alors qu'un large pan de la communauté du renseignement était ulcéré par les pressions que Donald Trump a exercées sur le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour que celui-ci lance des enquêtes sur les activités à Kiev du fils de Joe Biden, son adversaire démocrate. Trump a alors refusé de nommer son adjointe, la respectée Susan Gordon, comme directrice intérimaire du renseignement, et s'est tourné vers Joseph Maguire... lui-même démis en février 2020 par le Président, qui n'avait pas aimé qu'il envoie un subordonné briefier le Congrès sur de possibles nouvelles ingérences russes dans les prochaines élections présidentielles... Trump a alors nommé Richard Grenell, l'ambassadeur américain en Allemagne. Sans aucune compétence dans le domaine, Grenell est le premier haut cadre du renseignement américain à être ouvertement gay. [n](#)

Une question de personnes

Ce sont les personnes que vous mettez à Il est très aisé dans ce monde cloisonné ne pas jouer collectif. Et, malgré le gigantisme des structures de renseignement américaines, celles-ci ne se mettent correctement en branle que lorsque les relations

la tête des agences de renseignement, le leadership, qui font que celles-ci fonctionnent bien ou non.

entre les personnes à leur tête sont fluides... Beaucoup d'anciens responsables, comme David Petraeus, « restent persuadés que ce sont les personnes que vous mettez à la tête des agences de renseignement, le leadership, qui font que celles-ci fonctionnent bien ou non. Et non pas les structures en elles-mêmes. Par exemple, sous Barack Obama, il était de notoriété publique que le directeur du renseignement national, Dennis Blair, ne s'entendait pas du tout avec le directeur de la CIA de l'époque, Leon Panetta. Blair a dû quitter son poste et Panetta est devenu le secrétaire à la Défense. Avec James Clapper, qui allait succéder à Dennis Blair, on s'était mis d'accord avant même que je ne sois nommé directeur de la CIA sur les problèmes qui avaient causé les frictions entre nos prédécesseurs respectifs. »

Director of National Intelligence (DNI)

Il coordonne 17 agences dont :

Le National Intelligence Program (NIP)

Il regroupe les budgets des agences de renseignement placées sous la coupe du DNI :

60,2 milliards de dollars



Le Military Intelligence Program (MIP)

22,95 milliards

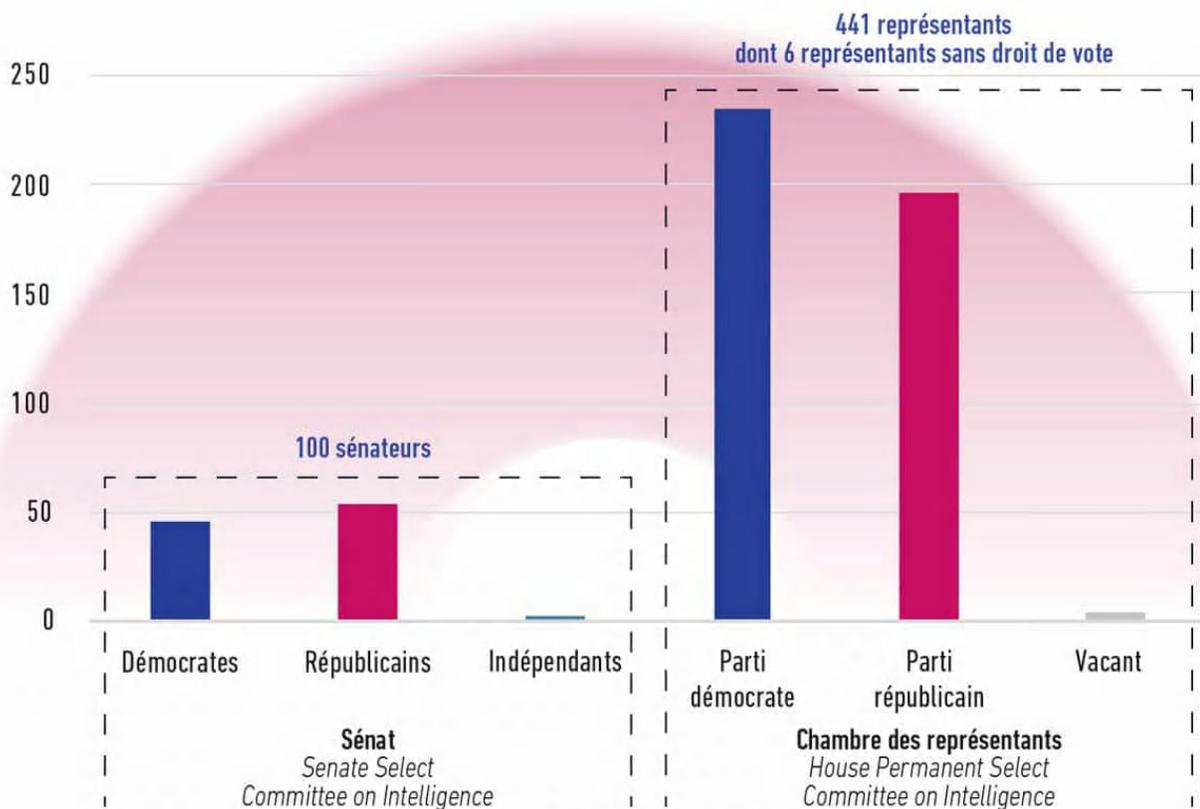
Un Congrès aux petits soins

Au fil des années et des scandales, la relation exclusive entre la Maison Blanche et ses maîtres-espions s'est ouverte à d'autres acteurs, notamment aux parlementaires.

Les pouvoirs du Congrès

Le Congrès peut être un soutien ou un frein très fort pour un chef de service de renseignement.

Le Sénat et la Chambre des représentants se sont invités dans les affaires d'espionnage, au point d'être aujourd'hui des interlocuteurs décisifs pour les cadres du renseignement américain. Contrôlant les budgets des services, les parlementaires sont en mesure de dicter leurs lois. « La politique étrangère aux États-Unis est loin d'être le seul fait du gouvernement, du Président ou du secrétaire d'État », explique David Petraeus. « Le Congrès y est en réalité déterminant. Les commissions du renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants, en particulier, sont devenues des machines de guerre politiques. Épaulés par des dizaines d'administrateurs (staffers), les élus y passent régulièrement au grill les principaux maître-espions du pays. C'est aussi là que certains sujets de renseignement du pays se politisent. Ainsi, pendant le dernier mandat de Barack Obama, le Congrès ne voulait pas lever les sanctions économiques contre l'Iran, contrairement à la Maison Blanche. Ce fut une féroce bataille. C'est exactement ce qui arrive sous l'actuelle présidence avec la Russie. Le rôle du Congrès est loin d'être à négliger, et peut être un soutien ou un frein très fort pour un chef de service de renseignement, en fonction des options diplomatiques ». Et Petraeus de conclure : « Le Congrès est une branche complètement différente du pouvoir, nous ne sommes pas vraiment une démocratie parlementaire, où le Premier ministre ou le Président représente la majorité parlementaire. C'est le Congrès notamment qui gère tous les sujets budgétaires de l'administration déterminants pour nos sujets. »



MEMBRES DU CONGRÈS EN 2020

Des comptes à rendre

Le directeur de la CIA n'est tenu de venir témoigner devant le Congrès qu'une fois par an. Il s'agit du passage en revue annuel sur les menaces qui pèsent sur le pays. C'est une des très rares occasions de le voir lors d'une audience publique. Toutes les autres sont à huis clos, dans des locaux sécurisés, car on y traite généralement d'informations classifiées, qui vont même au-delà du top secret. Ces réunions sans caméra, ni retransmission sur la chaîne parlementaire, ni point politique à gagner dans l'opinion, peuvent être très productives. Ici, le directeur doit rendre mensuellement compte des missions aux commissions de renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants. En outre, il doit briefer une fois par mois le président et les leaders de l'opposition de chaque chambre. Donc deux Démocrates et deux Républicains. Et ce, sans compter les audiences sur des sujets d'actualité particuliers.

L'OPÉRATION CYCLONE

La meilleure illustration du rôle des parlementaires dans les affaires de renseignement reste l'opération Cyclone, du nom de code qui désigne le pont aérien qu'a organisé la CIA pour alimenter en armes les insurgés afghans en lutte contre les troupes soviétiques dans les années 1980. Le représentant du Texas, Charlie Wilson, a quasiment piloté en direct cette opération passée à la postérité. Un élu-espion incarné par Tom Hanks dans l'excellent film de 2007 de Mike Nichols, *La guerre selon Charlie Wilson*. Une production qui, là encore, a bénéficié des conseils avisés du bureau du divertissement de la CIA...

Restaurer la confiance

Cette relation entre le Sénat et l'agence de renseignement est si essentielle qu'elle a même fait partie de la fiche de poste de Leon Panetta quand il s'est vu proposer le job. « Lorsqu'il m'a nommé directeur de la CIA, le président Obama m'a dit qu'il avait besoin de moi pour améliorer le fonctionnement de l'agence, mais aussi pour améliorer les relations que celle-ci entretenait avec le Congrès, notoirement dégradées sous l'administration de George W. Bush, à cause des faux renseignements de la CIA sur les armes de destruction massive en Irak. Cela a amené à un problème de fond : les Démocrates, une fois qu'ils ont repris la majorité au Congrès, ne croyaient plus à la crédibilité de la CIA. Et les Républicains doutaient également. Donc la CIA n'était vraiment pas en odeur de sainteté. »

Aujourd'hui, tous les sujets sont une occasion de s'écharper, et le renseignement n'y échappe pas.

Parallèlement, « le Congrès est devenu beaucoup plus divisé, partisan, entre Démocrates et Républicains. Aujourd'hui, tous les sujets sont une occasion de s'écharper, et le renseignement n'y échappe pas. Mon premier but a été d'abord d'enrayer ce clivage permanent sur les sujets touchant la CIA. J'avais besoin du soutien de tout le Congrès pour mener à bien les opérations de l'agence. Et que les commissions assurent leur rôle de contrôle des services de renseignement. Le meilleur moyen pour améliorer la confiance était de rencontrer régulièrement tous les chefs des commissions de contrôle de manière informelle, pas en audience, mais autour d'un café et de répondre à leurs questions. »

La menace de la politisation du renseignement

Ce jeu à trois joueurs entre le Congrès, la présidence et les services se fait-il au risque d'une politisation excessive du renseignement ?

Divergences de vues

On le voit, au fil des ans, la CIA est devenue un acteur majeur de la politique intérieure américaine. Chaque scandale impliquant Donald Trump (liens russes, pressions sur l'Ukraine, etc.) a été initié dans les méandres du demi-monde de l'espionnage. Cette prégnance du renseignement dans les affaires politiques renforce-t-elle ou affaiblit-elle les capacités américaines en la matière ? Nos interlocuteurs divergent.

David Petraeus s'émeut : « Il faut se garder de vouloir plaire au Président. Et vous le voyez aujourd'hui avec ce Président et la communauté du renseignement. Dans ses derniers rapports, par exemple sur la Corée du Nord, la communauté du renseignement dit qu'il est très peu probable que Kim Jung-un mette fin à son programme nucléaire et dépose les armes. Le Président, qui veut trouver un accord avec la Corée du Nord, n'a pas vraiment bien accueilli cette estimation. Mais il n'a pas pu pour autant la faire modifier

avant qu'elle ne soit rendue publique. »

INDÉPENDANCE INDISPENSABLE : L'EXEMPLE IRAKIEN Selon David Petraeus, « ce serait une grossière erreur pour un service de vouloir plaire à l'exécutif ou à un membre du Congrès. En matière d'analyse, vous ne pouvez pas vous le permettre. La communauté du renseignement ne doit pas laisser le renseignement se politiser. En d'autres termes, polir son analyse pour qu'elle s'accorde avec ce que les politiques ont envie d'entendre. Toute l'idée est au contraire de pouvoir avoir une parole libre et neutre. Il y a des moments où il y a une pression énorme sur cette capacité. Évidemment, le cas emblématique reste l'Irak. D'ailleurs, pour l'anecdote, sous Clinton, j'étais le directeur de cabinet du chef d'état-major interarmées et l'idée que l'Irak développe des armes de destruction massive était déjà communément admise. Je me souviens même avoir assisté à des réunions de planification de frappes sur les usines de production d'armes de destruction massive. » ■

AUTO-INTOXICATION

Une anecdote qui en dit long sur les biais de confirmation – hantise de tous les espions – qui peuvent s'emparer de Washington. Sur l'Irak, ce biais a consisté à privilégier toutes les informations confirmant l'idée préconçue que Saddam Hussein développait bien un programme d'armes de destruction massive, et à accorder moins de poids aux preuves montrant le contraire.

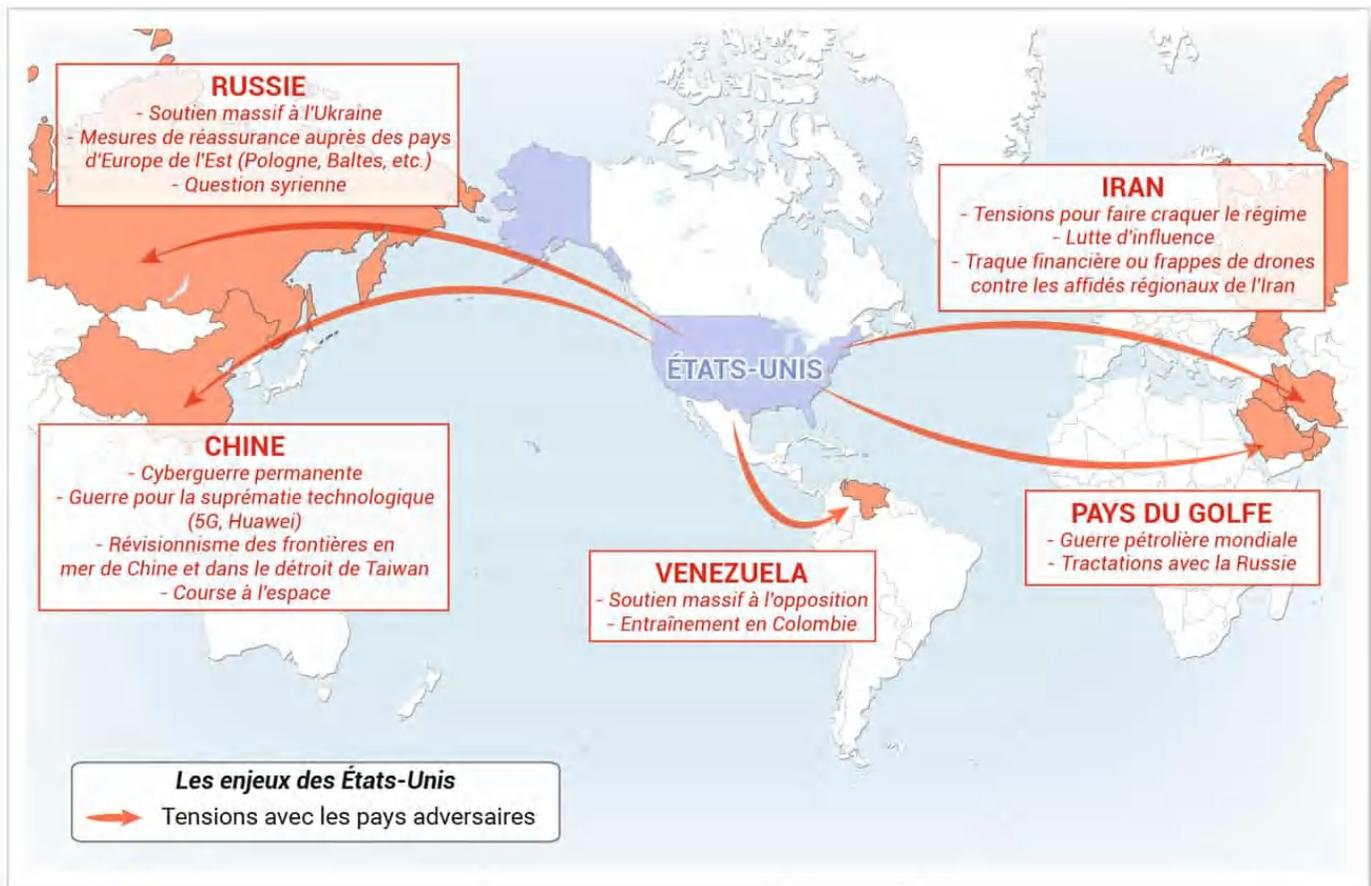
Cette capacité d'auto-intoxication de la machine de renseignement américaine est esquissée dans le film *Fair Game*, de Doug Liman, qui revient sur le cas de Valerie Plame, agent de la CIA qui a vu son identité réelle divulguée dans la presse par l'administration Bush après que son mari, le diplomate Joe Wilson, a publiquement douté du programme irakien de développement d'armes de destruction massive.

Des dysfonctionnements qui ne font que s'accroître

Leon Panetta se montre pessimiste : « Aujourd'hui, il y a un tel clivage partisan entre Républicains et Démocrates que cela empêche chacun des camps de travailler avec l'autre, même sur des sujets importants. Le résultat, c'est que toute la machine politique se grippe et devient dysfonctionnelle. Les clivages entament même la capacité du Congrès à assumer ses responsabilités. Par exemple, les enquêtes parlementaires demandées par les Républicains sur l'attaque du consulat américain de Benghazi par un groupe islamiste, en 2011, montrent des dysfonctionnements, mais les contre-enquêtes des Démocrates prouvent que les hommes sur place ont fait du mieux qu'ils ont pu... En tout, plus de six commissions ont été mises sur pied pour se chamailler sur ce seul sujet pendant des mois, et aboutir à la conclusion que les militaires et les agents diplomatiques sur le terrain ont fait leur job... »

L'une des plus grandes menaces reste la question de la confiance entre le Président actuel et les agences de renseignement.

L'une des plus grandes menaces qui pèsent sur la sécurité nationale américaine reste la question de la confiance entre le Président actuel et les agences de renseignement. Le Président a beaucoup critiqué ses propres services, notamment pour les analyses de l'intervention russe dans la campagne électorale de 2016. Il a même dit qu'il croyait plus la version des services de renseignement russes que celle de ses propres agences ! Cette mauvaise relation pourrait à terme entraîner des dommages pour la sécurité nationale.



CONSERVER SA SUPRÉMATIE, L'ENJEU AMÉRICAIN DU XXI^eSIÈCLE

UN BUREAU RÉSERVÉ À HOLLYWOOD La CIA aime donner un avant-goût de ses méthodes dans les films hollywoodiens. Elle dispose d'un bureau consacré à conseiller les superproductions dédiées à l'espionnage. Baptisé l'Entertainment Industry Liaison, celui-ci a été structuré au milieu des années 1990 par une légende du service, Chase Brandon. Ce dernier disposait du pedigree idéal : il a travaillé pendant plus de vingt ans au sein de l'unité de clandestins de l'agence, notamment sur des opérations de guerre psychologique et d'influence, et il était le cousin de l'acteur Tommy Lee Jones. L'agence a ainsi contribué à des films comme Mission Impossible III, Ennemi d'État, La guerre selon Charlie Wilson, Spy Game, ou encore The Recruit, voire, plus surprenant, à des comédies comme Mon beau-père et moi, dans lequel Robert de Niro joue un ancien spécialiste du détecteur de mensonge de l'agence qui martyrise son futur gendre, incarné par Ben Stiller. ■

POUR ALLER PLUS LOIN – À VOIR, À LIRE, À ÉCOUTER

👁️ Homeland, de Gideon Raff et Alex Gansa ; 24 Heures chrono, de Joel Surnow et Robert Cochran ; Le Pont des espions, de Steven Spielberg ; Conversation secrète, de Francis Ford Coppola ; La mémoire dans la peau, de Doug Liman ; Les trois jours du Condor, de Sidney Pollack ; Ennemi d'État et Spy game, de Tony Scott

📖 Un Américain bien tranquille, de Graham Greene ; La Compagnie, de Robert Littell ; Une vie d'espion, de Henry Porter

CHAPITRE 3

RUSSIE,

LA GUERRE FROIDE

ÉTERNELLE

COMME PEU D'AUTRES PAYS, LA RUSSIE A FAIT DE L'ESPIONNAGE UNE PROFESSION D'EXCELLENCE. VOIE ULTIME DE PROMOTION SOCIALE DU TEMPS DE L'URSS, LE RENSEIGNEMENT A CONSERVÉ UNE PLACE PRÉPONDÉRANTE AU SEIN DE LA MYTHOLOGIE DU POUVOIR RUSSE QUI LUI A SUCCÉDÉ. CE À UN POINT TEL QU'AUJOURD'HUI TOUS LES LEVIERS DE L'EXÉCUTIF SONT ACCAPARÉS PAR DES ANCIENS DU KGB.

L'obsession des Occidentaux

Peu importe le pays d'origine, tous les professionnels du renseignement occidental finissent inmanquablement par évoquer la Russie. Près de trente ans après la chute du mur de Berlin, et malgré leur surmobilisation sur la menace islamiste, l'imaginaire des services occidentaux reste très focalisé sur la Russie.

Un nouvel interventionnisme



John Sawers
Directeur du
MI6 jusqu'en
2014

Comme l'explique John Sawers, le directeur du MI6 britannique jusqu'en 2014, le regain d'activisme du Kremlin dans le monde ces dernières années a ravivé cette passion mauvaise pour les espions russes. « Pendant la guerre froide, l'Union soviétique était la priorité numéro un des agences de renseignement. Puis, même si nous n'avons jamais cessé de surveiller la Russie, de 2000 à 2015, le terrorisme est passé au premier plan. » Les services de renseignement occidentaux ont alors vu la Russie comme un partenaire fiable en matière d'antiterrorisme. Les filières tchéchènes ou afghanes, très actives en Europe de l'Ouest, étaient bien connues des services russes. En parallèle, les grands services occidentaux, dont les budgets sont absorbés par cette même lutte antiterroriste, ont allégé leurs déploiements en Russie et dans les anciennes Républiques soviétiques. Or, rappelle John Sawers, « c'est en Géorgie, en 2008, que l'on a vu de quoi le GRU, le renseignement militaire russe, était capable. Puis en Ukraine, en 2014. On a observé leurs méthodes certes grossières, mais efficaces : guerre hybride, soldats sans uniforme, propagande, manipulation d'institutions, etc. Et combien ces outils, dans les mains d'un leader déterminé comme l'est Vladimir Poutine, pouvaient être performants. Les services de renseignement qui ont toujours gardé l'œil sur les Russes, avaient une idée assez nette de ce qu'ils faisaient. » Pourtant, les responsables politiques occidentaux vont mettre longtemps à prendre conscience que ce nouveau potentiel « hybride » russe pourrait un jour se retourner directement contre eux...

Une nouvelle menace russe

Ainsi, poursuit John Sawers, « les gouvernements n'étaient pas forcément prêts, ou ne voulaient pas comprendre la nouvelle menace que la Russie de Poutine faisait peser sur l'Ouest. Nous avons d'autres intérêts en Russie. Notamment qu'elle se développe économiquement. Et dans les années 1990, les réformes entreprises par le pays ont été bienvenues. Mais les choses ont changé à partir de 2004 et le basculement du pouvoir en Ukraine. Il nous a fallu du temps pour revoir nos perspectives sur la Russie. » À titre d'exemple, au moment de la crise en Ukraine, en 2014, les services britanniques et français avaient retiré une partie de leurs capacités à Kiev, les rendant borgnes sur la situation.

Les gouvernements n'étaient pas forcément prêts à la nouvelle menace que la Russie de Poutine faisait peser sur l'Ouest.

UN PRÉSIDENT OMNIPOTENT Cet attentisme occidental a aussi longtemps été dû au mystère qu'ont représenté Vladimir Poutine et sa prégnance dans les structures du pouvoir russe. Pour John Sawers, « quand Dimitri Medvedev était Président, il y a eu quatre années de faux optimisme, tout le monde pensait qu'il était aux commandes. Alors qu'en réalité, bien sûr, c'était Vladimir Poutine. Et quand il est revenu en 2012, la force de la présidence est devenue manifeste. C'est à ce moment-là que notre approche a changé, que l'on a imposé des sanctions contre la Russie. Donc, est-ce que l'on a été lents à analyser le retour de la Russie ? Sans doute un peu. Est-ce que l'on a aujourd'hui une bonne compréhension du pays ? Je pense que oui. » ■

PRÉSIDENTS DE RUSSIE

DEPUIS LA CRÉATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE EN 1991



Être espion en venant du froid

Le renseignement russe est passé maître dans l'art de jouer de son image. Tour à tour perçu comme amateur ou tout-puissant, ses arcanes restent largement impénétrables de l'extérieur. Mais, par chance, la Russie produit une denrée rare en voie de multiplication ces dernières années : les défecteurs à l'Ouest.

Pour évoquer l'action des services russes de l'intérieur, il fallait un témoin qui puisse raconter comment fonctionne la puissance de renseignement russe, comment elle opère et sur quels critères. Mais le Kremlin exerce un contrôle particulièrement étroit sur ses agents secrets. Ceux qui ont voulu s'en affranchir, comme Alexander Litvinenko ou Sergueï Skripal, l'ont payé au prix fort.

LES ATTAQUES CONTRE SERGUEÏ SKRIPAL ET ALEXANDER LITVINENKO Ancien colonel du KGB puis du FSB, le service de contre-espionnage, Alexandre Litvinenko rejoint Londres au début des années 2000, à la faveur de la montée en puissance de Vladimir Poutine. Proche de Boris Berezovski, l'oligarque, d'abord allié puis féroce ennemi du nouveau président russe, Litvinenko a alors aidé les agences de renseignement britanniques et américaines, ainsi que des sociétés privées d'enquête, à décortiquer le pouvoir de Vladimir Poutine et de son premier cercle d'oligarques. Crime de lèse-majesté : il sera empoisonné au polonium 210 dans un restaurant londonien en novembre 2006. Tous les regards se sont portés sur son ancien service, connu pour détester les traîtres et les réduire au silence.

Sergueï Skripal, quant à lui, a survécu à la tentative d'empoisonnement par un autre agent neurotoxique, le Novichok, le 4 mars 2018, à Salisbury, au Royaume-Uni. Ancien gradé du service russe de renseignement militaire, le GRU, il avait été arrêté par le service russe de contre-espionnage, le FSB, en 2004 pour avoir collaboré avec le renseignement britannique. Puis, en 2010, il avait fait l'objet d'un « troc » d'espions entre Moscou, Washington et Londres, où il avait finalement trouvé refuge et où il a continué à transmettre des informations aux services locaux. Visiblement, ses anciens collègues du GRU ne lui ont toujours pas pardonné. ■

Confidences sous conditions



Témoignage anonyme,
ancien
des services
spéciaux
soviétiques

Pour comprendre l'appareil de renseignement russe, nous avons donc sollicité un ancien des services spéciaux soviétiques, puis russes. Relocalisé loin de Moscou, ce témoin privilégié a accepté de retracer son parcours à condition de ne pas faire mention de son nom ni de ses fonctions précises...

Après de longues tractations avec notre témoin, celui-ci nous a donné rendez-vous dans une banlieue américaine sans âme, un suburb typique, et, tout en euphémismes et sous-entendus, nous a confié son parcours. « Je suis né en Russie – à l'époque c'était l'Union soviétique, à Moscou. J'ai étudié à l'Institut militaire pour les langues étrangères, aujourd'hui l'Université militaire [la voie royale pour notamment intégrer le GRU]. J'ai étudié les langues étrangères et quelques sujets "spécialisés". J'ai servi dans l'Armée rouge pendant quinze ans, et je suis parti peu de temps avant que l'Union soviétique ne s'écroule, en pleine perestroïka et glasnost. Ce que je voulais faire depuis un moment parce que c'était le début des coupes budgétaires dans les forces armées. »

« Si ce métier m'a attiré, poursuit-il, c'est qu'il offrait l'opportunité de voyager hors de l'Union soviétique, d'avoir accès à certains privilèges interdits au reste de la population. Il permettait de rencontrer des gens d'autres pays, en particulier de l'Ouest. J'étais fasciné par la culture et la littérature occidentales. Évidemment, pour certains, le renseignement était d'abord un engagement idéologique, pour participer au développement du communisme et du socialisme. Mais dans les années 1970 et au début des années 1980, nos motivations étaient plus immédiatement pratiques. »

« Si ce métier m'a attiré, c'est qu'il offrait l'opportunité de voyager hors de l'Union soviétique, d'avoir accès à certains privilèges. »

Un mythe national puissant

Par la littérature et le cinéma, l'URSS puis le pouvoir poutinien ont toujours veillé à entretenir la flamme d'un « espionnage patriotique », puissant moteur de recrutement et de démonstration de puissance.

Deux types d'espions

Au quotidien, les citoyens de l'URSS apprenaient qu'il y avait deux types d'espions : les bons, que l'on appelait razvedka, « les forces avancées », celles qui font de la reconnaissance, et les mauvais, que l'on appelait shpion, qui étaient inévitablement des ennemis de l'État.

À quarante ans de distance, notre témoin minimise volontiers la mythologie qui entourait alors les services russes, mais il ne faut pas l'interroger longtemps pour qu'elle ressurgisse, intacte. « Quand j'étais enfant, il y avait toujours des films sur les courageux

services de sécurité qui luttèrent contre les shpion, les espions. Il y avait un film, notamment : L'Homme sans passeport. Il relatait les actions héroïques d'un groupe d'officiers du contre-espionnage soviétique pour neutraliser un agent de renseignement étranger. » Découvert et comprenant la puissance soviétique, ce shpion qui parle un anglais teinté d'un fort accent américain, finit par se rendre, sans un mot, dans la dernière minute du film... De quoi marquer toute une génération.

« Mais ce qui fut un véritable phénomène culturel, poursuit l'ancien agent, est une série télévisée en douze épisodes : 17 moments de printemps. Elle racontait l'histoire d'un agent soviétique infiltré au sein du commandement nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Sa mission était de faire échouer le rapprochement entre l'Allemagne nazie et la CIA... La série est devenue tellement populaire que les situations et les répliques sont devenues cultes. C'était plus qu'un classique, la série appartient à la culture de l'époque soviétique. D'ailleurs, elle est toujours diffusée aujourd'hui... »

UN MESSAGE TYPE Dans la série, réalisée en 1973, l'ordre de mission de l'espion Maxime Issaïev, opérant en Allemagne nazie sous le nom de Max Otto von Stierlitz, est clair :

« Centre à Justas [Stierlitz],

Selon nos informations, en Suède et en Suisse, sont apparus de hauts gradés allemands de la SS et de la SD, qui ont tenté d'entrer en contact avec les agents de l'Américain Allen Dulles. Vous devez apprendre si ces tentatives de contact sont :

1. De la désinformation,
2. L'initiative personnelle de ces hauts gradés SS,
3. Une mission donnée par leur centrale.

Si ces agents remplissent une mission pour Berlin, il faut savoir qui leur a donné. Concrètement : quel haut dirigeant du Reich cherche le contact avec l'Occident ?

Signé : Alex »

Alex était le directeur des services de renseignement soviétiques. ■

JULIAN SEMENOV, LE IAN FLEMMING RUSSE

Le scénario de la série 17 moments de printemps dont tous les espions russes connaissent encore les répliques par cœur est l'œuvre d'un écrivain largement inconnu en Occident, Julian Semenov, le Ian Fleming russe. Professeur de pashtun, interprète pour la diplomatie soviétique et, sans doute, pour les services secrets, Semenov a mené une vie aventureuse, loin des clichés du bureaucrate. Journaliste à la Pravda et la Literaturnaya Gazeta, il a réalisé de longs reportages sur les fronts afghan, vietnamien et laotien, conciliant nécessité de la propagande et récits sensationnels. En 1969 paraît à Moscou son chef-d'œuvre, 17 moments de printemps. Les aventures de Maxime Issaïev espionnant l'Allemagne nazie connaissent un succès prodigieux et donnent une image tellement valorisante du KGB que Julian Semenov se voit décerner deux médailles par le service. En France, 17 moments de printemps a été republié en 2019 sous le nom La Taupe rouge, par les éditions du Canoé, le titre accentuant encore les similitudes des parcours de Semenov en Russie et John Le Carré au Royaume-Uni.

Espions, noblesse d'État

Être espion en Russie, sous les tsars, les communistes ou les oligarques, est resté une profession à double tranchant. Si les hommes chargés de la sécurité intérieure du pays ont conservé une réputation de sicaires au

service du pouvoir de Moscou, les espions envoyés à l'étranger ont acquis une patine particulière, tant en Russie même que chez les ennemis du pays.

Déjà au temps des tsars

La profession d'agent de renseignement a toujours été considérée comme quelque chose de très prestigieux.

L'espionnage est une matière noble en Russie, comme au Royaume-Uni. Notre ancien espion moscovite en convient : « En Union soviétique, la profession d'agent de renseignement a toujours été considérée comme quelque chose de très prestigieux. » Un prestige qui vient de loin puisque le métier a des racines très anciennes en Russie. On peut remonter au début du XX^e siècle, au moment où la police secrète du tsar combattait les mouvements révolutionnaires et, plus largement, l'opposition. Dès lors, le renseignement est devenu encore plus important. C'est Felix Dzerzhinsky, l'un des héros de la Révolution, qui a fondé ce que l'on appela alors la Tcheka, le comité extraordinaire chargé de la lutte contre les ennemis du régime. La Tcheka, qui a pris ensuite le nom de NKVD en 1917, a joué un rôle central, mais c'était surtout un rôle de répression et d'élimination physique des ennemis de l'État, tant les libéraux que les « Russes blancs » restés fidèles au tsarisme. Ensuite, les « ennemis de l'intérieur » réduits à néant, elle a pu se concentrer sur des objectifs à l'étranger. À partir des années 1930, l'Internationale communiste – le Komintern –, créée en 1919, rayonne dans toute l'Europe, singulièrement en Espagne, pendant la guerre civile, où elle va soutenir à bout de bras la frange communiste des Républicains, les Rojos, qui tenteront d'affaiblir la frange modérée de la République, précipitant ainsi la victoire de Franco.

Le KGB, un outil au service du Politburo

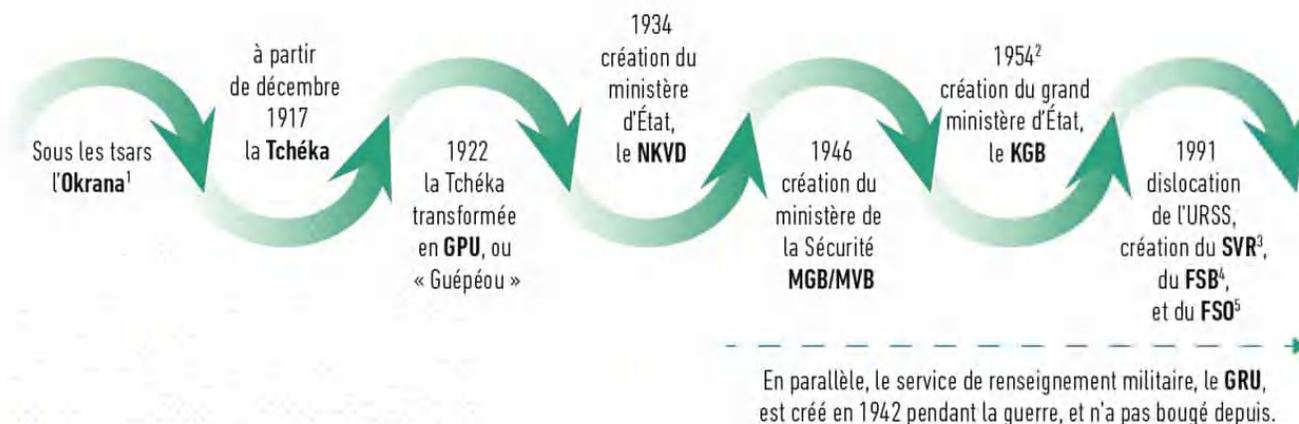
Volontiers ironique, presque gêné, quand l'ancien agent évoque l'URSS, sa propagande et son carcan idéologique, il n'en considère pas moins que l'ancien système était finalement presque plus démocratique que l'actuel. « Si l'on compare avec l'époque soviétique, le KGB occupait une place très importante, mais les décisions étaient prises par le Parti communiste. Les décisions du Politburo étaient collectives, et les objectifs poursuivis devaient s'accorder avec l'idéologie qui était alors la nôtre. Le KGB était un outil, on l'utilisait à des fins précises, et même s'il y avait de nombreux dysfonctionnements, même si les informations qui remontaient jusqu'aux dirigeants étaient parfois biaisées pour ne pas mécontenter le Kremlin, le KGB et le GRU restaient des outils. »

Les informations étaient parfois biaisées pour ne pas mécontenter le Kremlin.

PERTE DE REPÈRES IDÉOLOGIQUES Dans la Russie d'aujourd'hui, pour notre témoin, « les visées de l'État ne sont pas très claires, l'idéologie communiste n'est plus là, le peuple a beaucoup de mal à comprendre quelles sont les priorités nationales. On a l'impression qu'il n'y a plus de sentiment patriotique. Le pouvoir a largement recours à l'histoire pour tenter de le restaurer et même l'histoire est manipulée pour créer du lien entre les citoyens. On a l'habitude de dire que le futur est imprévisible, mais en Russie, c'est le passé qui est imprévisible parce qu'il a si souvent été changé. Il n'y a plus d'horizon clair, et les services de sécurité se retrouvent à servir les intérêts de la classe dominante. » Et comme la classe dominante, aujourd'hui, ce sont précisément les services de sécurité eux-

mêmes... De nombreux responsables occidentaux partagent cette analyse, comme l'ancien patron du MI6 John Sawers : « En Union soviétique, il y avait trois centres de pouvoir : l'Armée rouge, le Parti communiste et le KGB. Aujourd'hui, le Parti n'existe plus, l'Armée est mal en point, et vous avez donc un seul centre de pouvoir : les séurocrates. Et ça donne aux services de renseignement un pouvoir énorme. » ■

LES DIFFÉRENTS ORGANES DU RENSEIGNEMENT RUSSE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1917



1. Surtout une police secrète
2. Déstalinisation voulue par Khrouchtchev
3. Le SVR, le service de renseignement extérieur
4. Le FSB, le service de sécurité intérieure
5. le FSO, le service de protection des hautes personnalités

Les héritiers du KGB

Lors de l'implosion de l'URSS, le renseignement a suivi le même mouvement. À la grande satisfaction de ses anciens ennemis occidentaux, le tout-puissant KGB a été démantelé. Ce démembrement a donné naissance à deux grands services, le FSB et le SVR. Aujourd'hui, à la faveur de sa remontée en puissance, le Kremlin songe à les réunifier...

Le renseignement intérieur

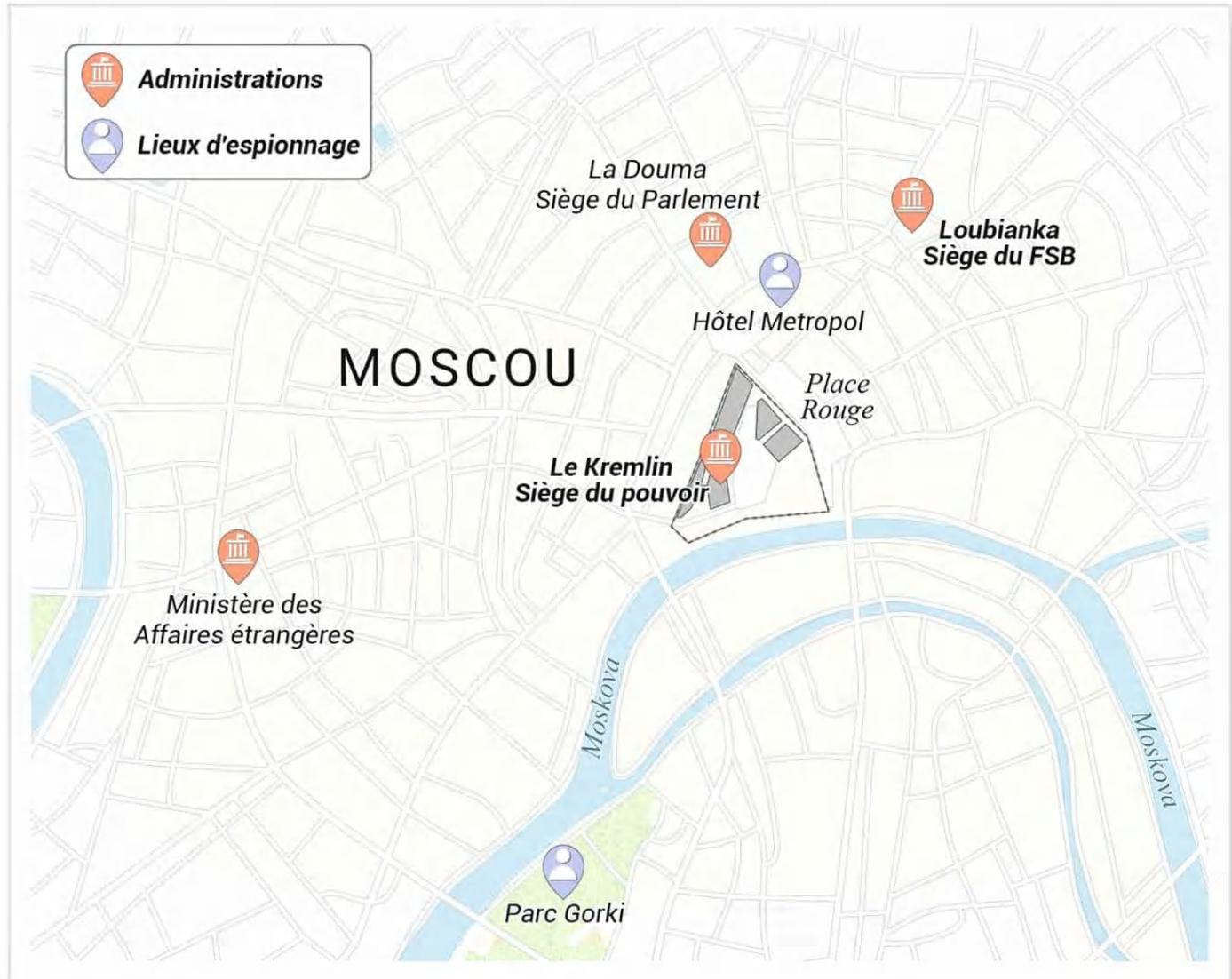
Le paradoxe de la Russie contemporaine est que ses maîtres-espions ont aujourd'hui plus de pouvoir que n'en ont jamais eu leurs prédécesseurs au sein du KGB. Et ce, malgré leur division. Car à la fin de la guerre froide, le KGB a été coupé en deux. D'un côté, le service fédéral de sécurité, le FSB a récupéré de larges pans de l'héritage du KGB, dont il occupe le siège néobaroque, la Loubianka. Officiellement placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, son directeur depuis 2008, Alexandre Bortnikov, prend d'abord ses ordres au Kremlin, et doit traiter toutes les affaires de contre-espionnage, d'antiterrorisme, de la surveillance des frontières, mais aussi de la lutte anticorruption, arme régulièrement utilisée par Poutine pour mettre au pas les oligarques récalcitrants et les transfuges passés à l'Ouest.

LA LOUBIANKA

Peu de bâtiments ont marqué l'histoire mondiale du renseignement. Indubitablement, la Loubianka en fait partie. Aujourd'hui siège du FSB, l'immeuble a été le quartier général de tous les services russes de renseignement

depuis la création de la Tchéka, le service dédié de l'URSS naissante. La Loubianka est restée dans les mémoires notamment pour ses terribles geôles... Construit à la confluence des styles néoclassiques et néovénitiens à la fin du XIX^e siècle, le bâtiment a subi des rajouts par les architectes soviétiques des années 1940, lui donnant un cachet unique. Détail piquant : on peut toujours y apercevoir par endroits, incrustés dans les murs, le marteau et la faucille communistes. Un signe de la continuité historique dans laquelle s'inscrivent les locataires de l'immeuble.

Pour l'anecdote, il existe un petit musée du service au sein même de l'immeuble, visitable encore aujourd'hui. Créé dans les années 1980 par le patron du KGB de l'époque devenu leader de l'URSS, Yuri Andropov, celui-ci dispose de quatre salles qui rassemblent une collection de plus de 2 000 objets, dont il se dit qu'elle est encore enrichie régulièrement. Plusieurs anciens directeurs de la CIA de la guerre froide, comme Stansfield Turner et William Webster, ont tenu à le visiter.



DES LIEUX DE POUVOIR DE L'ESPIONNAGE INCHANGÉS DEPUIS L'URSS

Le renseignement extérieur

Aux côtés du FSB, le SVR traite du renseignement extérieur. Ce service, souvent perçu comme plus fin et subtil que les autres services du pays, abrite la fine fleur des espions russes, formés dans les meilleures écoles de relations internationales puis dans sa propre académie. Il est divisé en plusieurs directorats – renseignement politique, renseignement

économique, eux-mêmes subdivisés par zone géographique (Europe, Amérique, Asie, Afrique, etc.). L'un de ses directorats, dit « S », concentre tous les fantasmes : cette unité supervise les « illégaux », ces agents de renseignement envoyés sous identité fictive à l'étranger sur du très long terme.

Le SVR se charge ainsi en priorité du recrutement des sources à l'étranger, avec quelques fameuses prises, comme l'agent Robert Hanssen, l'un des responsables du contre-espionnage russe au FBI. Mais le service est aussi devenu maître dans l'art de créer de vastes campagnes d'influence à l'étranger, une pratique perçue comme prestigieuse et rendue encore plus efficace via les réseaux sociaux. Pour ce faire, il s'appuie notamment sur les unités dédiées du GRU, le service de renseignement militaire. Mais, en cette matière comme dans d'autres, le duo de services est quelque peu rodé : si les hommes, nombreux, du GRU en sont les jambes, le SVR en est indubitablement la tête.

Le Président nomme directement le patron du SVR et peut passer des décrets touchant le SVR sans en référer au Parlement

De ce fait, le SVR dispose d'un lien direct avec le Kremlin. Plus puissant que le ministère des Affaires étrangères dans le jeu de pouvoir russe, le service assure un briefing quotidien au président Vladimir Poutine sur l'état des menaces extérieures et l'avancement des dossiers les plus stratégiques. Le Président nomme directement le patron du SVR et peut passer des décrets touchant le SVR sans en référer au Parlement – cas unique parmi la communauté russe du renseignement.

SERGUEI NARYCHKINE

Le SVR est dirigé depuis 2016 par un homme au profil atypique, Serguei Narychkine. Proche parmi les proches du président Vladimir Poutine, dont il a été le directeur de l'administration, Narychkine est issu d'une vieille famille aristocratique russe. Après avoir effectué ses classes au KGB, il a suivi Poutine dans son ascension politique, jusqu'à devenir président de la Douma, le Parlement russe, de 2011 à 2016. Depuis ce poste, cet anglophone et francophone a tissé un vaste réseau d'affidés dans les cercles politiques occidentaux perçus comme russophiles, notamment en France.

Des espions au cœur du pouvoir

La rumeur d'une réintégration du FSB et du SVR au sein d'un grand ministère d'État pour le renseignement ressurgit régulièrement à Moscou. Mais le maître du Kremlin aurait-il intérêt à constituer un tel bloc de pouvoir quand il est si aisé de jouer sur les divisions internes pour maintenir son assise ?

Comme dans tout régime sécuritaire, Vladimir Poutine fait jouer les rivalités entre services de renseignement. Ainsi, aucun pôle concentrant trop de pouvoir n'émerge et tous restent soumis au bon vouloir du locataire du Kremlin. Ce dernier est d'ailleurs passé maître dans l'art d'utiliser le troisième grand service de renseignement, le GRU, en charge du renseignement militaire, pour assurer ses opérations les plus véhémentes. Ainsi lui a-t-il confié la plupart des tâches les plus visibles ces dernières années, des différents

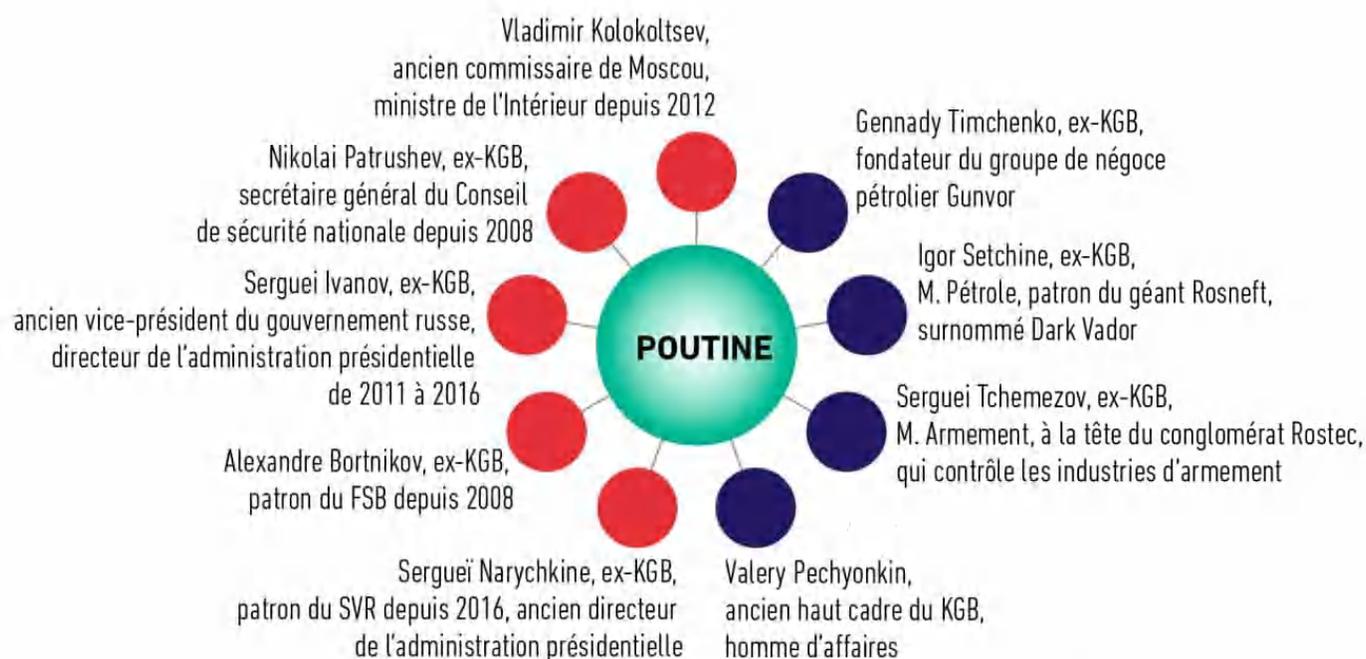
déploiements en Afrique et au Proche-Orient jusqu'à la tentative d'assassinat de Sergueï Skripal (voir p. 66).

Garde rapprochée

« Le président de la Russie est un ancien officier du KGB. Et la plupart des responsables gouvernementaux sont des gens des services secrets. »

Dans ce mode de gouvernance particulier, Vladimir Poutine s'est en outre entouré à tous les niveaux d'anciens camarades du KGB. Cette omniprésence des hommes de renseignement au sein du pouvoir russe, qui a commencé à poindre dans les années 1990, a atteint son apogée depuis l'avènement de Poutine en 2000, lui-même un ancien espion. Comme en témoigne notre témoin russe, « peu de temps après son élection, il a fait un discours devant les cadres du renseignement russe, et il a dit : "La première partie de la mission est accomplie, nous avons intégré le pouvoir". Il l'a dit sur le ton de la plaisanterie, mais dans chaque blague il y a une part de vérité, et dans ce cas précis je pense que c'était bien plus qu'une blague. Donc oui, il vient de là, des services de sécurité. Et quand un responsable avec ce type de parcours choisit de s'entourer de conseillers qu'il connaît et dans lesquels il a confiance, il s'agit souvent d'individus qui ont eu le même parcours, et cela crée une réaction en chaîne... Avant même que vous en ayez pris conscience, la plupart des responsables gouvernementaux sont des gens des services secrets. »

Certains analystes de l'appareil sécuritaire russe estiment qu'aujourd'hui, 80 % des hauts fonctionnaires et des principaux hommes d'affaires en Russie sont passés par les services de renseignement ou bien ont des liens avec eux. Et ce sont eux qui prennent les principales décisions en Russie.



CERCLES SÉCURITAIRES À LA FRONTIÈRE DES AFFAIRES

ANCIENS DU RENSEIGNEMENT AUJOURD'HUI MEMBRES DU GOUVERNEMENT

L'EXEMPLE DE ROSTEC Sergueï Tchemezov, qui a notamment travaillé pour le KGB en Allemagne de l'Est avec Vladimir Poutine, dirige Rostec. Concentrant dans ses sphères dirigeantes un nombre impressionnant d'anciens espions, cette entité est un des vecteurs les plus stratégiques de la puissance russe à l'étranger : Rostec contrôle toutes les sociétés d'armement parapubliques du pays, de la construction d'avions, de navires, jusqu'aux concepteurs des logiciels de cyber renseignement. Via sa filiale dédiée aux marchés étrangers, Rosoboronexport, Rostec vend, sous le contrôle du gouvernement russe, les armements à tous les alliés – présents et futurs – de Moscou. Grâce à elle, la Russie reste bon an mal an le deuxième exportateur d'armes au monde, assurant ainsi du même coup tout un maillage d'obligés de pays-clients... ■

Des méthodes particulières passées à la postérité

Au fur et à mesure des guerres clandestines, les services russes, allégés des préventions des démocraties occidentales, ont développé des méthodes qui fascinent leurs pairs à l'étranger. En particulier, l'assassinat est devenu une pratique traditionnelle et l'infiltration profonde d'agents indécélables dans les sociétés cibles, à l'instar d'Anna Chapman, a été la hantise de tous les services occidentaux pendant des décennies.

L'assassinat, une méthode éprouvée

L'assassinat, régulièrement pratiqué ces dernières années contre des opposants ou bien des transfuges, frappe vivement les opinions occidentales. Pour l'ancien espion russe, « l'assassinat est une tradition en Russie : les Bolcheviques, qui ont beaucoup accusé l'Okhrana, la police du tsar, d'avoir tenté de les supprimer, ont été encore plus brutaux avec leurs propres opposants. Il y a eu des millions d'innocents exécutés sans raison en Russie et hors de Russie, soit par des agents russes soit par des assassins étrangers travaillant pour la Russie. On se souvient de l'élimination de Trotski, des communistes jugés déloyaux par le Komintern, du leader nationaliste ukrainien Stepan Bandera après la Seconde Guerre mondiale. »

UN SERVICE DÉDIÉ À L'ÉLIMINATION DES OPPOSANTS Cette tradition a été matérialisée dans la création d'un service dédié. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il existait une unité de l'Armée rouge qui était connue sous l'acronyme SMERSH, ce qui veut dire « morts aux espions »... Selon plusieurs sources, cette unité n'existe plus. Puis, selon notre espion russe, « il y a eu une sorte de trêve durant trente ans, des années 1970 aux années 1990, mais on voit que la pratique revient en force (voir p. 66 les affaires Skripal et Litvinenko)... » ■

Ces habitudes, pour l'ancien espion, ne risquent pas de disparaître : « L'ironie, c'est que les techniques les plus grossières, comme l'assassinat, participent d'une vague de nostalgie déplacée envers l'URSS : les Russes se disent que si les Soviétiques pouvaient mener à bien de telles opérations, pourquoi pas nous ? On peut espérer que ces méthodes vont s'arrêter après le scandale international suscité par les récents assassinats. Mais en même temps, il n'est pas complètement surprenant que la récente vague de nationalisme, l'annexion de la Crimée, aient suscité de telles initiatives, sur le mode "Attention, ce n'est qu'un début. Nous en avons assez d'être ballottés par les Occidentaux, nous allons répliquer, vous allez voir de quoi nous

L'ironie, c'est que les méthodes les plus grossières, comme l'assassinat, participent d'une vague de nostalgie déplacée envers l'URSS.

sommes capables..." »

Des agents bien implantés

Les fameux illégaux sont des agents entraînés depuis leur plus jeune âge, puis envoyés dans des pays occidentaux pendant des dizaines d'années, totalement insérés, invisibles, jusqu'à ce qu'ils soient activés par le service. Ils ont à la fois inspiré la peur et la fascination à des générations de maîtres-espions occidentaux, bien incapables de pouvoir faire de même avec des lycéens français ou britanniques...

THE AMERICANS

Ces illégaux sont la moelle épinière d'une des meilleures séries d'espionnage de ces dernières années, *The Americans*. Elle relate la vie d'un couple d'illégaux russes à Washington. Ce que l'on sait moins, c'est que la série est fondée sur la véritable vie des agents russes Donald Heathfield et Tracey Foley. Le FBI avait finalement confondu ce couple vivant en parfaits Américains moyens en 2010, après avoir vécu plusieurs décennies sur le sol américain. Ils ont d'ailleurs eu des enfants à qui ils avaient toujours caché leur véritable identité.

ICÔNES Même les espions russes découverts à l'étranger deviennent des icônes de la pop culture locale. C'est ainsi le cas de la fameuse Anna Chapman, une espionne démasquée par le FBI en 2010. Une fois rentrée au pays après un échange de prisonniers très guerre froide, elle est devenue une véritable star en Russie, et est aujourd'hui à la tête de sa propre émission de TV. Elle a même suscité des chansons... ■

Des adversaires lents à réagir

Marqués par la déliquescence de l'ex-URSS dans les années 1990 et obnubilés par la menace du terrorisme islamique, les dirigeants occidentaux sont restés longtemps persuadés que la Russie n'avait plus les moyens de ses ambitions. Funeste erreur.

La Russie ne cherche pas à voir tout le monde gagner.

Pour notre ancien de l'appareil de sécurité russe qui profite aujourd'hui de la tranquillité du littoral américain : « La Russie ne cherche pas à voir tout le monde gagner. Elle joue un jeu à somme nulle : si c'est bon pour l'Ouest, par définition, c'est mauvais pour la Russie. Et inversement. Plus l'Ouest est faible, mieux c'est pour la Russie. » Dans ce contexte, le Kremlin s'est donné les moyens de ses ambitions pour revenir au premier plan de la scène internationale. Avec l'aide de quelques oligarques proches de Poutine, l'économie a été mise en coupe réglée et les dépenses en armement et en sécurité ont été dopées. Ce, en particulier dans le domaine cyber, qui nécessite peu d'investissements pour beaucoup de résultats.

Techniques rodées

En première ligne face au rouleau compresseur russe, les directeurs successifs du MI6, le service de renseignement extérieur britannique, meilleur ennemi de son pendant russe, le SVR, analysent la menace. Sir Richard Dearlove alerte : « Le renseignement soviétique,



Richard
Dearlove Ancien
directeur du
MI6

puis russe, a toujours mené ce qu'il appelait des "mesures actives", c'est-à-dire des interférences dans les affaires des pays occidentaux, pour les amener à suivre des politiques qui seraient favorables à la Russie. L'ADN de la politique a toujours été de maintenir les pays périphériques dans un état de faiblesse, et ce par tous les moyens possibles, et pas seulement l'action militaire. Aussi l'intervention de la Russie dans des pays qu'elle considère comme hostiles, ou tout du moins non alignés avec ses intérêts, n'est donc pas nouvelle. Ce qui est nouveau, en revanche, ce sont les technologies

sophistiquées qu'elle a développées pour mener cette ingérence à bien. »

Le successeur de Dearlove, John Sawers, détaille cet arsenal renouvelé : « Les Russes ont accru leurs capacités d'intervention dans la vie politique occidentale. Bien sûr, ce sont des techniques qui ne datent pas d'hier : la Russie a essayé de s'immiscer en Grande-Bretagne via les syndicats dans les années 1970, en France par le biais du Parti communiste, et en Allemagne à travers le mouvement pour la paix. Ce qui est nouveau, c'est leur utilisation d'Internet, des réseaux sociaux, qui sont des plates-formes ayant été créées avec des critères d'ouverture, d'accès libre et non de sécurité ou de fiabilité. »

INGÉRENCES En outre, si la vie politique occidentale est publique, le financement des partis notamment n'est pas toujours aussi contrôlé qu'il pourrait l'être, et les Russes investissent en ceux qui peuvent faire avancer leurs causes. S'affirmant pourtant patriotes, le Rassemblement national en France ou la Ligue du Nord en Italie ont ainsi accepté des prêts de banques russes pour mener leurs campagnes électorales. ■

Stratégie de la tension

Si personne ne prédit une confrontation catastrophique entre les services russes et leurs homologues occidentaux, peu envisagent un réchauffement des relations. Cette posture de la Russie reflète sa frustration : le pays s'est piégé lui-même et ne sait plus comment en sortir. Mais cette tension permanente permet également au pouvoir russe de détourner l'attention d'une population de certains sujets qui devraient la préoccuper, comme la stagnation de la croissance du pays ou le financement des retraites. Enfin, pour notre témoin, « cela participe de la mentalité russe, qui considère que si l'on vous craint, c'est qu'on vous respecte ».

Étonnamment, la seule note d'espoir dans ce tableau très sombre est donnée par sir Richard Dearlove : à l'heure où Vladimir Poutine commence à renouveler les cadres qui l'entourent, « un grand nombre de Russes riches se sont installés à Londres. L'ironie, c'est qu'une part importante des futurs leaders de la Russie ont été éduqués dans nos écoles et nos universités. Quel effet cela aura-t-il sur la Russie à moyen et long terme ? »

Un nouvel âge d'or

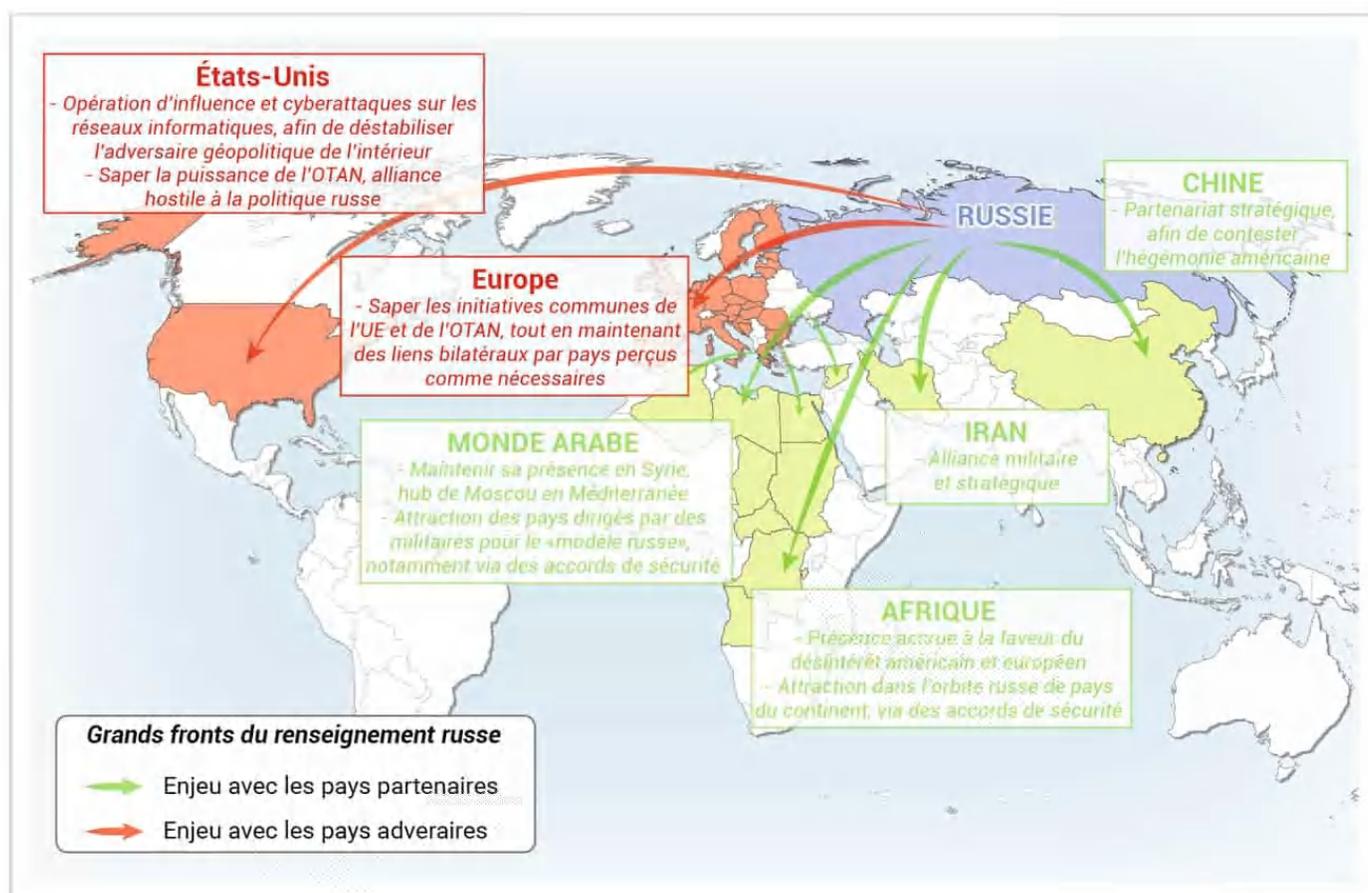
Depuis 2014 et le refroidissement des relations entre la Russie et l'Occident, le rôle des services de sécurité au sein de l'appareil d'État s'est encore accru.

En quelques années, les marges de manœuvre des services de renseignement se sont étendues et ils bénéficient de budgets de plus en plus importants, à l'étranger comme à l'intérieur du pays. « Tout cela explique pourquoi l'espionnage en Russie connaît aujourd'hui un deuxième âge d'or », résume le grand témoin.

Une nouvelle guerre d'influence

Les manifestations de cet âge d'or s'étalent aujourd'hui dans tous les journaux et montrent de nouveaux modus operandi. Aux côtés des traditionnelles opérations de renseignement – recrutement de sources, écoutes, soutien militaire discret à des guérillas, etc. –, SVR et GRU ont mis au point une forme nouvelle de guerre d'influence et territoriale, que les Occidentaux ont appelée la « guerre hybride ». Repérée dans ses prémices en Géorgie en 2008, mais nettement plus visible lors de la crise ukrainienne de 2014, cette nouvelle stratégie conjugue des interventions d'unités militaires irrégulières (forces spéciales, appuyant des milices armées), des actions cyber offensives sur le pays cible et des campagnes massives de désinformation en ligne. Ce combo nécessite de mobiliser en même temps à peu près toutes les ressources des services, du gros bras des commandos au geek hacker.

Après s'être rôdés dans leur « étranger proche » – les pays d'ex-URSS –, les services russes ont appliqué cette méthode à leur intervention en Syrie, puis, petit à petit, déroulent ce schéma dans les crises au Proche-Orient (Libye) et en Afrique (Centrafrique, République démocratique du Congo, etc.) dans lesquels ils veulent jouer un rôle.



POUR ALLER PLUS LOIN – À VOIR, À LIRE, À ÉCOUTER

 La série 17 moments de printemps, de Tatiana Lioznova

 La Taupe rouge (version française de 17 moments de printemps), de Julian Semenov

CHAPITRE 4

L'ALLEMAGNE

ET SES ESPIONS

QUI N'AIMAIENT PAS

ESPIONNER

DANS UN PAYS DOUBLEMENT TRAUMATISÉ PAR LE NAZISME PUIS PAR LA STASI, LES ESPIONS ALLEMANDS ONT LONGTEMPS ÉTÉ DÉCONSIDÉRÉS. S'AFFRANCHISSANT PEU À PEU DE LEURS PUDEURS ET DE LA TUTELLE AMÉRICAINE, ILS S'AFFIRMENT DE PLUS EN PLUS, ACCOMPAGNANT AINSI LE RETOUR TIMIDE DE L'ALLEMAGNE AU PREMIER PLAN DE LA SCÈNE DIPLOMATICO-SÉCURITAIRE INTERNATIONALE. ET CE, TOUT EN SE GARDANT DE BRAQUER UNE OPINION PUBLIQUE PARTICULIÈREMENT SOURCILLEUSE SUR LES QUESTIONS DES LIBERTÉS PUBLIQUES.

Un métier de juriste

Si au Royaume-Uni, le renseignement est une affaire d'universitaires et en France de militaires, en Allemagne, l'espionnage est un métier de juristes. La majorité des maîtres-espions que nous avons rencontrés à Berlin sont Doktoren en droit, le plus souvent public. Une spécialisation contre-intuitive vue de nombreux pays, mais qui, vue de Berlin, fait de l'espionnage un domaine ancré dans le droit.

Une profession de foi : le respect du droit

« Les nouvelles arrivent et se diffusent chaque seconde, partout dans le monde. Elles affectent nos vies : nous nous levons avec elles et les emmenons jusqu'au coucher. Peu importe où : à tout moment, un papillon bat des ailes et quelque chose peut émerger, qui nous affectera un jour. Avec les technologies modernes, le monde est devenu plus petit, alors que les conflits régionaux et mondiaux semblent s'aggraver. Beaucoup se demandent en qui ils peuvent avoir confiance, quelles informations sont toujours fiables et si la paix et la prospérité vont perdurer en Allemagne. C'est exactement là où notre mission commence. Avec plus de 6 000 employés et un réseau international, nous créons des bases fiables pour les décisions du gouvernement fédéral. Parfois dans des conditions très risquées. Entièrement engagés et loyaux envers les citoyens allemands, nous recueillons des informations sur les pays étrangers, afin de protéger l'Allemagne et ses intérêts. Nous sommes le service fédéral de renseignement. »

Comme plusieurs de ses homologues européens, le BND – Bundesnachrichtendienst –, le service allemand de renseignement extérieur, s'est récemment converti aux vertus de la communication et a produit une petite vidéo pour expliquer son action. Entre aperçus de minarets et de calligraphies chinoises, on y voit des enfants qui dansent, protégés dans leur innocence par les espions qui veillent... Le clip insiste sur les efforts du service pour être respectueux du droit. Une profession de foi qui, outre-Rhin, conditionne l'activité même des services de renseignement, et qui n'est pas sans lien avec le poids du passé.

Des espions tenus à distance du pouvoir



Gerhard Schindler

Directeur du BND de 2011 à 2016

La méfiance que suscite le renseignement chez les politiques allemands les a incités à tenir les espions à distance. Certes, en février 2019, Angela Merkel a fait le déplacement pour inaugurer le nouveau et coûteux siège du BND. Mais, à rebours de ce qui se passe ailleurs en Europe, chanceliers et ministres ne se bousculent pas pour voir leurs maîtres-espions en tête-à-tête.

C'est ce qu'explique Gerhard Schindler, patron du BND de 2011 à 2016, dans son bureau dominant la porte de Brandebourg : « En dehors des comptes rendus réguliers, il n'y a pas besoin de se rencontrer. Le briefing hebdomadaire à la Chancellerie, tous les mardis matin, suffit pour informer le patron administratif de la Chancellerie, qui a rang de ministre. Et en retour,

Pour avoir une couverture spéciale à la Chancellerie, il faut une

c'est lui qui décide de ce qu'il va transmettre à la chancellerie. Mais en situation particulière. cas de périodes de crise – par exemple, lorsque j'étais à la tête du BND, au moment des événements en Ukraine – nous nous retrouvons chaque matin, à 8 heures, pour débriefer : quelle est la situation exacte en Ukraine et aux frontières du pays ? Comment la Russie réagit-elle ? Qu'en est-il des voisins de l'Ukraine ? Cela signifie que pour avoir une couverture spéciale à la Chancellerie, il faut vraiment une situation particulière... »

Des renseignements sur demande

« En réalité, poursuit Gerhard Schindler, la relation passe plutôt par les demandes des ministères régaliens, celui des Affaires étrangères ou de l'Économie : y a-t-il une information sur X, ou avez-vous quelque chose sur Y ? C'est ainsi que cela se déroule en Allemagne, via un formulaire administratif de requête d'information au BND. Chaque mois, le BND est saisi de 900 demandes d'information en moyenne, émanant du gouvernement, des ministères, des autres autorités de sécurité. C'est un chiffre important, cela prouve qu'il y a un grand besoin d'information de leur part. Cela veut aussi dire que le BND est considéré comme plutôt bon, puisqu'on vient le solliciter. »

LA MÉFIANCE EN HÉRITAGE Sans doute aucun pays démocratique n'a-t-il de rapport aussi compliqué à ses espions que l'Allemagne fédérale. Le pays a non seulement dû expier les crimes perpétrés par le renseignement nazi, mais également réparer les abus de la Stasi est-allemande après la réunification. Un double héritage qui pèse lourd sur le renseignement allemand moderne et a longtemps contraint son action. Ces dernières années, cependant, la montée en puissance de l'Allemagne réunifiée sur la scène internationale s'est accompagnée d'un renforcement de ses services d'espionnage. Obligeant les responsables politiques à se saisir du sujet, ce qu'ils ne font qu'avec une gêne extrême ! ■

LA CHANCELLERIE

Directeur de la
Chancellerie et
ministre administratif
pour les Affaires
spéciales



BND

Service de
renseignement
extérieur
(budget 2020 :
978 millions €)



**Principaux
directorats**

- Directeur de l'analyse (par zone géographique)
- Directeur du terrorisme international et du crime organisé international
- Directeur technique (interceptions)

Ministère fédéral de
l'Intérieur (**BMI**)



BfV

Service de
renseignement
intérieur
(budget 2020 :
467 millions €)



**Divisé en
départements, dont**

- Département 2 : terrorisme intérieur d'extrême droite,
- Département 4 : contre-espionnage
- Département 5 : extrémisme d'extrême gauche
- Département 6 : extrémisme islamiste

Ministère de
la Défense



MAD

Service de
sécurité militaire
(budget : un peu moins
de 100 millions €)

VERS UN CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE De plus en plus de voix s'élèvent en Allemagne pour doter le pays d'un Conseil de sécurité nationale, où tous les services de renseignement et de sécurité siègeraient. Si l'idée séduit le BND, le BfV et le ministère de la Défense, la chancelière Angela Merkel est pour le moment restée sourde à cette idée. ■

Aux origines du malaise

Pour revenir aux origines du malaise sur l'espionnage allemand, il faut plonger dans l'histoire, à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Sous la coupe des Alliés



Hans-Georg
Wieck Directeur
du BND de
1985 à 1990

Éclairant ce pan de l'histoire, une légende du renseignement allemand se confie : le nonagénaire Hans-Georg Wieck, ancien directeur du BND. Après une carrière bien remplie dans la diplomatie de la jeune démocratie allemande d'après-guerre, il a dirigé le BND de 1985 à 1990. Il est la mémoire vivante de l'espionnage ouest-allemand né des ruines du nazisme. Selon lui, il faut se souvenir que « l'Allemagne était gouvernée par les quatre puissances à partir de 1945 et que, bien sûr, elles y ont également développé des structures d'espionnage, via des organisations rémunérées, en place dans le pays et représentant les intérêts russes, américains, britanniques et français. L'Allemagne avait perdu la guerre, mais son développement futur concentrait les inquiétudes et les espoirs des quatre vainqueurs. On ne voulait pas laisser cette question aux seuls diplomates, il fallait y travailler avec le renseignement. Par conséquent, un service secret implanté en Allemagne était essentiel. »

ESPIONNER LA RUSSIE : UNE SPÉCIALITÉ ALLEMANDE La situation militaire de 1945 incitait les Américains – qui n'avaient qu'une idée très imprécise de la composition des forces soviétiques, leur « allié » – à utiliser les connaissances et les données dont disposait la Wehrmacht allemande sur la Russie. En particulier, le haut commandement des armées de l'Est qui, depuis 1920 (et pas seulement depuis Hitler), opérait sur la Russie puis sur l'Union soviétique, fournissait des sources de première classe. L'expertise en matière de renseignement sur l'URSS ne manquait donc pas. ■

Sur les décombres du nazisme, l'Organisation Gehlen

Reinhard Gehlen incarne l'alliance entre les anciens espions du Reich et les vainqueurs américains : chef du service des renseignements à l'Est de la Wehrmacht pendant la guerre, il s'est rapproché des Alliés dès 1944. Après la guerre, c'est lui qui sera le maître-espion de la jeune République fédérale, opérant d'abord sur les bases de son propre réseau : l'Organisation Gehlen.

Anticipant les dissensions entre Soviétiques et Américains à propos de l'Europe, et anticommuniste, il avait décidé de mettre ces informations à la disposition des États-Unis. Pour l'Organisation, les problèmes ont commencé lorsque les Américains se sont mis à réclamer des informations portant non seulement sur les forces militaires, mais aussi sur les conditions économiques et sociales en URSS. S'attendant à une révolte en Pologne ou dans les Républiques baltes, les États-Unis voulaient en savoir plus sur les développements politiques en Europe de l'Est. Or, Gehlen ne disposait pas d'experts pour cela. Il a dû recruter des Allemands venant d'autres horizons, notamment du ministère des Affaires étrangères, mais aussi issus de la SS, qui disposait d'un excellent système d'espionnage dans ces régions. Or, certains d'entre eux étaient restés des membres actifs du parti nazi. C'est pourquoi il fut compliqué pour Gehlen de défendre le service de renseignement allemand devant l'opinion publique.

Après les condamnations prononcées par le tribunal de Nuremberg à l'encontre des dirigeants, les juges ont recherché des criminels de guerre dans l'appareil allemand. « Mais, se souvient Hans-Georg Wieck, le conflit Est-Ouest a éclaté et Nuremberg a pris

fin avant de rendre ses conclusions. Il restait donc beaucoup de problèmes non résolus, car le nouvel affrontement nécessitait le soutien de ceux qui avaient été des experts durant le régime d'Hitler. » Si ce recyclage de nazis dans l'appareil de renseignement a longtemps travaillé les élites intellectuelles allemandes, il n'a jamais soulevé d'inquiétudes du côté des agences de renseignement américaines, ravies de disposer d'un tel vivier au centre de l'Europe...

REINHARD GEHLEN

Militaire de carrière, Reinhard Gehlen prend du galon dans les années 1930 dans une armée allemande en transformation, du fait de la remilitarisation voulue par le chancelier Adolf Hitler. Nommé chef du renseignement de la Wehrmacht pour la surveillance des armées étrangères sur le front Est en avril 1942, il est dès cette époque sceptique sur Hitler. Anticomuniste viscéral, il s'affronte aux nazis quant à la politique à adopter face aux Russes : alors qu'en homme du renseignement, il cherche à en recruter le plus possible afin de servir les desseins allemands, l'appareil nazi veut au contraire les éliminer. Il est mis dans la confiance de l'opération Walkyrie, projet monté par une partie de la haute hiérarchie allemande visant à assassiner le leader allemand. À la chute du III^e Reich, Reinhard Gehlen met sur microfilms toutes les informations que son service a collectées sur l'Armée rouge pendant la guerre, et les place dans différentes caches dans les Alpes autrichiennes, puis il se rend au renseignement américain. Allen Dulles, le chef de l'OSS, l'ancêtre de la CIA, voit tout de suite le potentiel de l'homme et de ses archives. Dès 1946, Gehlen est de retour à Berlin pour mettre sur pied l'Organisation Gehlen, rattachée à l'OSS. Le premier service de renseignement de l'Allemagne post-guerre aura donc été créé avant même l'État allemand, qui n'a été finalisé qu'en 1949. En 1956, l'Organisation devient officiellement le BND. Ses membres deviennent des fonctionnaires de la nouvelle République fédérale, et non plus défrayés par Washington. Reinhard Gehlen en restera président jusqu'en 1968.

Berlin, la cité des espions

Symbole in situ des divisions provoquées par la guerre froide, la ville de Berlin concentre à elle seule une large partie de l'imagerie de l'espionnage de l'époque. Checkpoint Charlie, la station d'écoutes de la NSA à Teufelsberg aujourd'hui désertée, le « pont des espions » de Glienicke : autant de lieux berlinois devenus des lieux mythiques du renseignement.

RFA versus RDA

Une fois le BND fondé par Reinhard Gehlen en 1956, les Américains ont maintenu la pression afin d'obtenir également des renseignements sur la toute jeune République démocratique allemande (RDA). En somme, pour inciter les Allemands à espionner d'autres Allemands, de l'autre côté du mur.

Hans-Georg Wieck se rappelle : « Un des principaux centres d'intérêt du renseignement de l'Ouest était le système de la RDA. Pendant toute la guerre froide, la RDA a tenté de saboter la RFA. De notre côté, nous tentions de comprendre les aspirations et la véritable opinion de la population de l'Est. Or, rien n'a été fait avant 1985 parce que l'Allemagne de l'Ouest craignait d'être soudainement confrontée à la question de l'unification et ne savait pas quoi faire si cela arrivait.

« Nous avons deux cibles : le système de la RDA et les 400 000 soldats soviétiques qui y étaient

L'autre cible était les 400 000 soldats soviétiques stationnés en RDA, parce que l'OTAN exigeait un rapport quotidien sur les forces en présence, leur préparation et leurs manœuvres. Nous étions sur une ligne de front très dangereuse. »

Cette situation explosive a fait de Berlin la capitale mondiale de l'espionnage pendant quatre décennies, symbolisé par le point de passage entre l'Est et l'Ouest : Checkpoint Charlie, où s'échangeaient les espions des deux camps.

stationnés.
 Nous étions sur
 une ligne
 de front très
 dangereuse. »



BERLIN, NID D'ESPIONS

LA STATION DE TEUFELSBERG Bâtie sur une ancienne académie militaire nazie, la station de Teufelsberg – la « montagne du Diable » dans la langue de Goethe – a été utilisée par la NSA pour écouter le bloc de l'Est pendant toute la guerre froide. Illustrant la montée en puissance et bientôt la domination américaine en matière de renseignement technique, elle a été des plus déterminantes pour collecter des données sur la RDA et l'URSS. La station symbolise aussi l'entente cordiale qui régnait entre Berlin et Washington en matière d'espionnage : y travaillaient quotidiennement des agents américains de la NSA à côté de leurs homologues allemands du BND. Reconnaisable à ses vastes bulbes blancs perchés à plus de 100 mètres de haut, elle se trouve au nord de Berlin, dans la forêt de Grunewald. Aujourd'hui désaffectée, elle est devenue le paradis des amateurs d'exploration urbaine (urbex) et des graffeurs. De passage à Berlin, il ne faut pas hésiter à y faire un tour. ■

LA MYTHOLOGIE DE L'ESPION EST-ALLEMAND Honteuse de ses espions, la RFA n'a elle-même jamais développé de grands récits autour du renseignement : pas de romans et très peu de films. En revanche, la RDA a fourni un défouloir commode pour aborder le sujet : bien qu'Allemand, l'espion, c'était l'autre. Les opérations menées par la toute-puissante Stasi (comme dans le long-métrage de 2006 *La vie des autres*) ou son pendant extérieur, le HVA, ont offert un matériau quasi inépuisable à la fiction allemande ces dernières années. En témoignent la série *Deutschland 83*, qui narre les épopées d'agents est-allemands infiltrés à l'Ouest durant les années 1980, ou encore la figure de Markus Wolf, dont John Le Carré s'est inspiré pour construire le personnage de Karla dans *La Taupe* et dont les mémoires, publiées dix ans après la chute du mur, ont été un succès de librairie mondial. Markus Wolf avait réussi à infiltrer des agents dans l'entourage de plusieurs chanceliers allemands, notamment Willy Brandt. ■

La dépendance américaine

Si, durant la guerre froide, l'Allemagne a fait office de supplétif des États-Unis pour espionner les Soviétiques, cette coopération a perduré sans accroc. Mais l'affaire Snowden a rebattu les cartes au niveau politique : Berlin veut s'affirmer, diversifier ses alliances et imposer une coopération entre égaux avec Washington.

Une coopération très, très étroite

Comme l'évoque Hans-Georg Wieck, le renseignement ouest-allemand a longtemps été intrinsèquement dépendant des États-Unis : « Les agents allemands et américains étaient assis dans la même pièce, utilisaient les mêmes antennes. » L'ancien maître-espion renchérit : « Nous avons coopéré avec les Américains, ils avaient leurs objectifs particuliers, nous avons les nôtres, nous les échangeons, nous formons une alliance et nous nous assurons que cette alliance fonctionne et soit efficace. Mais après la guerre froide, cette coopération étroite et locale ne fut plus nécessaire et, pour des raisons juridiques, il est devenu important de séparer les équipes. »

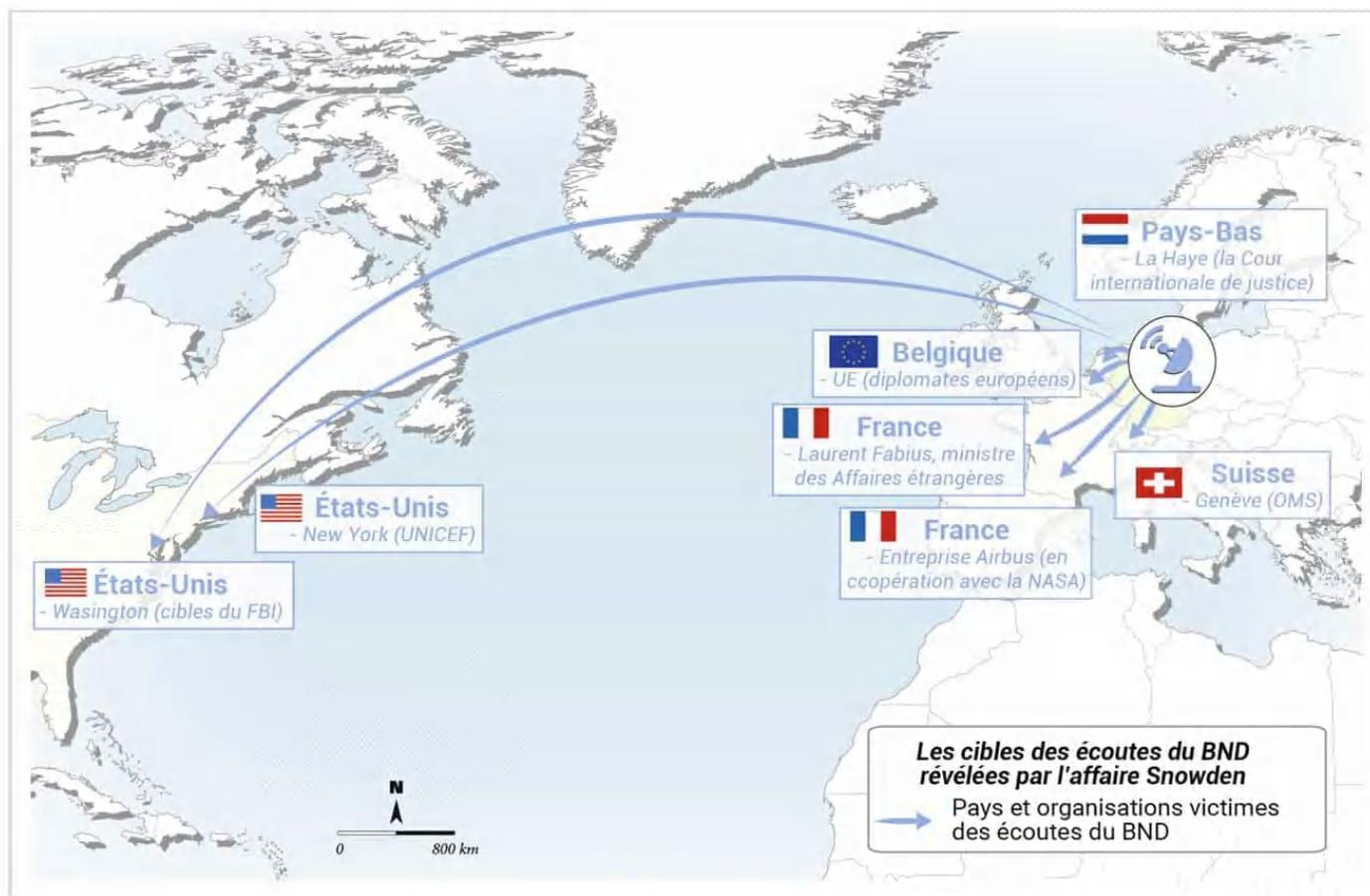
Les agents allemands et américains étaient assis dans la même pièce, utilisaient les mêmes antennes.

Vue aujourd'hui depuis Hollywood, cette alliance est visible dans la série *Homeland* : l'héroïne Carrie Mathison, basée dans la station de la CIA à Berlin, se meut dans la capitale allemande comme si elle était chez elle. Le BND n'apparaît finalement dans la série que comme un aide de camp de la CIA.

LE GRAND FRÈRE ET LE PETIT FRÈRE Cette image confère à l'Allemagne un « second rôle » sans doute exagéré, mais que ne renient même pas eux-mêmes les chefs du renseignement allemand, à l'image de Gerhard Schindler, qui a présidé aux destinées du service jusqu'en 2016. « J'ai toujours pensé que le partenariat entre la NSA d'une part et le BND de l'autre était une bonne chose. Et les rôles étaient très clairs : ils étaient le grand frère et nous étions le petit frère. Personne au BND n'était mécontent ! Nous faisons du bon travail et par conséquent, mon objectif était de ne jamais me séparer de notre grand frère. Nous faisons tout pour maintenir ce bon partenariat, et c'est ce qui s'est passé. Aujourd'hui, nous sommes dans la même situation : nous avons ce grand frère avec lequel nous travaillons bien, l'Allemagne peut être reconnaissante d'avoir la NSA comme partenaire. » ■

L'ÉBRANLEMENT SNOWDEN Cette subordination du renseignement allemand envers les États-Unis a été mise en pleine lumière par les révélations d'Edward Snowden. En 2013, les nombreux documents dérobés par l'ancien consultant de la NSA ont ébranlé l'Allemagne comme peu d'autres pays au monde. En conséquence, le BND s'est, en plus, retrouvé attaqué sur tous les fronts, en particulier par le Bundestag. Sur la base des documents divulgués par Edward Snowden, le Parlement allemand a mené une enquête particulièrement longue sur les liens entre le

BND, la CIA et la NSA, révélant au passage nombre d'opérations d'espionnage, notamment en Europe même. Alors à la tête du service, Gerhard Schindler était aux premières loges. « Il est clair que cette affaire m'a frappé durement. Pas parce que je me sentais personnellement coupable, mais parce que cela me mobilisait beaucoup. Il y a des moments où j'ai dû exclusivement travailler sur Snowden, la NSA, la coopération internationale du BND, la question de l'enregistrement des télécommunications, etc. Je devais faire des rapports à la commission d'enquête et à mes autorités de tutelle. Au sein du BND, je devais m'assurer que notre travail se poursuivait, que nous continuions à récolter des informations précieuses. Snowden n'est ni un héros ni rien d'autre. C'est un criminel qui a trahi son pays. Mais d'un autre côté, je pense que le BND est sorti renforcé de tout ce scandale. » Il conclut, malicieux : Du fait des révélations de l'ancien consultant américain, « nous avons eu plus d'argent et plus de personnel, et nous avons aujourd'hui de meilleures lois sur le renseignement... In fine, Snowden a profité au BND. » ■



LES ÉCOUTES DU BND RÉVÉLÉES PAR L'AFFAIRE SNOWDEN

Espions et politiques : une défiance réciproque

L'affaire Snowden a fait découvrir à une large partie de l'opinion allemande – marquée par les excès de la Stasi – et de la classe politique les capacités de surveillance des services de renseignement du pays. Jusque-là, les responsables politiques se tenaient majoritairement à l'écart de ces questions.

Quand le gouvernement et les services secrets se renvoient la balle



Hans-Georg
Maassen
Président du
BfV jusqu'en
2018

Hans-Georg Maassen, président du BfV jusqu'en 2018, est l'illustration même de l'incompréhension entre politiques et espions allemands. Jusqu'en novembre 2018, il était le président de l'Office fédéral de protection de la Constitution, ou BfV, à savoir le service de sécurité et de renseignement intérieur. Avant d'occuper ce poste pendant six ans, il avait passé vingt ans au sein du ministère de l'Intérieur, en charge des questions liées à la sécurité et aux étrangers. Aujourd'hui, il exerce en tant que juriste et consultant. Ce que la biographie officielle d'Hans-Georg Maassen ne mentionne pas, c'est qu'il a été débarqué par Angela Merkel. Le maître-espion avait osé remettre en cause les déclarations du gouvernement et nier l'existence d'une chasse anti-immigrés dans la ville de Chemnitz.

Le récent retraité ne mâche pas ses mots à propos d'un épisode selon lui emblématique des errements sécuritaires de la chancellerie : les émeutes qui ont eu lieu en marge du G20 à Hambourg en 2017. La police ayant été dépassée par les manifestants, ce qui a suscité un scandale outre-Rhin, les services de sécurité et les politiques se sont renvoyé la balle sur leurs responsabilités respectives. « Vous devez comprendre, explique-t-il, qu'il y avait eu de nombreuses réunions préparatoires. Les dirigeants politiques, du gouvernement fédéral comme des autorités locales, ont été dûment briefés par nos services. Ce qui s'est passé à Hambourg n'est pas de la faute de la police ou des services de renseignement. C'est celle des hommes politiques de ce pays qui évitent de prendre des responsabilités en matière de sécurité. Sauf s'ils y sont vraiment forcés. »

HAMBOURG, CAPITALE CULTURELLE DU RENSEIGNEMENT ALLEMAND Pour le maître-espion, le lieu des émeutes de 2017 a en outre une signification particulière. Un nombre significatif de cadres des services, comme Hernst Uhlau, qui a dirigé le BND de 2005 à 2011, sont en effet issus de cet ancien centre de commerce hanséatique, disposant d'une importante population d'origine étrangère, à la tradition d'ouverture à l'international solidement établie... John Le Carré en a fait le centre d'un de ses meilleurs romans, Un homme très recherché. Réputée ouverte d'esprit et libérale, Hambourg, qui a comme Berlin le privilège d'être un Land à part entière, accueille certaines universités et des écoles d'ingénierie dans des spécialités intéressant le renseignement. ■

Au Bundestag, le secret mis à mal

Les révélations d'Edward Snowden sont aussi venues tendre les relations déjà complexes entre les services allemands et le Bundestag. Cherchant à se désolidariser du scandale, les parlementaires ont initié une vaste commission d'enquête sur l'affaire Snowden, dont les découvertes et la publication de documents classifiés ont alimenté un véritable feuilleton dans la presse allemande. L'épisode a laissé des traces, d'autant qu'aujourd'hui le Parlement voudrait plus de pouvoir de contrôle sur les services.

Pour Gerhard Schindler, « il y a une critique légitime à faire, pas tant sur le contrôle, mais sur les nombreuses informations qui ont été transmises par les services au comité de contrôle du renseignement et qui ont ensuite été divulguées. Des informations secrètes sur l'Allemagne se retrouvaient soudainement dans la presse de tel ou tel pays. Et cela agace bien sûr nos partenaires aux États-Unis, mais aussi en France, lorsque des sujets secrets font soudainement la une des journaux mondiaux du fait de fuites du Bundestag. Donc je peux comprendre la colère des services de renseignement contre la commission.

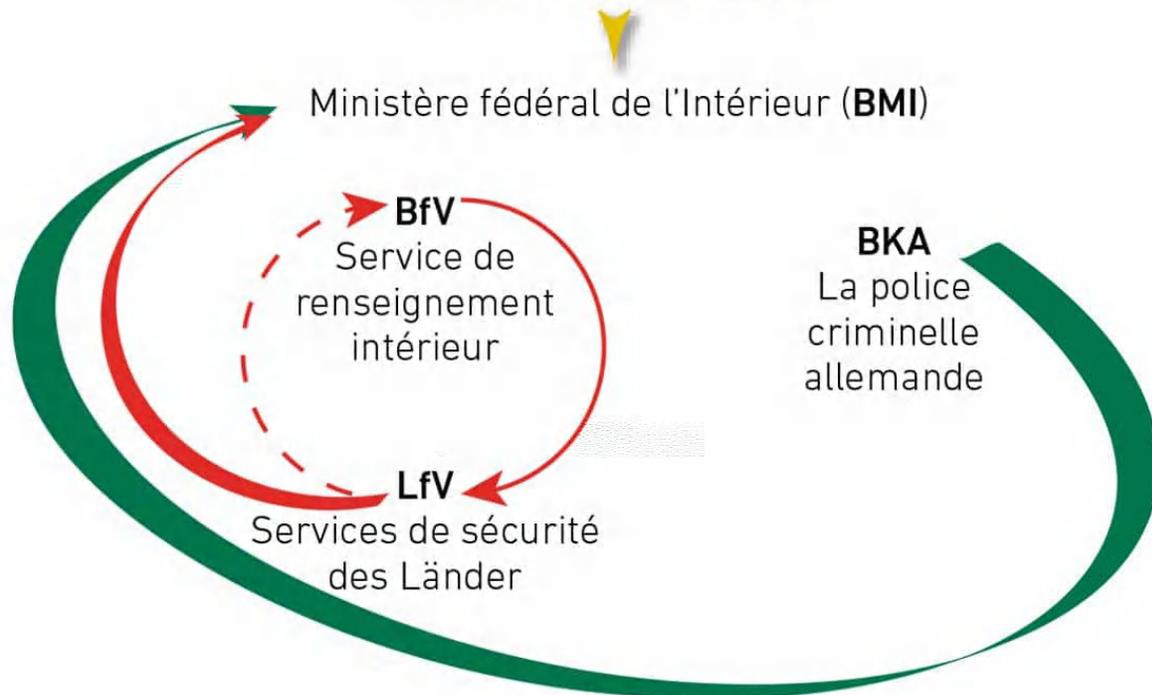
En revanche, nuance-t-il, un contrôle parlementaire efficace est une bonne chose car il donne aux employés un certain sentiment de sécurité, l'impression de travailler pour une organisation qui n'est pas un État dans l'État, qui n'est pas détachée du système démocratique. »

Son ancien homologue à la tête du renseignement intérieur, le BfV, jusqu'à la fin 2018, Hans Georg-Maassen, dit la même chose : « Le contrôle parlementaire est important, mais il ne peut être exercé que sous certaines conditions et la principale en est la discrétion. Or, discrétion et contrôle parlementaire ne sont évidemment pas conciliables, car les parlementaires ont un besoin insatiable de divulguer des secrets. En l'état, il nuit en fin de compte à notre réputation, en particulier à la qualité des informations fournies aux agences de renseignement allemandes par nos partenaires étrangers. »

Le fédéralisme, bâton dans la roue du renseignement allemand

En guerre avec les parlementaires, les espions allemands le sont aussi avec les Länder qui sont au cœur du système fédéral. Du plus petit, comme la ville de Brême, jusqu'à la grande Bavière, chacun a des pouvoirs, parfois étendus, en matière de police et de renseignement, ce qui alourdit la machinerie du renseignement intérieur. Et va, selon son propre ancien directeur, jusqu'à la gripper complètement : « Le système de renseignement intérieur, avec 16 bureaux de renseignement – un par Land – plus le BfV, fondé en 1950, est aujourd'hui dépassé. La situation a changé. En ce qui concerne la sécurité intérieure, ces bureaux indépendants sont un obstacle pour avoir un bon renseignement. Les ressources ne sont pas consolidées, d'une part, parce que les informations ne sont pas échangées, d'autre part, parce que certains bureaux sont plus puissants pour des raisons politiques et d'autres, plus faibles. Aussi le BfV n'est-il pas très efficient. »

LA CHANCELLERIE



LE RENSEIGNEMENT INTÉRIEUR PRIS DANS UN MILLE-FEUILLE ADMINISTRATIF

UNE REFORME NÉCESSAIRE Gerhard Schindler comprend les inquiétudes de son collègue. « Bien sûr, il faut disposer de compétences régionales. Mais chaque fois que cela devient très grave, comme le terrorisme, l'échelon du Land est dépassé. Par exemple, il est inacceptable qu'au Centre de lutte contre le terrorisme, à Berlin, 40 services soient tous responsables à égalité et qu'aucun ne les chapeaute. Il faut absolument réformer largement le système actuel, par exemple en dissolvant les agences de renseignement des Länder en transmettant leur compétence au BfV. » Une réforme qu'aucun gouvernement allemand ne souhaite prendre, tant cela provoquerait une levée de boucliers dans les régions, jalouses de leurs prérogatives. Et il est toujours bon, pour un président de région, d'avoir des espions à sa main... ■

Le BND, un service aux trop grandes oreilles

À la suite de l'affaire Snowden, de nombreuses voix se sont élevées pour diminuer le pouvoir de l'agence, qui concentre toutes les capacités de renseignement de la République fédérale. De manière qui peut paraître étonnante : les maîtres-espions eux-mêmes trouvent l'idée séduisante.

« Dégraisser le mammoth »

Une autre réflexion est toujours ajournée par l'exécutif allemand, alors même qu'elle commence à faire consensus entre les parlementaires spécialistes du renseignement et les maîtres-espions eux-mêmes, qui pourtant ne s'apprécient guère : la séparation des activités d'interception du BND du reste de l'agence. Conséquence de l'affaire Snowden, le service de renseignement extérieur allemand passe pour trop puissant, contrôlant toute la chaîne de l'espionnage, des écoutes aux opérations clandestines. Et il devrait recevoir d'ici quelques années un satellite-espion flambant neuf, qui pourra observer ce

qui se passe dans le monde avec une précision d'une vingtaine de centimètres...

Conséquence de l'affaire Snowden, le service de renseignement extérieur allemand passe pour trop puissant.

Alors même qu'il a longtemps dirigé ce tentaculaire service, Gerhard Schindler milite lui aussi aujourd'hui pour une telle scission : « La séparation des activités techniques du BND est à envisager, comme ce qui existe pour la NSA aux États-Unis et le GCHQ au Royaume-Uni. Il faudrait un service de renseignement technique séparé, qui ne serait pas seulement utilisé pour le service de renseignement étranger, mais pour toutes les agences de sécurité, le BfV, les services de renseignement des Länder, le renseignement militaire. »

Miser sur l'humain

Outre limiter la puissance du BND, cette séparation aurait un avantage majeur : « Si le renseignement technique, les interceptions, se trouvaient en dehors du BND, vous ne disposeriez dans le service que de sources humaines. Dans ce cas-là, vous devez devenir beaucoup plus efficace et opérationnel, afin de pouvoir remplir votre mission. Aujourd'hui, le renseignement humain et technique est au sein du BND, comme à la DGSE, en France. Or, les collectes reposent souvent uniquement sur la technologie, mais pas sur des sources humaines opérationnelles. La séparation impliquerait que l'on opère de manière plus opérationnelle, avec davantage de ressources humaines, donc de plus grande valeur. Comme avec les Britanniques et les Américains. »

« Modèle » anglo-saxon

- 1 Une agence de renseignement extérieur** – CIA/MI6 – qui se concentre sur la collecte de renseignement humain et l'analyse de la collecte.
- 2 Cette agence est secondée par une agence de renseignement technique**, dit SIGINT (Signal Intelligence) : NSA aux États-Unis, GCHQ au Royaume-Uni ;
- 3 Et par une agence de renseignement d'imagerie** (GEOINT, pour Geospatial Intelligence) : NRO et NGA aux États-Unis.
- 4 Pour l'action clandestine, recours aux forces spéciales militaires** : USSOCOM aux États-Unis, SAS au Royaume-Uni.

Le modèle des agences séparées par spécialité offre un cadre beaucoup plus clair, où plus d'agences peuvent puiser dans les différentes capacités de renseignement technique disponibles. Mais il peut provoquer des compétitions de compétence auprès du pouvoir, chacun défendant sa boutique.

« Modèle » continental

- 1 Une seule agence (BND, DGSE)** concentre toutes les capacités :
 - de renseignement humain (HUMINT),
 - de renseignement technique (SIGINT),
 - de renseignement géospatial (GEOINT),
 - ainsi que l'action clandestine (Service action en France).

La concentration de tous les moyens dans une seule agence permet une certaine réactivité mais provoque une tendance à tourner en boucle fermée, à ne se reposer que sur le renseignement traité par sa propre agence.

LA SÉPARATION ENTRE LES ACTIVITÉS D'INTERCEPTION ET LE RESTE DE L'AGENCE

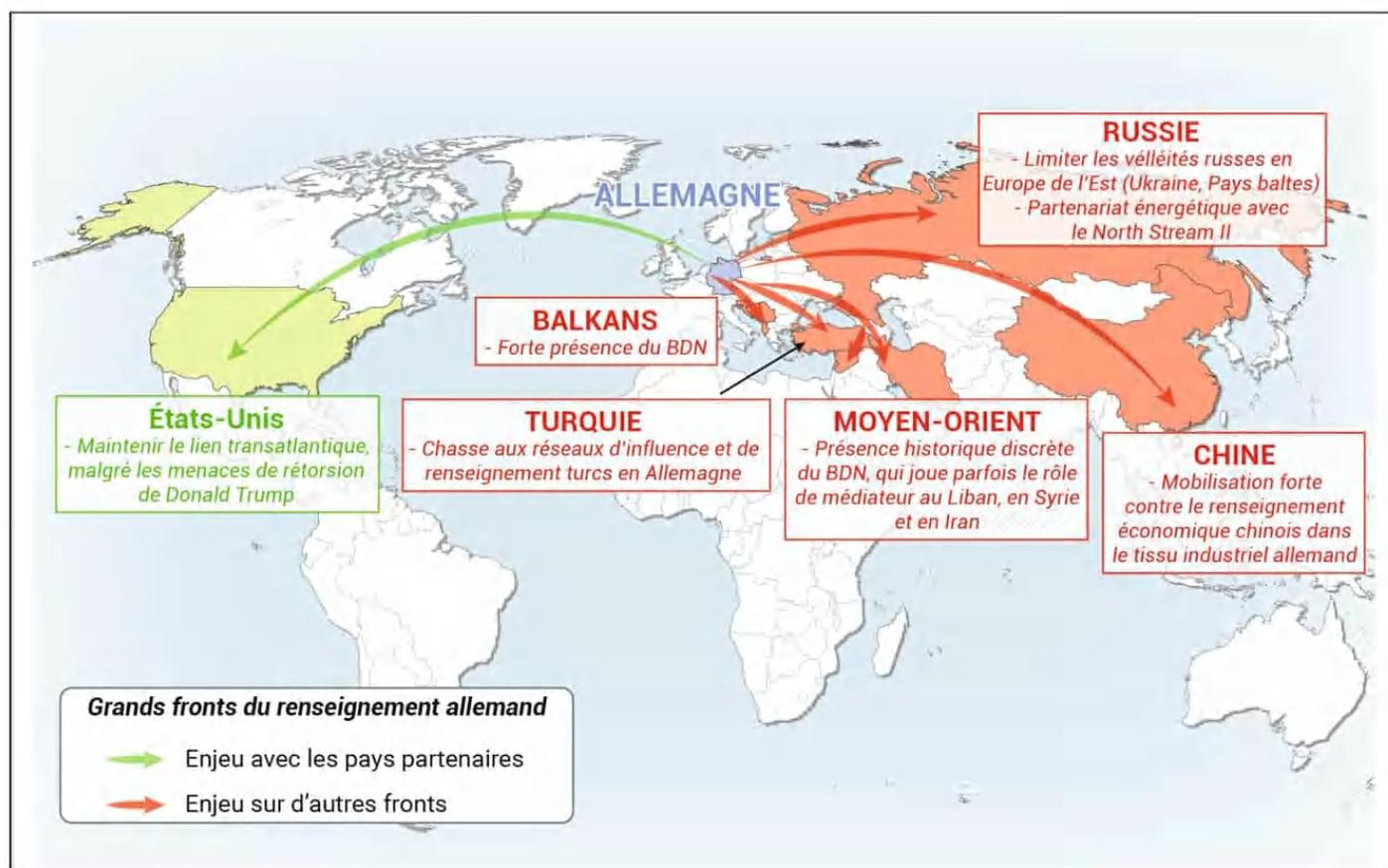
De retour dans l'arène du hard power

Berlin a acquis une position prédominante en Europe – forçant le pays à sortir de sa réserve. Lors de la crise russo-ukrainienne en 2014, l'Allemagne s'est retrouvée à l'avant-garde de la réaction européenne. Face à l'espionnage industriel mené par la Chine, la position allemande s'est aussi rigidifiée. Le BND est en première ligne pour accompagner ce mouvement.

Fin de l'innocence pour Berlin

Les professionnels du renseignement allemand doivent gérer des menaces de plus en plus pressantes pour Berlin, en premier lieu le terrorisme islamiste, mais aussi celui, montant, de l'extrême droite. C'est pourquoi les enjeux internes aux services, encore non résolus, leur paraissent anachroniques. Or, l'exécutif allemand a mis du temps à se réveiller sur ces sujets sécuritaires, qu'il a semblé découvrir à chaque nouvel attentat. Hans-Georg Maassen, qui se dit « particulièrement préoccupé par la possibilité de nouveaux attentats islamistes sur le sol allemand », s'inquiète de l'impréparation de son pays face à ces menaces. Les attentats sur son sol et la recrudescence des mouvances d'extrême droite déstabilisent profondément les fondements idéologiques de l'État allemand, qui se rêvait à l'abri des soubresauts du monde contemporain. Cette perte d'innocence oblige Berlin à revenir dans l'arène du « hard power », loin du « soft power » endormi qu'il affectionnait.

DE NOUVEAUX PARTENARIATS STRATÉGIQUES En Europe, Berlin cherche aujourd'hui à apparaître un peu moins « accro » à l'alliance bilatérale avec les États-Unis, en diversifiant ses interlocuteurs de premier plan. « La NSA et le BND coopèrent au niveau technique pour les interceptions de communication, qu'elles passent par les satellites ou les câbles sous-marins. Mais bien entendu, la NSA ou les autres agences de renseignement américaines – la CIA, la DIA - ne sont pas nos seuls partenaires, détaille Gerhard Schindler. Nous avons aujourd'hui beaucoup plus de partenaires du côté européen, notamment la DGSE, le service français de renseignement. Avec la DGSE, nous sortons de notre partenariat habituel et essayons de travailler sur certains projets, par le biais d'objectifs communs, par un échange étroit d'informations et de personnel. Je suis sûr que cela fonctionne toujours et j'espère vraiment que cela continuera. » ■



Vers une politique étrangère décomplexée

Comme en conclut Gerhard Schindler, on « voit que la politique étrangère allemande devient un peu plus déterminée et plus robuste et que l'Allemagne assume une responsabilité plus globale aujourd'hui dans la résolution des crises. L'impression qu'elle fait toujours profil bas et laisse les autres faire est de moins en moins vraie. » Selon lui, c'est la raison pour laquelle « il est très important que la politique étrangère allemande dispose de renseignements lui permettant d'assumer certains rôles », comme lors de la crise en Ukraine, où l'Allemagne et la France ont joué les médiateurs entre Moscou et Kiev, sans intervention frontale américaine. « L'Allemagne devrait prendre plus de responsabilités, mais c'est ce qu'elle fait de plus en plus à l'heure actuelle, c'est pourquoi elle a besoin des bons renseignements, fournis par le BND. »

POUR ALLER PLUS LOIN – À VOIR, À LIRE, À ÉCOUTER

-  La vie des autres, de Florian Henckel von Donnersmarck ; les séries Deutschland 83, de Anna Winger et Jörg Winger ; Berlin Station, de Bradford Winters, Olen Steinhauer et Jason Horwitch ; The Same Sky, de Paula Milne
-  Un homme très recherché, de John Le Carré ; Le réseau Brahms, de Len Deighton ; L'homme sans visage, de Markus Wolf

CHAPITRE 5

LA CHINE

ET SES ESPIONS

QUI AIMAIENT TROP

LE BUSINESS

APRÈS DES ANNÉES D'ATTENTISME, L'ESPIONNAGE
CHINOIS EST DEvenu L'INQUIÉTUDE PREMIÈRE
DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT OCCIDENTAUX.
ASSIS SUR UNE TRÈS LONGUE TRADITION, LES
ESPIONS DE LA SUPERPUISSANCE EN DEVENIR
SERAIENT PARTOUT, SUR TOUS LES CONTINENTS ET
DANS TOUTES LES SPHÈRES DE POUVOIR. LOIN DES
FANTASMES, QUELLE EST LA RÉALITÉ DES CAPACITÉS
DE RENSEIGNEMENT DE PÉKIN ?

Des services secrets très secrets

Nés dans les maquis de la Longue Marche, les services de renseignement du régime chinois vivent avant tout dans la paranoïa, érigée en véritable système de gouvernement.

La crainte de l'agent étranger déstabilisateur

En 2018, une petite vidéo a été diffusée à la télévision chinoise, à l'heure où les enfants rentrent de l'école : on y voit un jeune garçon observer son père travailler à la maison sur son ordinateur et envoyer des documents par Internet... jusqu'à ce que le grand-père surgisse et mette père et fils en garde contre les méchants espions étrangers, qui guettent dans l'ombre des réseaux. Voilà l'un des paradoxes de l'espionnage chinois. Alors que l'Europe et les États-Unis vivent dans la hantise des espions de Pékin, accusés de vol de secrets industriels à grande échelle, la Chine, de son côté, brandit sans cesse la menace des agents déstabilisateurs venus de l'étranger. Et n'hésite pas à mener de vigoureuses expulsions de diplomates et militaires occidentaux à la première alerte.

UN ART MILLÉNAIRE Comme en témoigne le théoricien du ^{vi}^e siècle avant notre ère, Sun Tzu, qui lui consacre le dernier chapitre de son Art de la guerre, l'espion est une figure centrale dans la tradition chinoise. Le Machiavel chinois, Guiguzi, dit le « Maître de la vallée des fantômes », a laissé un Art de la persuasion, au ^v^e siècle avant notre ère. Longtemps considéré comme subversif, l'ouvrage fait l'éloge de la ruse et de la dissimulation comme mode de combat et de gouvernement. Il aurait été écrit en pleine époque des royaumes combattants, où le territoire chinois était déchiré par la guerre civile, dans laquelle les espions étaient en première ligne.

Bien plus tard, le recueil de proverbes utiles aux tacticiens militaires Trente-six stratagèmes, dont l'origine se perd jusque sous la dynastie Ming (du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle de notre ère), sera remis au goût du jour dans les années 1960 par le Parti communiste chinois pour servir de base à l'enseignement des futurs stratèges du parti. ■

Discrétion oblige

Dans la Chine contemporaine, les maîtres-espions se montrent peu, et ne s'expriment jamais : l'histoire des services de renseignement de la République populaire de Chine étant marquée d'une longue série de purges, aucun dirigeant n'a envie d'être le prochain sur la liste pour un mot malheureux... Car les représailles peuvent être brutales.

« UN RAPATRIEMENT MUSCLÉ » Un épisode récent illustre les capacités des services spéciaux chinois à l'étranger. À l'automne 2018, le patron chinois d'Interpol, Meng Hongwei, a disparu. Vivant à Lyon, siège de l'organisation policière internationale, il n'a réapparu qu'une dizaine de jours plus tard, dans les geôles chinoises. Son rapatriement forcé s'est fait au nez et à la barbe des espions français. Le régime a ensuite tenté de rapatrier sa femme, restée en France où elle a obtenu l'asile politique, sans succès néanmoins. Si Meng a été jugé en janvier 2020 coupable de corruption par un tribunal spécial chinois, il a surtout fait les frais des querelles intestines du Parti communiste chinois. Il était en effet très proche de Zhou Yongkang, le maître-espion déchu du précédent président chinois, Hu Jintao, contre lequel l'équipe de Xi Jinping est entrée en guerre. La mésaventure de Meng illustre à quel point les questions de pouvoir interne prédominent pour Pékin, notamment sur son rayonnement international. Meng était en effet le premier Chinois nommé à la tête d'une organisation internationale aussi importante, marquant par la même l'arrivée de la Chine sur la scène sécuritaire mondiale. Mais cela n'a pas empêché Pékin de procéder à son rapatriement manu militari. ■

Dans ce contexte, pour approcher les services secrets chinois, de multiples détours sont nécessaires : c'est à Londres, ancienne autorité de tutelle de Hong Kong, à Berlin, à

Washington et à Tel-Aviv que l'on peut rencontrer ceux qui ont eu affaire au ministère de la Sécurité d'État, la CIA chinoise.

Un régime né dans l'espionite aiguë



Nigel Inkster
Ancien du MI6,
spécialiste de
la Chine

Aujourd'hui conseiller de l'International Institute for Strategic Studies pour les questions cyber et pour la Chine, Nigel Inkster a œuvré pendant trente ans pour le Secret Intelligence Service, le MI6, où il a occupé le poste envié de directeur des opérations. La plus grande partie de sa carrière a été consacrée à infiltrer et à comprendre le pouvoir de la République populaire, menant des missions de longue durée tant à Pékin qu'à Hong Kong, ainsi que dans le Sud-Est asiatique. Le spécialiste, sans doute l'un des espions occidentaux qui s'est le plus frotté aux agents de l'empire du Milieu, nous

livre son analyse.

« En Chine, il n'y a pas de tradition autour des services de renseignement en tant qu'institution. La Chine est un État-espion en soi, et non un État qui emploie des espions. Lorsque le Parti communiste chinois était encore en formation dans les années 1920, à Shanghai, des cadres comme Zhou Enlai, qui deviendra Premier ministre après la Seconde Guerre mondiale, avaient une solide formation de renseignement, acquise pendant la guerre contre le Japon mais aussi contre le Kuomintang. » La traque des partisans du Kuomintang, le grand parti nationaliste créé en 1912 par Sun Yat-sen puis dirigé par Tchang Kai-chek, ennemi viscéral de Mao Zedong, servira de matrice à l'un des piliers du renseignement chinois actuel : débusquer l'ennemi intérieur. Nigel Inkster rappelle que « le Parti communiste chinois (PCC) a été fondé dans une atmosphère de complots, de clandestinité et de menace existentielle. Et si vous êtes un parti marxiste-léniniste, la paranoïa est une obligation : vous êtes constamment menacé, et votre raison d'être, c'est de résister aux menaces extérieures. Ce fut une caractéristique essentielle des premiers temps de la République populaire de Chine, et cette culture a profondément imprégné tout le système. »

1945	Mao Zedong prend le contrôle du Parti communiste chinois, alors en lutte contre le Kuomintang.	Département central des affaires sociales (DCAS)	1930 - 1949
1949	Le PCC prend le contrôle de la Chine continentale.	Disparition du DCAS, dont le département de sécurité devient le ministère de la Sécurité publique (Goganbu), stable depuis.	1949
1976	Mort de Mao.	En parallèle, se crée sur les ruines du DCAS le Département de liaison, le Département de renseignement général, placé sous la tutelle de la Commission militaire centrale (CMC), présidée par Mao Zedong.	
1978-1990	Leadership de Deng Xiaoping, qui ouvre la Chine communiste vers l'extérieur, mais s'éclipse après les massacres de la place Tien an men.		
1989	Jiang Zemin prend le pouvoir sur les institutions jusqu'en 2003. Il poursuit l'intégration de la Chine à l'économie mondiale et réussit la rétrocession de Hong Kong. Il privilégie ses proches, dits de la « faction de Shanghai », en les nommant aux postes-clés du pays.	Le Département de liaison devient le Département central des enquêtes (CID). Avec au départ une aide du KGB soviétique.	1955
2002-2012	Règne de Hu Jintao, qui voit la Chine émerger définitivement. Il organise les Jeux olympiques de 2008.	Le CID est fusionné avec le Département de contre-espionnage du ministère de la Sécurité publique (Goganbu), pour donner naissance au ministère de la Sécurité d'État.	1983
2012-...	Xi Jinping arrive au pouvoir et s'affirme sur la scène internationale. À l'intérieur, il renforce son emprise sur le pouvoir en cumulant tous les postes et se lance dans une campagne anticorruption visant les proches de ses prédécesseurs. Il renforce la répression, notamment à Hong Kong.	Grande réforme sécuritaire voulue par Xi Jinping. Elle voit la création de la Force de soutien stratégique de l'Armée populaire de libération, qui agrège notamment toutes les capacités de cyber renseignement et de renseignement spatial, notamment la flotte de satellites espions.	2015
Les grandes dates de la Chine contemporaine depuis les années 1930		Les grandes dates du renseignement de la République populaire	

Le renseignement d'un « Parti-État »

Depuis ses débuts dans les années 1930, le système de renseignement chinois s'est complexifié en multipliant les agences, les acronymes et les idéogrammes. Cette opacité sied à merveille à un régime effrayé qu'on puisse percer ses arcanes.

Au centre du système, le PCC

Au sommet de la pyramide se trouvent d'une part le ministère de la Sécurité d'État, ou Guoanbu, et de l'autre celui de la Sécurité publique, ou Goganbu. Ces deux services ont en théorie des attributions bien délimitées – au Guoanbu le renseignement extérieur, la traque des opposants à l'étranger, au Goganbu la sécurité intérieure, la gestion du Laogai, les centres de détention pour prisonniers politiques. Cette division formelle

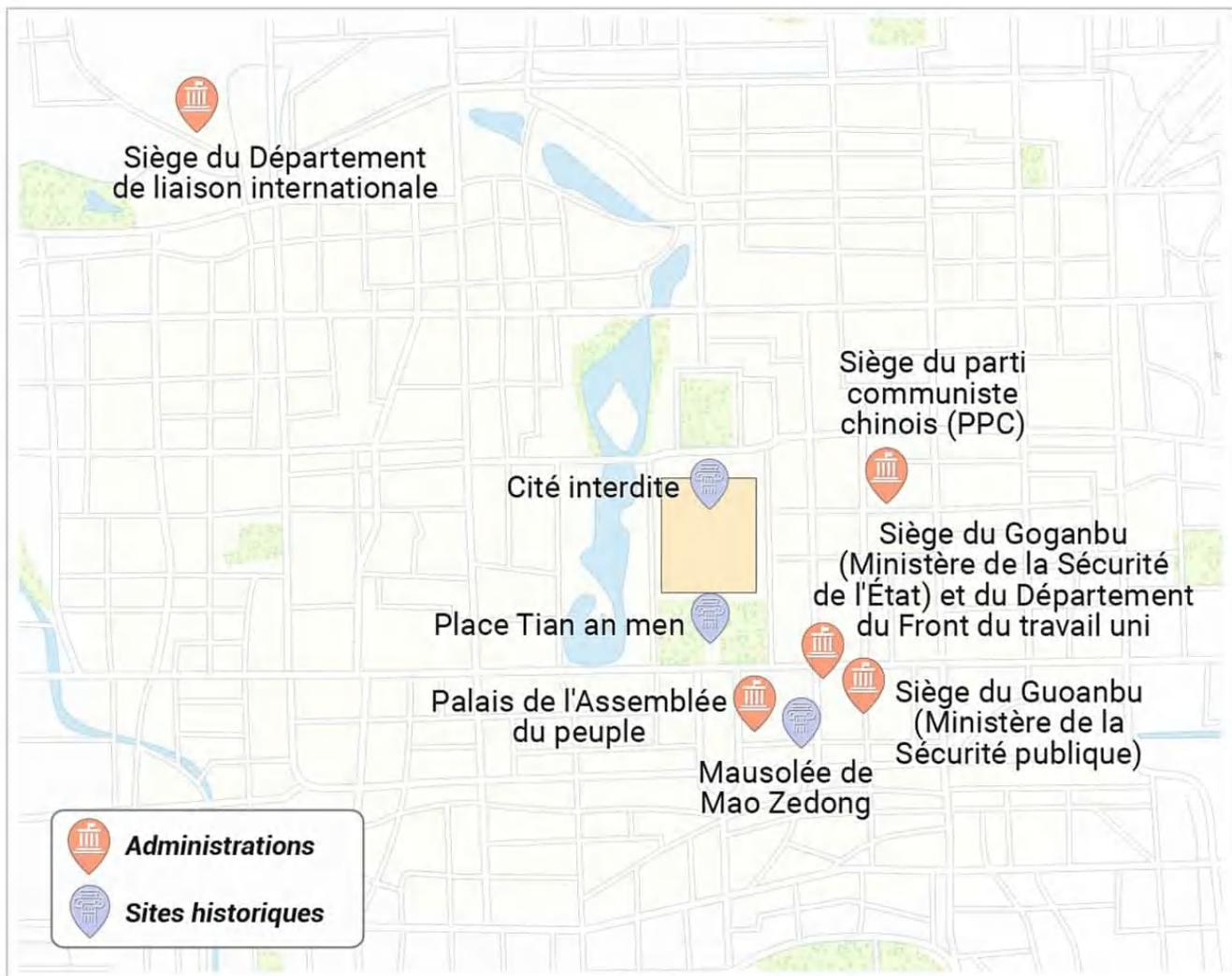
n'empêche pas les frictions, nombreuses, entre ces deux grandes entités. Elles se cristallisent notamment autour du contre-espionnage, déterminant dans un régime paranoïaques. Les deux frères ennemis se voient néanmoins contraints de cohabiter : leurs sièges centraux sont quasiment mitoyens, sur la grande artère de Pékin, l'avenue Dongchang'an.

En outre, tous ces services d'État sont doublés par d'autres, rattachés au Parti. Durant les quatre ou cinq premières décennies de la République populaire, il s'agissait d'abord et avant tout de services de renseignement intérieur, occupés à combattre des éléments hostiles au Parti communiste. Leur lutte était principalement idéologique, ils étaient enrôlés dans la guerre de classe perpétuelle telle que définie par Mao. L'action des services hors du pays était très limitée.

Tous ces services d'État sont doublés par d'autres, rattachés au Parti.

Aujourd'hui, le Parti communiste a également ses propres moyens d'action hors de Chine, tel le Département du front de travail uni, dont la mission est d'établir des liens avec toutes les entités qui ne sont pas ouvertement hostiles à la Chine, mais également à éliminer les forces potentiellement ennemies. En parallèle, le Département de liaison internationale (DLI) du Parti fait le lien avec tous les partis communistes du monde, au pouvoir ou non. Pendant le règne de Mao, l'un des buts de la Chine était de promouvoir la révolution prolétarienne dans le monde entier.

Au sein du Parti-État, les complots et l'action clandestine ne sont donc pas l'apanage des services : il y a une large gamme d'acteurs qui y ont également recours. Cet espionnage, omniprésent dans les premiers temps de la République populaire, ne s'est structuré qu'au fil du temps et des besoins.



LES ESPIONS CHINOIS, AU PLUS PRÈS DU POUVOIR SUPRÊME

LE DÉPARTEMENT DES ENQUÊTES À l'origine, la principale agence de renseignement non militaire était le Département des affaires sociales... du PCC. Devenu le Département des enquêtes, son mandat était avant tout de servir les intérêts du Parti. C'est pour cette raison que Nigel Inkster désigne la Chine « comme un parti-État, car c'est comme cela que les dirigeants chinois le conçoivent ». ■

Ministère de la Sécurité d'Etat/ Guoanbu (créé en 1983)



En charge de l'espionnage à l'étranger et du contre-espionnage.

Divisé en bureaux, dont certains importants :

- n°2 : collecte de renseignement à l'étranger
- n°4 : dédié à Taiwan, Hong Kong et Macao
- n°7 et 8 : contre-espionnage
- n°14 et 16 : technologies et imagerie

Ministère de la Sécurité publique/ Goganbu



Principale autorité policière et agence responsable de la plupart des missions de police quotidiennes

Divisé en départements :

- Département du front de travail uni - connecté avec tous les mouvements à l'étranger susceptibles d'être pro-chinois
- Département de liaison internationale - lien et collecte d'info des autres partis communistes
- Force de soutien stratégique de l'APL.

Du renseignement humain aux promesses du cyber

S'ils conservent une pratique « old school » du renseignement – séduction de diplomates étrangers, menaces et chantage –, les services chinois ont surtout découvert ces dernières décennies l'eldorado informationnel que le web pouvait constituer, en premier lieu contre leur adversaire idéologique et concepteur du web, les États-Unis.

Un renseignement humain encore séduisant

Pour tous nos interlocuteurs, l'un des premiers succès du renseignement chinois hors de ses frontières a été le recrutement du diplomate français Bernard Boursicot, géré de bout en bout par le ministère de la Sécurité d'État. Ce comptable de l'ambassade de France en Chine, dans les années 1960, fut séduit par une chanteuse de l'Opéra de Pékin et convaincu d'espionner pour le compte de la Chine. La chanteuse, comme le met en scène le film *M. Butterfly* de 1993 de David Cronenberg, était en réalité un homme et fut condamnée, avec Bernard Boursicot, à six ans de prison, en France.

Plus récemment, l'ancien chef de poste de la DGSE à Pékin à la fin des années 1990, Henri M., parti s'installer sur une île avec l'interprète chinoise de l'ambassadeur, a été mis en examen fin 2017 pour « intelligence avec une puissance étrangère ». Par ailleurs, depuis début 2020, les autorités allemandes accusent Gerhard Sabathil, l'ex-diplomate allemand représentant de l'Union européenne (UE) en Corée du Sud, d'être un espion pour le compte de la Chine. S'il a été libéré après l'enquête préliminaire, il reste sous surveillance des services allemands, qui scrutent sa relation avec la scientifique chinoise Shen Wenwen, soupçonnée d'œuvrer pour le ministère de la Sécurité d'État.

Aujourd'hui encore, débusquer les secrets d'alcôve des diplomates occidentaux reste une tactique privilégiée par les espions chinois, qui n'hésitent pas à se servir de ce qu'ils trouvent pour faire pression sur les chargés d'ambassade, voire sur leurs pays d'origine. Ces manipulations, qu'elles portent sur des officiers français, américains ou autres, sont généralement étouffées pour éviter le scandale, mais aussi le ridicule de voir des diplomates chevronnés attrapés par des « hirondelles », surnom dont les espions chinois ont affublé les entraîneuses chargées de séduire des officiels étrangers.

La manne des données

À côté de ces opérations traditionnelles, la Chine s'est dotée de capacités d'envergure pour mener des interceptions tous azimuts, tant sur les réseaux que sur les ondes. Alors espion de Sa Majesté, Nigel Inkster se souvient : « Dans les années 1980 et au début des années 1990, la Chine a construit des stations d'écoutes le long de la côte du Myanmar, une dans la mer d'Andaman, une autre sur les îles Cocos, dans l'océan Indien. Ils ont également acheté deux anciennes bases de communication militaires russes à Cuba, ce qui a considérablement augmenté leur périmètre d'interception. La marine chinoise a de son côté développé des navires d'interception, tandis que les postes diplomatiques chinois à l'étranger ont été équipés de plateformes d'écoutes. Néanmoins, conclut-il, les

capacités d'interceptions stratégiques des Chinois restent encore aujourd'hui très modestes. »

Pékin a vite compris qu'on trouvait des trésors de renseignements sur les serveurs et dans les bases de données occidentales.

Mais l'arrivée d'Internet est en passe de tout changer. En plus de leur intérêt pour le renseignement, les leaders chinois ont vu tout de suite dans la Toile un outil de développement économique. À l'intérieur du pays, c'était un vecteur de contrôle social et, à l'extérieur, une plateforme d'espionnage et d'action clandestine. Tout a probablement commencé lorsque le ministère de la Sécurité d'État a commencé à utiliser Internet pour recueillir des informations sur Falun Gong. Ce mouvement mystico-gymnique, considéré comme subversif en Chine, est principalement actif à l'étranger, donc hors de portée de l'État. Pékin a vite compris qu'Internet permettait de pallier ce problème. De même, le pouvoir chinois s'est aperçu que des trésors de renseignements étaient stockés sans grande précaution sur les serveurs

et dans les bases de données occidentales. L'opportunité était trop belle pour la laisser passer. Le troisième département de l'Armée populaire de libération (APL), en charge des interceptions, s'en est très vite saisi. Ce département a été intégré fin 2015 dans la toute nouvelle Force de soutien stratégique (FSS) de l'APL, symbole de la montée en puissance chinoise dans le domaine. Selon plusieurs analyses des services occidentaux de renseignement, celle-ci comporterait plus de 175 000 agents... Des chiffres à rendre jaloux les Européens, la direction technique de la DGSE française atteignant, par exemple, péniblement les 3 200 agents.

Des « hackers citoyens » pour l'espionnage industriel

Outre ces forces de renseignement toutes militaires, Pékin va, comme aux premiers temps du régime, enrôler des milices de partisans, cette fois sur les réseaux. « Comme toujours en Chine, ce ne sont pas seulement les services d'État qui ont œuvré sur ce dossier, détaille Nigel Inkster. Des groupes de hackers et des milices électroniques citoyennes, dont les relations avec l'État sont plus informelles, sont montés à l'assaut d'Internet pour mener des missions de renseignement, essentiellement de l'espionnage industriel. Tout cela était relativement désorganisé et on a bien vu, au milieu des années 2000, qu'il y avait deux types d'espionnage industriel : l'un, relativement maîtrisé, émanait du troisième département de l'Armée populaire, et l'autre, bruyant et malhabile, était l'œuvre de toutes sortes d'individus mal identifiés. » Cette organisation quasi artisanale a créé beaucoup de doublons en interne.

DES PIRATES À HEURES FIXES Vu de l'extérieur, le cyberespionnage chinois formait malgré tout un ensemble cohérent, notamment aux yeux de leurs adversaires occidentaux. Ceux-ci se sont vite aperçus que tous ces pirates étaient calés sur le rythme de la vie de bureau chinoise. Ces hackers s'arrêtaient à midi pile, prenaient un long déjeuner et faisaient une sieste avant de reprendre le travail. Ils n'opéraient pas les jours fériés pékinois... Bref, ils ne faisaient pas beaucoup d'efforts pour masquer leurs activités. « Et pourquoi l'auraient-ils fait ? Ils opéraient alors en toute impunité », conclut Inkster. ■

En 2015, les attaques informatiques venues de Pékin sont devenues un tel problème que

la Chine a été obligée de signer un accord avec les États-Unis et de s'engager à ne pas mandater des services d'État pour mener des opérations de cyber renseignement. L'accord a été signé par Xi Jinping et Barack Obama et, selon Nigel Inkster, « pendant quelque temps, il a été respecté. On a vu une nette diminution d'attaques contre les États-Unis et leurs alliés. Mais dans le même temps, les attaques contre d'autres pays occidentaux ont augmenté, particulièrement contre ceux qui étaient incapables de déterminer l'origine d'intrusion dans des réseaux... » C'est à cette époque que les services australiens, allemands, français ont commencé à devoir gérer avec leurs maigres moyens un afflux inédit d'attaques.

LES CYBERS ESPIONS SUR GRAND ÉCRAN Ce sont les prouesses du cyber renseignement chinois qui terrifient l'Europe et les États-Unis. Les actions clandestines que mène la Chine sur les réseaux ont été mises en scène par le génie du thriller Michael Mann dans *Hacker*, où cyberespions des deux camps font jeu égal contre un pirate renégat. Le film nous fait pénétrer dans les délibérations secrètes des cyber commandos chinois qui restent, on l'imagine, assez éloignées de leurs modèles réels. ■

Un espionnage au service du business

A l'instar du KGB de la fin de l'Union soviétique, l'espionnage chinois s'est longtemps concentré en priorité sur le renseignement économique. Acquérir de nouvelles technologies était vital pour la croissance de Pékin.

Une guerre économique



Richard

Dearlove Ancien directeur du MI6

Comme le révèle l'implication de « hackers citoyens » dans l'espionnage industriel, le champ de la bataille secrète que se livrent, par espions interposés, la Chine et l'Occident, est d'abord économique. Selon sir Richard Dearlove, l'ancien patron du MI6, cet objectif fut longtemps assumé : « Utiliser, comme ils le font, leurs services de renseignement pour disposer d'un avantage économique sur l'Occident ne sera plus acceptable à

l'avenir. C'est ce qu'a voulu le président Deng Xiaoping dans les années 1980. Les services chinois s'occupaient alors beaucoup plus d'espionnage économique que politique. Quand on lit les mémoires de Kissinger sur la Chine, on voit bien que Deng Xiaoping ne s'intéressait pas au renseignement politique : il avait un point de vue idéologique sur le monde et il n'allait pas en changer. Les renseignements acquis par les services, tout particulièrement les vols de propriété intellectuelle qu'ils ont opérés, ont été déterminants dans la reconstruction de l'économie chinoise. » Celle-ci était exsangue après plus de quarante ans d'expérimentation communiste, du Grand Bond en avant jusqu'à la Révolution culturelle. Pékin a dû mettre les bouchées doubles en matière d'espionnage pour revenir dans le jeu économique mondial. « Et tout cela s'est passé sous le nez des Occidentaux,

Les renseignements acquis par les services ont été déterminants dans la reconstruction de l'économie chinoise.

sans contrôle. Ces derniers prennent actuellement conscience du problème et réorganisent leur politique envers la Chine. Mais ça ne veut pas dire qu'on les considère comme des ennemis. Mais, en revanche, comme des concurrents. »

COMMENT PÉKIN A SIPHONNÉ LE MOTORISTE FRANÇAIS SAFRAN Sous l'œil impuissant des services français, le groupe aéronautique Safran a subi pendant plusieurs mois une vaste opération d'espionnage de la Sécurité d'État (Guaonbu) chinoise, mise en lumière seulement en octobre 2018 par plusieurs inculpations de la justice américaine. Comme l'a relaté la lettre d'information Intelligence Online, le Guoanbu a infiltré de toutes parts l'entité du conglomérat français en Chine. Un responsable du site de Safran à Suzhou a reçu du service chinois pour mission, dès début 2014, d'infecter des ordinateurs de l'industriel à l'aide d'une clé USB porteuse d'un virus. En parallèle, une seconde équipe a été chargée de lancer une campagne d'hameçonnage (phishing). Plusieurs mails frauduleux ont ainsi été envoyés pour infecter les ordinateurs d'employés du groupe français et de ses partenaires, à l'aide du virus Sakula. Comble quand les services américains de renseignement ont prévenu leurs homologues français et Safran, la direction de la société a relayé l'information à son responsable informatique du site de Suzhou, Gu Gen... qui n'était autre qu'un collaborateur du Guoanbu... qu'il a alerté dans la foulée. ■

Des espions businessmen

Une conséquence inattendue de l'activisme économique des espions chinois est que certains ont fini, au milieu des années 2000, par se considérer eux-mêmes comme des businessmen... Un versant mal connu du monde de l'espionnage chinois. Selon Nigel Inkster, « toute cette scène cyber, en Chine, était relativement complexe : les sociétés d'État, par exemple, menaient leurs propres opérations d'espionnage sur Internet en mandatant des hackers. Même les techniciens du troisième département de l'Armée populaire travaillaient au noir pour le secteur privé ! Ils récoltaient toutes sortes d'informations qui n'avaient aucune valeur militaire, mais qu'ils revendaient aux entreprises chinoises... » Cet écheveau rend difficile « l'attribution » d'une cyber attaque à tel ou tel pays : comment savoir qui est le commanditaire de qui, lorsque même les fonctionnaires opèrent en douce pour des intérêts privés ?

Même les techniciens du troisième département de l'Armée populaire travaillaient au noir pour le secteur privé !

Un grand ménage sous Xi Jinping

La situation a perduré sous Hu Jintao, pour le plus grand bénéfice de certains maîtres-espions, mais Xi Jinping a sifflé la fin de partie. Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, celui-ci a lancé une grande campagne anti-corruption. Pour l'homme fort de Pékin, celle-ci, endémique au sein même du Parti communiste, menace son emprise sur les institutions chinoises. Or, presque tous les cadres du Parti ont mis à un moment ou à un autre « la main dans le pot de confiture, tout le monde était coupable », selon Inkster.

Dans ce contexte, ceux qui ont été ciblés en priorité sont ceux qui se sont opposés à la ligne de Xi Jinping, à commencer par Zhou Yongkang. Cumulant les postes de coordinateur national du renseignement sous Hu Jintao, de président du groupe pétrolier parapublic CNPC, ce dernier était supposé être le chef de la « mafia pétrolière », comme on l'a appelé en Chine. Inkster décrit le pouvoir d'alors de Zhou Yongkang d'une formule lapidaire : « Pour prendre une analogie américaine, c'est comme si la même personne était simultanément directeur de la CIA, P.-D.G. de Chevron et boss de la mafia ». Un

pedigree des plus originaux.

C'est comme si la même personne était simultanément directeur de la CIA, P.-D.G. de Chevron et boss de la mafia. Un pedigree des plus originaux.

L'affaire Zhou Yongkang, finalement condamné à la prison à perpétuité en 2015, « montre combien, dans les dernières années du règne de Hu Jintao, les agences de renseignement civiles comme le ministère de la Sécurité d'État ont été intégrées dans des réseaux d'allégeance et de corruption, tant et si bien qu'elles se sont mises à écouter les communications non plus des opposants, mais des cadres du parti ! », explique Nigel Inkster, qui poursuit : « C'est dans ce contexte que Xi Jinping a pris les rênes du pays. Il a alors mené une vaste campagne pour rappeler aux militaires qu'ils combattaient dans l'armée du Parti communiste, et non dans une armée d'État, campagne qui s'est accompagnée d'une chasse aux généraux corrompus. En d'autres termes, l'état-major s'est vu intimer l'ordre de cesser de travailler au noir pour le secteur privé et d'œuvrer au contraire à construire des capacités militaires d'envergure pour la Chine. Les généraux ont obtempéré, créant un vide que, bien sûr, les services de renseignement civils ont été ravis de combler. Ce d'autant plus que le ministère de la Sécurité d'État s'était laissé entraîner dans les réseaux de son chef Zhou Yongkang, et que la chute de ce dernier avait durement touché le service, qui s'efforçait par tous les moyens de redorer son blason. »

Après Zhou Yongkang, c'est le responsable du contre-espionnage, Ma Jian, puis le ministre de la Sécurité d'État Geng Huichang, qui ont été la cible de la toute puissante Commission centrale de discipline et d'investigation (CCDI) du PCC. À la faveur de la purge de Xi Jiping, les enquêteurs anti-corruption sont devenus si puissants que c'est le premier d'entre eux, Chen Wenqing, qui a été choisi pour prendre en 2016 la tête du ministère de la Sécurité d'État.

La bataille de la 5G

Après être parvenu à ses fins en rattrapant son retard technologique ces deux dernières décennies, Pékin veut aujourd'hui en récolter les fruits en s'imposant sur les enjeux de demain, en premier lieu la 5G.

Huawei, cheval de Troie du renseignement chinois ?

La paranoïa envers les cyberespions chinois œuvrant dans l'ombre atteint son plus haut niveau avec Huawei, l'équipementier télécom chinois qui domine le marché de la 5G, la dernière génération de réseau cellulaire. À la différence du passage de la 3G à la 4G par exemple, l'arrivée de la 5G est structurante pour l'économie mondiale. Grâce au débit démultiplié qu'elle permet, la 5G va entraîner des sauts majeurs dans à peu près tous les secteurs économiques. Celui qui en aura la maîtrise aura un avantage majeur dans la compétition mondiale.

Arguant que Huawei a des liens avec le renseignement chinois, les États-Unis ont interdit leur marché intérieur au printemps 2020. En 2018, Meng Wanzhou, vice-présidente de Huawei et fille du fondateur Ren Zhengfei, a même été arrêtée au Canada à la demande des États-Unis. Et la bataille ne fait que commencer. Washington multiplie les pressions sur ses alliés pour repousser les offensives de charme du groupe chinois. L'Australie a emboîté le pas à Washington et fermé, elle aussi, son marché intérieur à Huawei. En France, la polémique a empêché l'ancien ministre Jean-Louis Borloo de prendre la présidence de Huawei France alors que, dans le même temps, le groupe chinois faisait de Monaco le premier pays européen entièrement équipé en réseau 5G. Est-il vraiment un cheval de Troie du renseignement chinois pour écouter nos conversations ? Les maîtres-espions eux-mêmes ne sont pas d'accord.

Ennemi politique...

On sait que la menace existe. Maintenant c'est aux responsables politiques de décider ce qu'il convient de faire.

L'ancien chef du renseignement britannique, sir Richard Dearlove, qui a dirigé le renseignement britannique de 1999 à 2004, affirme sans ambages : « On sait que la menace existe. Maintenant c'est aux responsables politiques de décider ce qu'il convient de faire. J'ai toujours dit aux gouvernements : "vous ne pourrez jamais être sûr que la sécurité du pays soit menacée si vous autorisez la Chine à fournir les équipements et les logiciels de vos réseaux 5G." C'est toujours la même chose : les experts disent "ne faites pas ça"... Mais là c'est vraiment un choix politique. Il faut être suffisamment courageux pour prendre une décision, quelle qu'elle soit. Surtout si l'on considère l'avance dont dispose Huawei dans les technologies 5G : non seulement leurs équipements sont performants mais ils sont relativement peu chers. Cela dit, le problème est que si les appareils sont piégés, vous ne trouverez jamais le piège. Vous ne pouvez pas disséquer chaque puce, ça ne marche pas comme ça. Et peut-être qu'il n'y aura jamais de problème. Mais on ne sait pas comment va évoluer notre relation avec la Chine dans dix, quinze ans. Et s'il y a effectivement des pièges, ils peuvent être actionnés à n'importe quel moment. Tout peut fonctionner parfaitement pendant des années... Ma position est très radicale, nous n'avons pas besoin de ce genre de problème. Mais nombreux sont ceux au Royaume-Uni qui ne sont pas d'accord. » Effectivement, en janvier 2020, Boris Johnson a autorisé Huawei à participer à l'installation de certaines technologies 5G au Royaume-Uni, au grand dam d'une partie de la communauté du renseignement du pays... avant de faire spectaculairement marche arrière six mois plus tard, sous la pression des États-Unis, et d'interdire à Huawei tous les marchés d'équipement télécom du pays.

LA PUISSANCE PAR LA TECHNOLOGIE Selon Inkster, une des inquiétudes principales pour l'état-major américain est de ne pas pouvoir communiquer dans un environnement sécurisé et contrôlable : « C'est la première fois de leur histoire qu'ils vont devoir s'y atteler. » L'ancien maître-espion rappelle le pouvoir considérable qu'offre le monopole sur certaines technologies : au XIX^e siècle, par le biais de Cable & Wireless, le Royaume-Uni qui installait

tous les réseaux télégraphiques mondiaux détenait par exemple une forme de toute-puissance. De même, à l'époque où Internet était à 100 % dans les mains des Américains, toutes les communications passaient par le territoire américain ou britannique. « Aujourd'hui, cela ne va plus être le cas. Voilà où se situe le débat. » ■

... ou simple concurrent commercial

Nigel Inkster a un avis beaucoup plus mesuré sur la question que sir Dearlove, son ancien supérieur direct au MI6 : « Tout le débat autour de Huawei et de ses équipements 5G tourne autour de l'espionnage et franchement ce n'est pas le sujet. Aucune des opérations d'espionnage industriel n'a utilisé ces réseaux. La 5G, c'est une technologie de rupture parce qu'elle permet à d'autres technologies de fonctionner : l'intelligence artificielle, les opérations autonomes, les objets connectés, etc. En d'autres termes, elle représente beaucoup plus que la somme de ses parties. Pour les États-Unis, son développement par la Chine est un moment équivalent à celui du lancement du Spoutnik par les Russes : un pays concurrent les double sur une technologie critique et devient celui qui va mettre en place les standards mondiaux. Et c'est cela le sujet : si la Chine détermine les standards mondiaux pour la 5G, cela lui donne une influence stratégique et un poids considérables, considérant que cela ouvre la porte à l'intelligence artificielle, à la génération mais surtout au tri de données à grande échelle, et donc au pays un pouvoir et une influence déterminants. »

Si la Chine détermine les standards mondiaux pour la 5G, cela lui donnera une influence stratégique et un poids considérables.

UN BON ARGUMENT DE VENTE Ren Zhengfei, l'ancien ingénieur militaire qui a fondé Huawei et le préside toujours aujourd'hui, a pour sa part une approche assez originale du problème, comme il l'a expliqué en avril 2019 à la chaîne financière CNBC : « Durant le siècle dernier, quelle entreprise a fait peur aux États-Unis ? Les États-Unis n'ont jamais eu peur de rien ni de personne. Quand un pays aussi puissant a peur d'une petite entreprise comme nous, d'autres pays viennent nous dire : "Vos produits sont suffisamment performants pour faire peur aux États-Unis ! On les achète tout de suite, sans même faire de test !" » ■

Une compétition pour l'hégémonie

Le dossier de la 5G révèle ce qui se joue aujourd'hui pour les communautés du renseignement américaines et chinoises : une lutte sans merci pour l'hégémonie mondiale.

Vers un nouvel équilibre des puissances

Désormais fermement aux commandes de ses services de renseignement, Xi Jinping continue de s'en servir comme le fer de lance de l'économie chinoise à travers le monde. En face, les pays occidentaux semblent peiner à trouver une réponse appropriée. Épaulés par leurs propres services, ces derniers tentent tant bien que mal de sensibiliser l'opinion à se méfier de cette nouvelle menace. Sans grand succès jusqu'à présent.

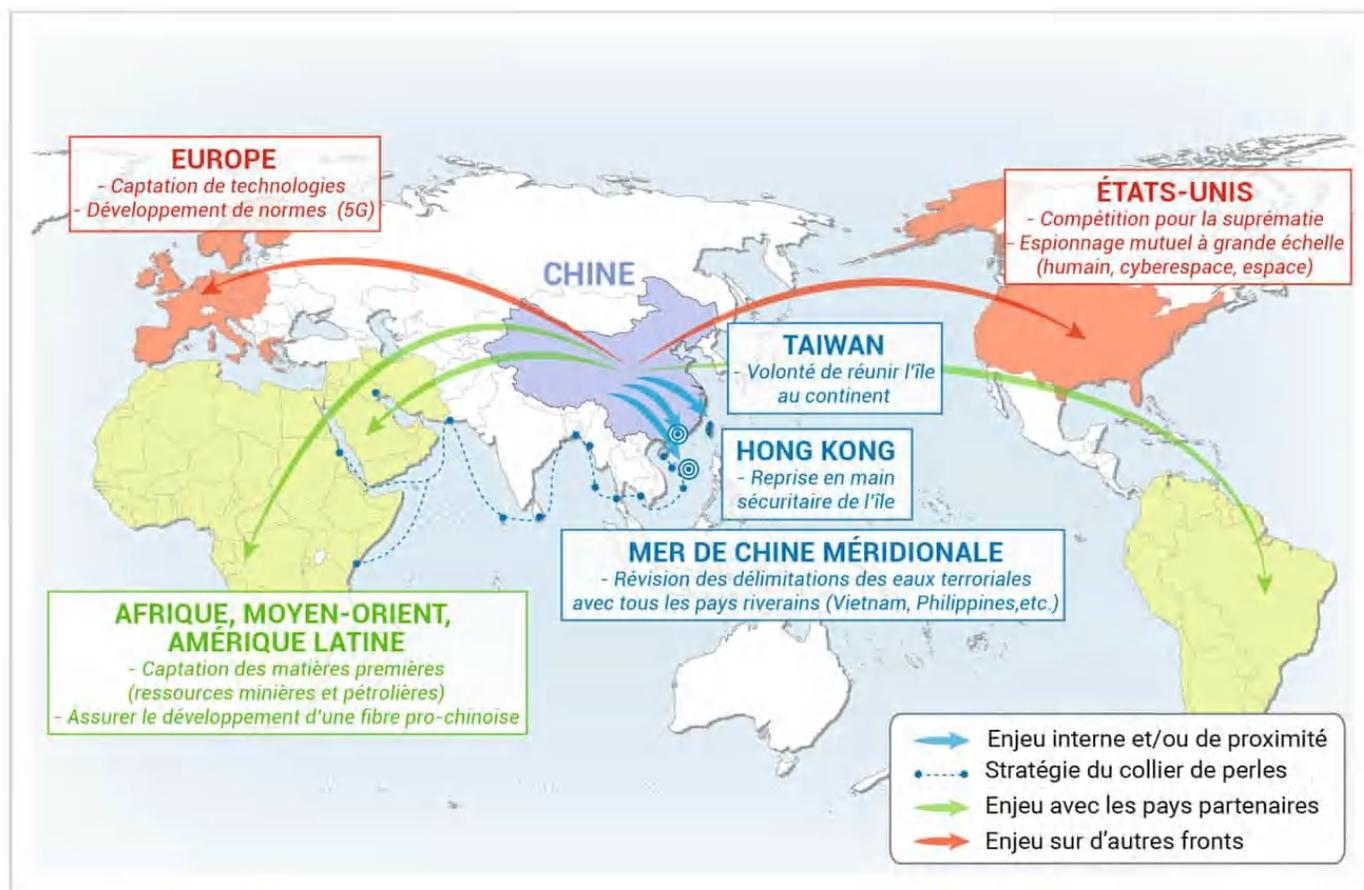
MENACE SUR L'EUROPE L'ex-patron du renseignement intérieur allemand aujourd'hui lancé en politique, Hans-

Georg Maassen, fut l'un des premiers à lancer l'alerte sur l'entrisme économique chinois : « Je l'ai vu en action, et j'ai considéré que c'était non seulement un très grand danger envers l'indépendance économique de l'Allemagne, mais également envers celle des États européens. Suite à de longues et fréquentes discussions sur ce sujet avec mes collègues français, j'en ai conclu que ce que je voyais devait être rendu public, car en tant que directeur du BfV, le service de renseignement intérieur, l'une de mes missions était de prévenir la population. Le pire est que nous devenons économiquement, et même politiquement, dépendant de la Chine. Des milliers d'emplois en Allemagne sont à sa merci. Impossible de décider librement de notre sort. Dans les négociations sur l'installation des réseaux 5G, on nous explique que Huawei devrait opérer sans contrainte en Allemagne. C'est important de tirer la sonnette d'alarme. » ■



John Sawers
Ancien directeur
du MI6

Pour l'ancien directeur du MI6 britannique, John Sawers, personne ne semble avoir une réponse définitive. « Contrairement à la Russie, la Chine ne veut vraisemblablement pas affaiblir l'Occident. Elle veut asseoir sa puissance, étendre son influence et aujourd'hui la Chine a la plus grande économie du monde en termes de pouvoir d'achat et bientôt en termes de marché. Donc, oui, la Chine pose une question stratégique. Mais en Occident nous ne sommes pas intellectuellement préparés pour un monde où il n'y a plus une, mais deux super puissances et où, graduellement, la Chine prend le dessus. Mais il va falloir s'habituer car c'est une évolution naturelle... »



LES DIFFÉRENTS ENJEUX DU RENSEIGNEMENT CHINOIS VIS-À-VIS DES AUTRES PUISSANCES MONDIALES

POUR ALLER PLUS LOIN – À VOIR, À LIRE, À ÉCOUTER

Lust, Caution, de Ang Lee

 L'art de la persuasion, de Guiguzi

L'art de la guerre, de Sun Tzu

Les services secrets chinois, de Roger Faligot

CHAPITRE 6

ISRAËL

LES ESPIONS

DANS L'OMBRE

DES RÉSEAUX

LA COMMUNAUTÉ ISRAËLIENNE DU RENSEIGNEMENT
A LE MÉRITE ASSEZ ORIGINAL DE FASCINER AUTANT
SES ENNEMIS QUE SES ALLIÉS. S'ÉTANT BÂTIS EN
UNE SOIXANTAINÉ D'ANNÉES UNE SOLIDE RÉPUTATION
D'EFFICACITÉ SUR LE TERRAIN, LES ESPIONS DU PETIT
ÉTAT MOYEN-ORIENTAL ONT ACQUIS UNE PLACE
PRÉPONDÉRANTE DANS LE CYBERESPACE.

Le renseignement, au cœur de la construction de l'État d'Israël

Symboles d'excellence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, les services israéliens de renseignement font figure de première ligne de défense d'un pays longtemps seulement entouré d'ennemis.

Crainte et admiration



Jean-Claude Cousseran
Ancien directeur
de la DGSE

En 2019, le Mossad a encore fait la couverture des journaux français : le service israélien est soupçonné d'avoir recruté un agent de la DGSI, le renseignement intérieur français. Ce dossier illustre la fascination, faite d'admiration et de méfiance mêlées, que suscitent les espions israéliens, en particulier en France. En quelques formules lapidaires, l'ancien directeur de la DGSE, Jean-Claude Cousseran, résume la vision de nombreux cadres du renseignement sur leurs homologues israéliens : « Le seul pays où c'est parfait, c'est Israël. C'est là effectivement qu'il y a une forme d'adhésion et de sentiment très profond, à la fois d'admiration pour la technique des services de renseignement et de respect de leur activité... Le cas israélien est très caractéristique. »

Il y a un sentiment très profond à la fois d'admiration pour la technique des services de renseignement et de respect de leur activité.

Comment un pays plus petit que la région Pays de la Loire, âgé d'à peine plus de 70 ans, a-t-il réussi à s'imposer comme une puissance majeure du renseignement, au point d'être craint... par ses alliés mêmes ?

À L'ÉCRAN Depuis quelques années, la fiction israélienne s'est saisie de la thématique du renseignement et certaines séries locales sont parvenues à s'imposer à l'étranger. L'une des dernières en date, *False Flag*, s'inspire au départ d'une vraie opération d'assassinat du Mossad contre un haut cadre du Hamas à Dubaï, en 2010, mais en relocalisant l'action entre Moscou et Téhéran. Enchaînant les coups de théâtre, la série construit un univers où personne n'est réellement ce qu'il paraît être. ■

Un pays menacé depuis toujours

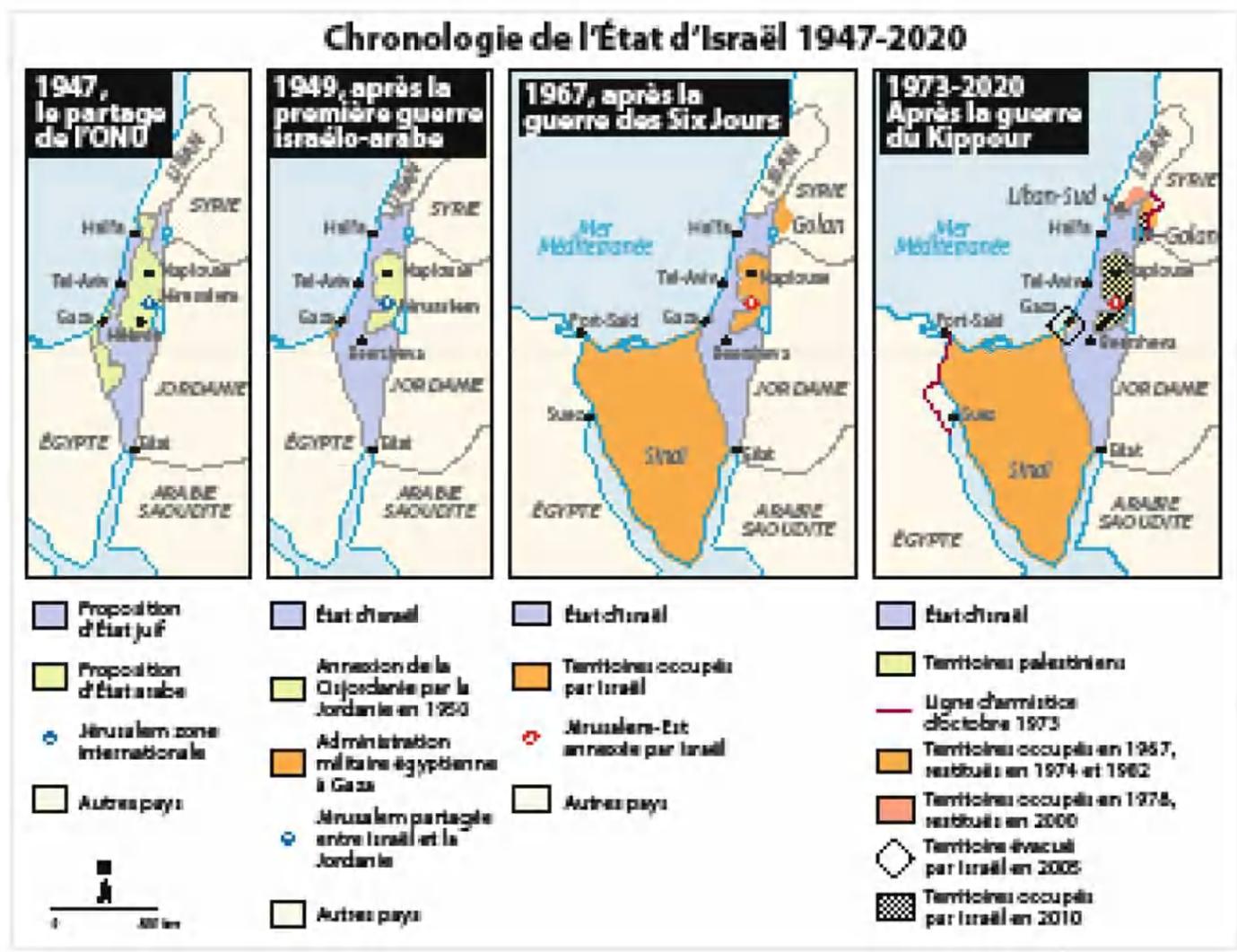


Chuck Freilich
Ancien membre
du Conseil de
sécurité
nationale

Israël est un pays récent entouré de voisins qui souhaitent le renvoyer aux oubliettes de l'histoire. Le risque d'anéantissement a constitué un moteur extrêmement puissant pour les espions israéliens. Longtemps numéro deux du Conseil de sécurité nationale lorsqu'Ariel Sharon était Premier ministre, après une carrière secrète au sein du ministère de la Défense, Chuck Freilich éclaire cette genèse. « Israël a toujours vécu sous une menace sévère, voire extrême. Cela a commencé à l'époque où il n'était pas assuré qu'il soit un jour un État. Après l'indépendance, sa survie n'a pas été garantie pendant des décennies. Même aujourd'hui beaucoup pensent que le pays fait toujours face à des menaces existentielles, notamment nucléaires.

Même hors Iran, le Hezbollah reste un danger majeur. Le Hamas est aussi toujours un

acteur important. Donc le renseignement a toujours été primordial. Et comme Israël est exigu, les marges de manœuvre en termes de sécurité sont toutes petites. » On l'oublie, mais Israël fait 80 km de large à son maximum, 14 km au centre, et même, quelques centaines de mètres seulement plus au sud.



ÉVOLUTION D'ISRAËL DEPUIS SA CRÉATION

Un secteur d'excellence pour des opérations spectaculaires

« L'urgence géographique » dans laquelle ont évolué les services israéliens depuis la fondation de leur État a créé une culture de renseignement faite d'infiltrations et de coups de poker audacieux, qui ont forgé leur légende.

Un secteur prestigieux

Notre capacité à disposer

La situation géographique du pays a donc mis les espions en première ligne. Chuck Freilich poursuit : « Du fait de cette taille, en cas de

d'alertes très précoces est absolument déterminante. Car en théorie, le pays peut être investi en quelques heures.

menace, notre capacité à disposer d'alertes très précoces est absolument déterminante. Car en théorie, le pays peut être investi en quelques heures. Le renseignement a donc toujours eu un rôle prépondérant, en particulier les alertes avancées du renseignement militaire au moment où, il y a dix ou vingt ans, les pays voisins avaient voulu lancer des attaques. » Aujourd'hui, le renseignement ne répond plus à un besoin aussi immédiat pour la plupart des menaces, notamment pour les attaques du Hamas ou du Hezbollah. Ce qui est perçu comme la « menace iranienne », quant à elle, se situe beaucoup plus sur le long terme. Mais parce que les alertes précoces fournies par les services ont joué un tel rôle et ont assuré la survie du pays, l'armée

a un statut social très prestigieux dans le pays et le renseignement est vu comme un secteur d'excellence au sein de l'appareil militaire. Ainsi, quand les jeunes font leur service militaire, ce que la plupart font, ils essaient d'aller dans le renseignement en priorité.

Des opérations spectaculaires

La mythologie du Mossad s'est nourrie de ce rôle de veilleur, mais également des opérations spectaculaires que le service a menées hors d'Israël. Le service s'est au départ concentré sur le rapatriement des communautés juives réparties de par le monde et persécutées en maints endroits, notamment les communautés situées dans les pays arabes, celles du bloc communiste, les Falachas d'Éthiopie et les Juifs du Yémen. Mais la grande opération qui a fait entrer les jeunes renseignements israéliens dans la cour des grands de l'espionnage reste la recherche et l'enlèvement d'Adolf Eichmann, en 1960. Ce, au nez et à la barbe des autorités argentines qui le protégeaient. Le film israélo-américain Opération finale fait revivre cette traque et s'attarde sur le face-à-face entre l'ancien responsable logistique de la Shoah et le chef de l'unité du Mossad, Peter Malkin. D'autres missions, dont le monde a appris l'existence presque en direct, ont marqué les esprits : l'affaires des vedettes de Cherbourg en 1969, l'infiltration de l'entourage du président syrien Hafez el Assad ou du raïs égyptien Nasser via son gendre Ashraf Marwan dans les années 1960, la traque du mouvement palestinien Septembre noir après les Jeux olympiques de Munich en 1972 ou encore le raid d'Entebbe en 1976 (dans lequel le frère aîné de l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu a trouvé la mort). Autant d'opérations où le Mossad a gagné ses galons de service de premier rang.

Tevel (Univers)

En charge de la collecte du renseignement, des relations avec les partenaires étrangers – Américains au premier chef – ainsi que de la diplomatie parallèle.

Tsomet (Jonction)

Pilote les officiers de renseignement du Mossad sur le terrain, les Katsas. Le Tsomet est divisé en sous-régions (Branche israélienne, Branche B, qui couvre l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, Branche C, qui couvre le Royaume-Uni, la France, etc.).

Tzafrim

En charge de la protection des communautés juives à l'étranger, et de leur rapatriement en Israël.

Caesarea

En charge des actions spéciales que mènent les opérations clandestines. La division inclut notamment l'unité Kidon (« baillonnée »), en charge des assassinats ciblés.

Technologie

Développe les outils nécessaires au renseignement. Cette division possède depuis 2017 son propre fonds d'investissement, Libertad, qui investit dans des start-up.

STRUCTURE DE L'INSTITUT POUR LE RENSEIGNEMENT ET LES OPÉRATIONS SPÉCIALES (MOSSAD)

Derrière la start-up nation, la cybernation

Des plateaux du Golan au désert du Neguev, la guerre secrète s'est déplacée très vite, ces dernières années, au cyberspace. Que ce soit dans les technologies de surveillance ou dans le développement d'outils d'attaque informatique, Israël est devenu l'un des leaders mondiaux du cyberrenseignement. Et ce, dans une opacité savamment entretenue.

Le cyber : à l'assaut d'un terrain sensible et stratégique



Tal Dilian Ancien directeur de l'Unité 8100

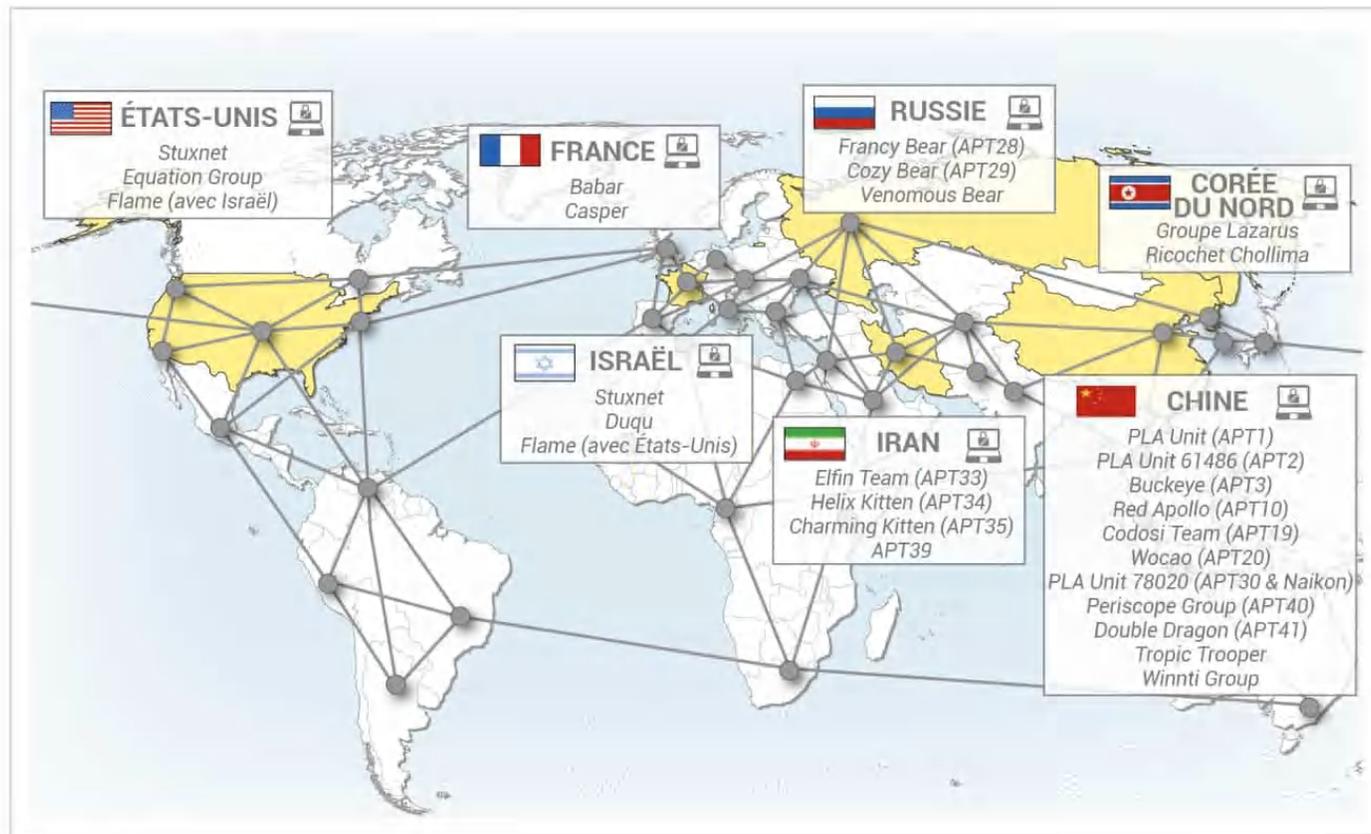
Longtemps très discret, Tal Dilian a travaillé pendant 25 ans dans le renseignement israélien, puis a poursuivi sa carrière dans le privé. Il dirige aujourd'hui l'un des leaders du cyberrenseignement. Il a surtout été à la tête de l'un des services les plus secrets d'Israël, celui des opérations clandestines de Tsahal sur les réseaux, dont l'existence est reconnue du bout des lèvres par les responsables israéliens. Son nom serait l'Unité 8100. Avec l'arme nucléaire, le cyber est l'autre atout majeur du pays pour intimider ses ennemis. Tous les espions se souviennent encore du virus

Stuxnet, élaboré conjointement avec les Américains dans un premier temps, puis perfectionné par les Israéliens seuls. Injecté par ces derniers dans les systèmes informatiques qui géraient les centrifugeuses nucléaires iraniennes en 2010, il avait provoqué un arrêt quasi-complet des centrales. Selon Tal Dilian, « il est très sexy de parler du cyber. C'est une dimension nouvelle, et comme toute nouvelle pratique, au début, vous n'avez pas de règle. Ou, plus exactement, les règles ne sont pas encore assez fortes pour contrôler ce qui se passe dans cette sphère. Donc, les pays sont très vulnérables. Et c'est une vraie faiblesse car le cyber entre jusque dans votre maison, votre téléphone, etc. Si demain, un hôpital est la proie d'une cyberattaque ou que des hackers bloquent une compagnie d'électricité et demandent une rançon, chacun va le voir et le sentir.

Il n'est pas sûr qu'on puisse dire que le cyber est plus dommageable pour un pays qu'un bon vieil espion qui trouve un moyen de compromettre votre sécurité. Mais ce dernier risque est connu, habituel, Avec l'arme nucléaire, le cyber est

et, s'il affecte chacun de nous, nous ne le sentons pas. Alors que dans le cas du cyber, cela nous affecte tous, nous le voyons immédiatement. »

l'autre atout majeur du pays pour intimider ses ennemis.



CYBER, COMBIEN DE DIVISIONS ?

« Un mécanisme vertueux »

Comment Israël, un pays de 8,7 millions d'habitants, en est-il venu à jouer à jeu égal sur les réseaux avec les États-Unis, la Russie et la Chine ? Pour Chuck Frielich, « c'est la suite logique des développements des autres aspects des nouvelles technologies, comme les télécommunications dans les années 1990, puis le cyber à partir des années 2010. Cela est certainement lié à la relation tout à fait unique, en Israël, entre le secteur privé et les départements technologiques de l'armée et des services de renseignement. Si le renseignement est un des éléments les plus importants en Israël depuis sa création, le second serait l'armée de l'air, le troisième serait la technologie. »

Cela est lié à la relation tout à fait unique entre le secteur privé et les départements technologiques de l'armée et des services de renseignement.

Un vivier de compétences

Cela crée une relation unique

Confirmant les dires de Chuck Frielich, Tal Dilian renchérit : « Israël pousse depuis toujours les jeunes générations à aller à l'université puis à s'engager dans l'armée. Cela crée une relation unique avec les

avec les meilleurs étudiants dans des matières comme l'ingénierie et les sciences informatiques, sans doute un millier par an. Puis après trois-quatre ans d'études, ils entrent dans l'armée, les meilleurs d'entre eux dans le renseignement. Puis six à huit ans plus tard, ils reviennent sur le marché du travail. Ce phénomène ramène chaque année des hommes et des femmes d'environ 28 ans avec des compétences incroyables et dans les meilleures dispositions pour créer leur propre start-up. Cela crée le mécanisme vertueux derrière le secteur high-tech et le cyber. » « Mais, précise Tal Dilian, poursuivre sa carrière dans l'industrie des nouvelles technologies après avoir été dans l'armée n'est pas du tout bien vu par le ministère de la Défense, qui préférerait garder ces compétences par-devers lui. Cela dit, cette industrie n'a aujourd'hui plus besoin d'un quelconque renfort du ministère de la Défense. »

L'INGÉNIEUX SYSTÈME DU « DOLLAR PER DOLLAR INVESTMENT » Au début des années 1990, c'est en réalité le département israélien du Trésor – et non le ministère de la Défense – qui encouragea la création de fonds d'investissement dans le secteur des nouvelles technologies, à travers le système dit du « dollar per dollar investment ». Il était alors proposé aux potentiels investisseurs d'être suivis par le Trésor : s'ils mettaient 2 millions de shekels dans une start-up, le Trésor abonderait le capital de celle-ci de la même somme. Le processus, reproduit dans plusieurs centaines de sociétés, a rapidement fait émerger tout ce secteur, avec des valorisations capitalistiques défiant toute concurrence. Au bout de dix ans, le système du « dollar per dollar » a été abandonné, le Trésor déclarant qu'il s'agissait désormais d'un marché libre et solide. Aujourd'hui, il est sans doute le quatrième après la Silicon Valley de Palo Alto, premier au monde, Boston et le Royaume-Uni. ■

Une industrie très influente

Le cyberrenseignement étant devenu un secteur économique à part entière, ses acteurs se sont très tôt lancés à l'export. Créant d'autant plus d'opportunités diplomatico-commerciales pour le petit État moyen-oriental.

Une monnaie d'échange diplomatique

L'excellence israélienne en renseignement cyber s'est transformée en outil diplomatique. Nombre de pays qui, officiellement, n'entretiennent aucune relation avec l'État hébreu, s'équipent en douce de logiciels fabriqués par les sociétés des anciens cyberespions israéliens. Le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats, ou encore le Pakistan, sans compter les trois quarts des pays d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique sont des clients réguliers de ces entreprises, alors même que plusieurs d'entre eux ne reconnaissent pas l'État israélien.

UNE PRATIQUE ANCIENNE Il s'agit d'une manière d'opérer que connaît bien Tal Dilian, et qui, selon lui, existe depuis la genèse de la diplomatie israélienne : « Cela a toujours été le cas pour les innovations technologiques en Israël. Dans les années 1970 par exemple, cette diplomatie technologique concernait les innovations agricoles, notamment les systèmes d'irrigation inventés par Israël, qui ont permis au pays de s'implanter en Afrique. Vous avez donc aujourd'hui beaucoup des relations bilatérales entretenues par Israël fondées sur le soutien à l'agriculture. Clairement, actuellement, le cyber remplit la même fonction ; il permet aux dirigeants israéliens de dialoguer avec des homologues de pays qui ne leur parleraient pas spontanément. » ■

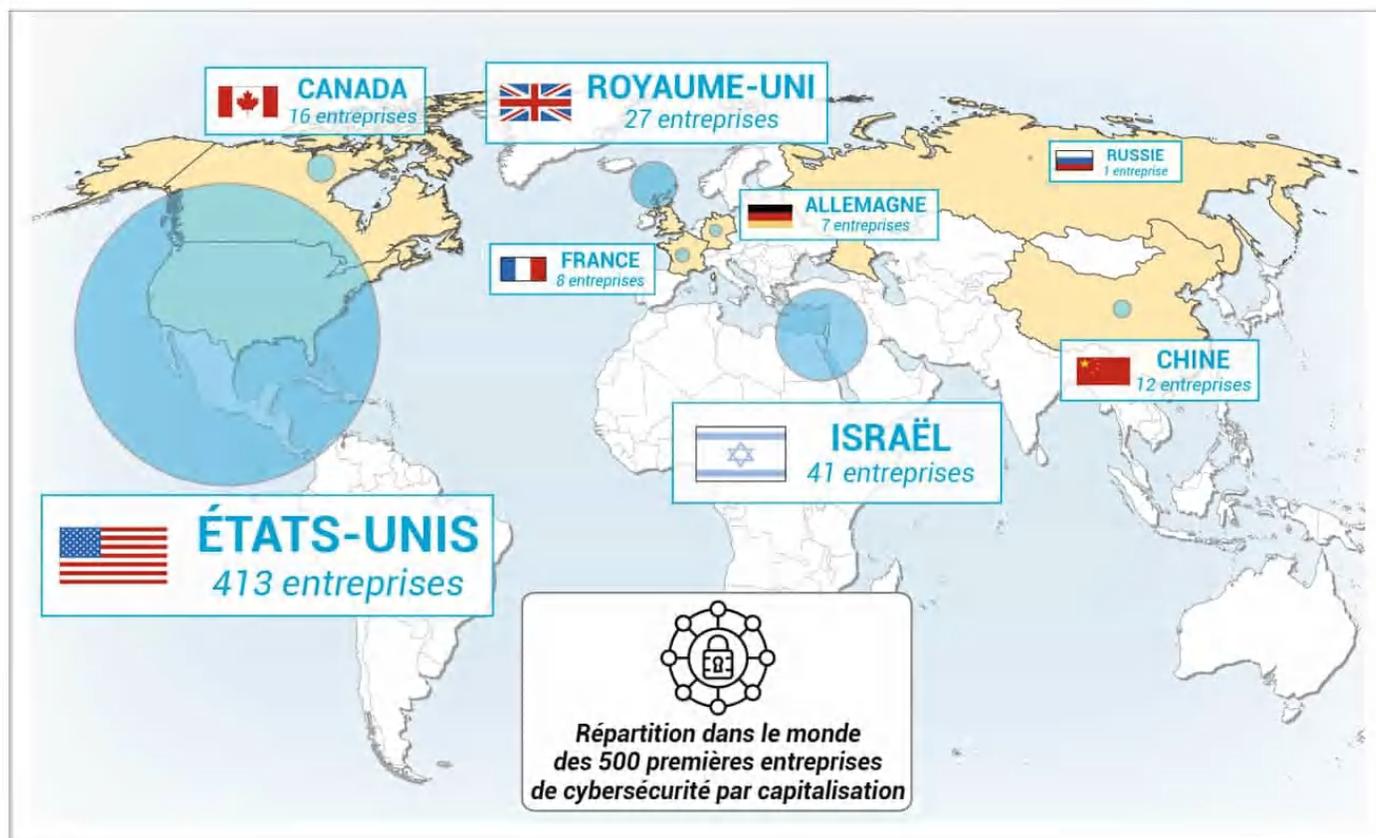
La question du contrôle

Sur la scène internationale, cet activisme des entreprises israéliennes sur tous les marchés de la surveillance inquiète. Plusieurs ONG européennes et nord-américaines accusent les fabricants israéliens de technologie de surveillance, comme le groupe NSO, de fournir à des pays comme le Qatar ou l'Arabie saoudite des outils qui servent in fine à traquer leurs opposants.

Une critique que n'accepte pas Tal Dilian, un des plus importants entrepreneurs du secteur : « Premièrement, les industries de défense et de sécurité sont certainement le secteur le plus contrôlé et régulé dans le monde, en Israël aussi. Les professionnels du secteur en Israël vous diront que c'est même beaucoup trop contrôlé... Exactement comme en Europe et aux États-Unis. Israël a même été l'un des premiers pays à adopter les accords de Wassenaar, qui est le seul texte de régulation quasi universel. »

Good guys et bad guys

« Le poids des ONG et des groupes de défense des droits de l'homme, poursuit Tal Dilian, permet d'équilibrer la balance entre respect des droits humains et sécurité. Personne n'a d'ailleurs encore trouvé le bon équilibre entre ces deux besoins. Il manque au cyber un droit comme celui qui existe pour la guerre : la guerre est amoral, mais le droit dit ce qu'une armée peut faire et ce qu'elle ne peut pas faire. Les sociétés de cyber créent des outils, comme des armes, construites pour des "good guys". Maintenant, ceux-ci peuvent utiliser des bons outils d'une mauvaise manière. Mais vous ne pouvez pas blâmer la société qui a construit l'outil. C'est pareil dans le cyber. Ce n'est pas aux sociétés privées d'imposer la morale du monde en la matière, c'est aux États. Aucune des personnes qui nous écoutent ne voudrait vivre dans un monde où la police n'a pas les cyberoutils nécessaires pour arrêter les criminels et les terroristes. Ces mêmes personnes ne veulent pas non plus que ces outils soient mal utilisés, sur des activistes, des opposants. »



LES PREMIÈRES ENTREPRISES DANS LA CYBER SONT BASÉES AUX USA

Entre services secrets et dirigeants, une ligne directe

Le système israélien de renseignement se caractérise aussi par sa proximité avec l'appareil politique. Le pays est un peu une « AMAP » de l'espionnage : tout y fonctionne en circuit court.

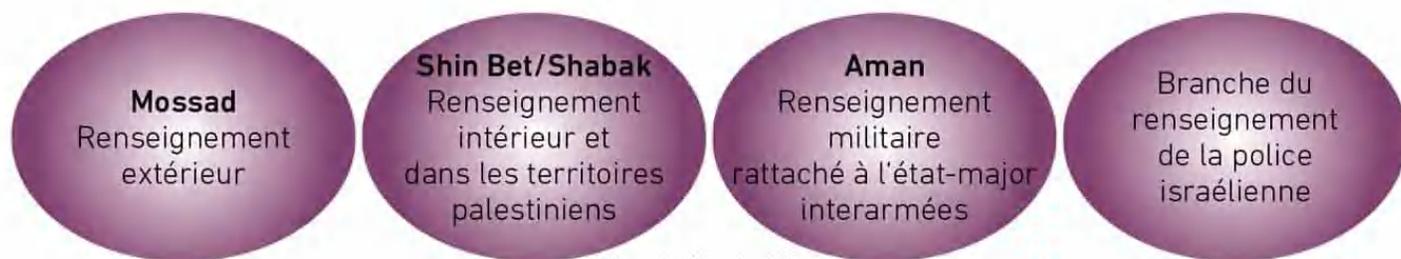
Un sujet politiquement inflammable

Si le renseignement s'est transformé en produit d'exportation et contribue désormais à la croissance israélienne, il demeure, à l'intérieur du pays, un sujet politique inflammable. De toutes les démocraties visitées pour ce tour du monde de l'espionnage, Israël est le seul pays où les questions de renseignement sont autant au cœur du jeu politique. Tal Dilian nous explique : « Il faut bien comprendre qu'Israël est un petit pays. Tout le monde se connaît. Tous les services de renseignement ont le Premier ministre pour interlocuteur direct, ce afin d'avoir une boucle très courte entre le renseignement et la prise de décision politique, mais aussi pour que le Premier ministre puisse entendre les avis divergents des services. »

Israël est le seul pays où les questions de renseignement sont autant au cœur du jeu politique.

UNE ERREUR D'ÉVALUATION Cette organisation date de la guerre de 1973 contre l'Égypte, en raison d'une énorme erreur d'évaluation : le rapport commun que les services de renseignement avaient remis au Premier ministre affirmait qu'il n'y aurait pas de guerre. Après cet événement traumatique, le système a été modifié pour

que chaque service ait un accès direct aux dirigeants politiques, l'idée étant d'ouvrir les vannes pour que différentes opinions arrivent jusqu'au sommet de l'État sans aucun filtre. ■



LES LIENS DIRECTS AVEC LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE/CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE (NSC)

Des espions qui disent ce qu'ils pensent

Pour Chuck Frielich, ce processus de décision donne un bon aperçu d'une des règles non écrites de la relation entre espions et gouvernants en Israël : « C'est l'un des aspects les plus positifs du système israélien : tout le monde attend que vous disiez ce que vous pensez. C'est une leçon directement inspirée par ce qui s'est passé dans les années 1930 en Allemagne. Et de dire : ceci n'arrivera jamais dans notre cas. Mais, quelles que soient les origines de cette tradition, c'est un point vraiment très intégré dans toute la communauté de défense. »

Le Conseil de sécurité nationale

Il y a eu une forte résistance bureaucratique dans les premières années.

Ce fonctionnement en circuit court a été renforcé en 2000 par la création du Conseil de sécurité nationale (National Security Council – NSC). Placé sous la tutelle du bureau du Premier ministre, il a été établi pour traiter les questions sécuritaires, mais aussi pour définir la politique du cabinet du Premier ministre sur ces sujets. Chuck Freilich, qui en a été membre dès sa fondation, se souvient : « C'est une expérience intéressante, qui revient à importer le modèle américain, à savoir un système présidentiel, dans un système parlementaire intégral

comme le système israélien. Israël a été le premier régime parlementaire à le faire, en même temps que les Indiens et quelques années avant les Britanniques. Dans l'environnement israélien, très politisé, il est bien sûr difficile pour un organe technique comme le Conseil de sécurité de jouer le même rôle que dans un système présidentiel. » Dans un système parlementaire, les ministres sont nommés d'abord pour répondre à des logiques de poids électoral. Ainsi, depuis les élections d'avril 2020, le puissant ministère de la Défense est occupé par Benny Gantz, l'adversaire malheureux du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Difficile pour un ministre élu de se voir ravalé, au Conseil de sécurité nationale, au même rang qu'un chef de service administratif, fût-il prestigieux. Comme le note Chuck Freilich, « le ministre de la Défense ou des Affaires étrangères ne veut pas être, en quelque sorte, subordonné à un organe interministériel. Au départ, il n'était pas question pour eux de se plier aux comptes-rendus réguliers au Conseil de

sécurité. Il y a eu une forte résistance bureaucratique dans les premières années. Mais en 2008, à la suite de la guerre "non gagnée" contre le Hezbollah de 2006, beaucoup de décideurs en Israël et à l'extérieur en ont conclu que le système de prise de décision était très imparfait. Une nouvelle législation sur le NSC a été votée établissant précisément son périmètre d'autorité, ses missions. » Celui-ci a gagné en autorité et n'est guère plus contesté aujourd'hui.

Des espions sous pression

S'il permet une réactivité inouïe, ce circuit court entre renseignement et prise de décision politique expose néanmoins à quelques écueils, en particulier celui de politiser les données collectées par les services en fonction des intérêts partisans du moment.

Tentatives de politisation

En contact étroit et quotidien avec le politique, les services de renseignement sont soumis au risque permanent de se retrouver embrigadés dans des batailles politiciennes, en fonction des options choisies et des logiques partisans. Un risque sous contrôle, selon Chuck Freilich : « En réalité, la communauté du renseignement israélienne est très respectée, car elle est apolitique et très professionnelle. À chaque fois que les gouvernants ont essayé d'influencer le contenu de l'analyse des services de renseignement, ça a échoué. Il y a des règles du jeu. Notamment, lorsque les chefs du renseignement présentent au cabinet du Premier ministre une analyse qui est opposée à ce que les gouvernants souhaitent entendre. Bien sûr, cela engendre parfois des tensions dans la pièce... Et il y a tout de même eu quelques cas de tentative de politisation. L'exemple le plus flagrant fut la première guerre du Liban, en 1982. Le ministre de la Défense d'alors, Ariel Sharon, a essayé de faire taire les chefs du renseignement militaire qui portaient une analyse de la situation différente de la sienne. » L'analyse de ces derniers avait alors fuité dans la presse.

Finalement, « c'est la même chose dans toutes les démocraties, relève Chuck Freilich. C'est comme ça que les agents de renseignement sont supposés travailler. Ils sont supposés être apolitiques. Et les leaders politiques sont supposés respecter cette position. Ainsi, lors des réunions du Conseil de sécurité, les chefs de renseignement se tiennent loin des débats politiques du jour, et viennent juste tenir leur position. C'est la même tradition que dans les forces armées israéliennes. » Dans le pays, il n'est pas rare de voir des chefs d'état-major en poste exprimer publiquement des options militaires différentes de celles voulues par le gouvernement.

Les agents de renseignement sont supposés être apolitiques. Et les leaders politiques sont supposés respecter ça.

Le poids des coalitions dans un système parlementaire

Les pressions politiques très vives qui s'exercent sur les services de renseignement israéliens sont aussi une conséquence directe du système parlementaire adopté par l'État hébreu. Les élections sont des scrutins intégralement proportionnels, ce qui génère souvent des coalitions mal assorties, où chaque parti négocie son ralliement en échange d'avantages.

Les chefs du renseignement sont perçus comme les seuls acteurs neutres et objectifs.

« Les discussions intra-gouvernementales en Israël sont plus des affrontements que des vraies discussions politiques, estime Freilich. Dans une certaine mesure, les ministres en place arrivent aux réunions sur la sécurité nationale avec les positions prédéterminées de leurs partis respectifs. Donc, il est difficile d'atteindre un consensus sur des problèmes lourds, et il est compliqué d'avoir une délibération politique sérieuse. Pour obtenir un consensus, il faut justement que les chefs du renseignement soient présents à ces réunions. Ils sont perçus comme les seuls acteurs neutres et objectifs de la pièce. Ils n'ont pas d'autre agenda que la défense d'Israël et d'autre but que de dire la vérité. Ils font leur présentation et donnent leur opinion sur la situation, fournissant la matière à réflexion aux acteurs politiques qui peuvent se dire "OK, voilà donc comment ça se passe. Et ce que nous devons faire". Ils ont ce rôle de légitimation. »

L'APPEL DE LA POLITIQUE Cette position d'arbitre confère aux maîtres-espions une légitimité considérable, que certains ont tenté de transformer en capital politique. « Au fil des ans, de nombreux hauts cadres militaires ont sauté le pas et sont entrés en politique. Certains étaient des anciens chefs du renseignement, par exemple l'ancien Premier ministre Ehud Barak, qui essaie d'ailleurs actuellement de faire un come-back et qui dirigeait le renseignement militaire. » D'autres, comme les anciens chefs du Mossad Meir Dagan et Tamir Pardo, sont devenus des critiques véhéments des politiques gouvernementales. Sans doute, selon Chuck Frielich, à cause de leur entraînement, leur formation, qui les ont amenés à se concentrer sur ce qu'ils estimaient être des informations vérifiées, objectives et neutres. « Aussi est-il plus difficile pour eux d'entrer dans l'arène politique, où le respect de la vérité et des faits n'est pas une valeur aussi forte... » ■

Nouveaux défis

Enfin, aujourd'hui, le plus grand défi sécuritaire d'Israël ne se trouve plus en dehors de ses frontières. L'Égypte, la Jordanie, la Syrie ne sont plus des menaces immédiates, et le dossier iranien répond à des enjeux de plus long terme. À l'intérieur du pays, en revanche, les dissensions sont plus vives que jamais.

Un élément clé de la défense israélienne

Tal Dilian, qui poursuit sa carrière dans l'industrie du renseignement israélienne, fait un état des lieux de la situation : « Dès les tout débuts de la création d'Israël, nous avons compris que le besoin en renseignement était crucial. Vu la taille du pays et l'état de ses relations avec les États voisins jusqu'à il y a au moins vingt ans, nous n'avions en fait pas le droit à l'erreur. L'Égypte, la Syrie et les autres

Le challenge n'est plus aux frontières, le challenge est mondial.

étaient encore forts. Nous devons pouvoir réagir le plus vite possible. Ces vingt dernières années ont un peu changé la donne. Nos ennemis immédiats ont pratiquement tous signé la paix ou ont disparu en tant que puissances. Mais l'islamisme radical a en parallèle émergé et a créé un nouveau défi pour le renseignement israélien. Le challenge n'est plus aux frontières, le challenge est mondial. Avec ça, le renseignement reste l'un des plus importants – sinon le plus important – composants de la stratégie de défense israélienne. »

En interne, une polarisation politique de plus en plus forte

Tous les maîtres-espions le soulignent : la montée des extrêmes dans la vie politique israélienne constitue, aujourd'hui, la principale menace pour les praticiens du renseignement. « De toute évidence, les enjeux de renseignement intérieur sont un peu plus politisés que les menaces extérieures », constate Chuck Freilich.

« Et ceux dont c'est le métier sont souvent interpellés par le débat public. Mais le Shin Bet, le service de renseignement intérieur, maintient ses positions très claires, loin de la pression politique.

L'appareil de sécurité apparaît bien plus centriste que le gouvernement de ces dernières années. Le service s'est retrouvé très régulièrement en porte-à-faux avec ce que les leaders politiques attendaient, mais il ne cède pas. Objectivement, l'appareil de sécurité nationale israélien apparaît bien plus centriste que le gouvernement de ces dernières années. »

En 2012, ce ne sont pas seulement les agences de renseignement, mais tout l'appareil militaire israélien, tout l'establishment sécuritaire du pays, qui s'est élevé – d'abord en privé, puis cela a fuité – contre la volonté du Premier ministre de lancer une attaque contre l'Iran.

Le chef actuel du Shin Bet, Adav Argaman, vient de la droite religieuse. Et son prédécesseur, qui est devenu le chef de la police nationale, venait aussi du même clan. Au départ, beaucoup ont craint que l'origine idéologique de ces deux dirigeants ne finisse par influencer sur leur service. En définitive, ce sont eux qui ont mené les investigations qui ont conduit Benjamin Netanyahu sous trois chefs d'accusation très lourds. Donc, jusqu'à présent, nous n'avons pas vu cet entrisme craint de la droite religieuse. Mais la peur que ça arrive est là... »

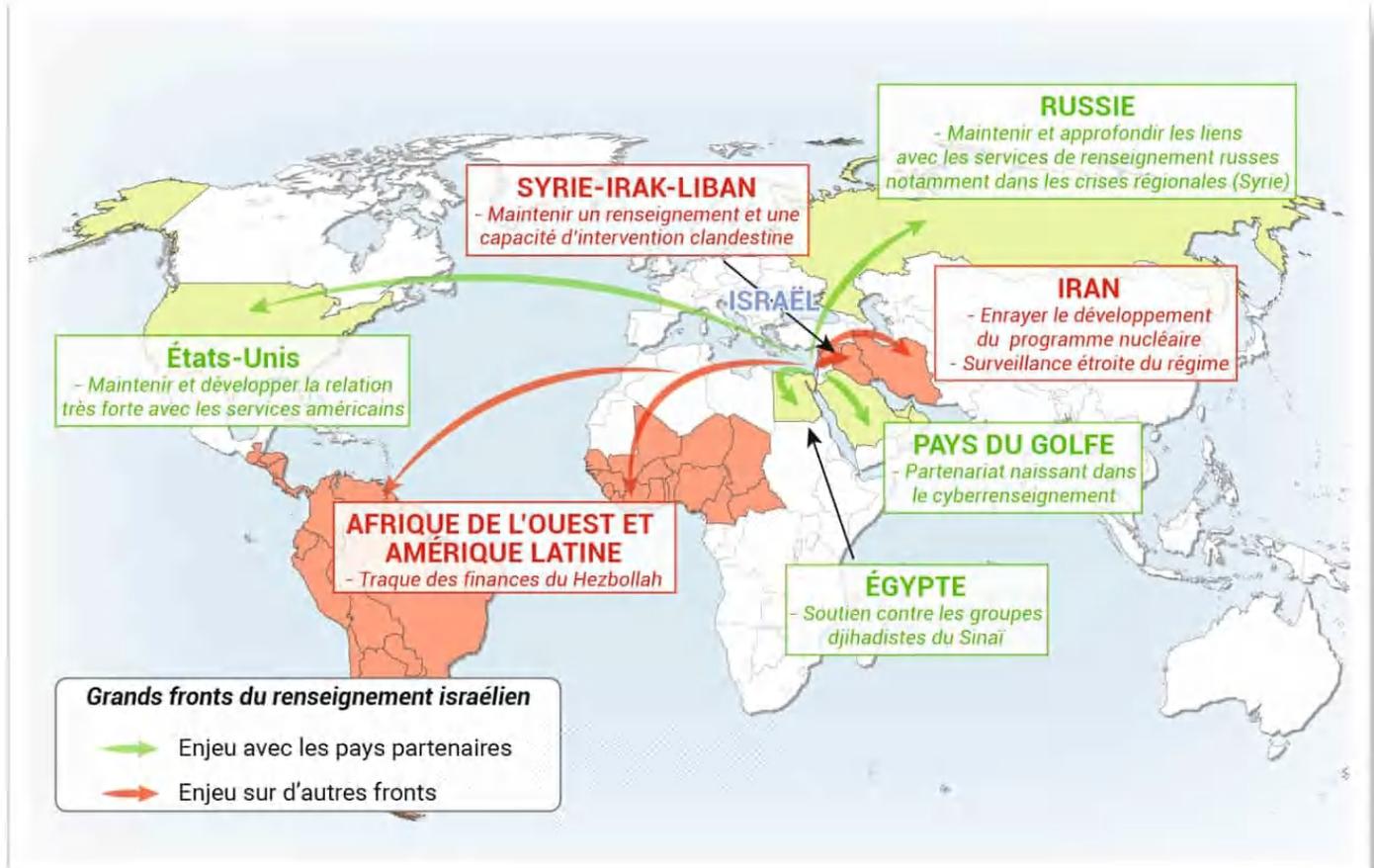
NETANYAHOU ET LES SERVICES DE SÉCURITÉ

Plus endurant Premier ministre de l'histoire d'Israël (1996 à 1999, puis depuis 2009) et président du Likoud, parti conservateur, Benjamin Netanyahu entretient une relation contrastée avec ses services de sécurité et de renseignement. Ancien leader de l'unité de commandos d'élite Sayeret Maktal, il vient du monde clandestin. Mais ses relations ont depuis beaucoup évolué avec les services. À la tête du gouvernement, il s'est heurté à plusieurs reprises aux chefs du Mossad et aux chefs d'état-majors de Tsahal successifs quant à sa volonté de bombarder l'Iran. Il a fini par réussir à nommer en 2016 Yossi Cohen, un proche, surnommé le « Top Model » du fait de son apparence soignée, à la tête du service de renseignement extérieur. Sa proximité avec le Premier ministre lui a d'ailleurs valu d'avoir presque été entraîné dans les accusations de corruption visant Netanyahu et son clan. Depuis 2016, le Premier ministre est ainsi mis en examen par la police israélienne, rejoint par le procureur public, pour corruption dans le cadre de trois dossiers distincts. Ce alors qu'il est l'autorité de tutelle du service, et que le patron de la branche Renseignement de la police siège à son Conseil de sécurité nationale... Signe de la défiance

entre les services de police et lui, Netanyahu est accusé en parallèle d'avoir mandaté des enquêteurs privés pour faire suivre les enquêteurs de police qui enquêtaient sur lui... Ambiance.

Le challenge de l'unité

Tal Dilian a une analyse pessimiste de la situation : « En Israël, la distance est courte entre le moment où un sujet est un dossier technique de renseignement et le moment où il devient un sujet politique, dans le sens où il devient un sujet poussé par les hommes politiques dans le débat public. Israël est très puissant, la plus puissante des nations du Moyen-Orient, et la seule vraie menace envers la survie du pays est intérieure, pas extérieure. Ces vingt dernières années, le pouvoir politique veut faire croire que ce sont les risques extérieurs qui menacent l'existence du pays. S'ils existent, ils ne sont pas la principale menace. Le principal challenge de sécurité nationale d'Israël est de bâtir une vraie société, qui réussisse à unifier des gens fondamentalement très différents, notamment les religieux. »



DE GRANDS ENJEUX MULTIPLES POUR UN PETIT ÉTAT

POUR ALLER PLUS LOIN – À VOIR, À LIRE, À ÉCOUTER

👁️ Munich, de Steven Spielberg ; les séries Fauda, de Lior Raz et Avi Issacharoff ; False Flag, de Amit Cohen et Maria Feldman ; Hatufim et The Spy, de Gideon Raff

📖 Unité 8200, thriller de Dov Alfon, Yossi Melman et Dan Reviv ; The Shadow Wars : The Mossad and the Intelligence Community, de Yossi Melman et Eitan Haber, Yediot Books ; The Spies, Yediot Aharonot et Hamed Books

CHAPITRE 7

L'ALGÉRIE **LE PAYS**

OÙ LES ESPIONS **ONT ÉTÉ ROIS**

MÊME AU REGARD D'UN MONDE ARABE OÙ LA FIGURE DU MAÎTRE-ESPION EST OMNIPRÉSENTE, LES HOMMES DU RENSEIGNEMENT ONT ACQUIS UNE PLACE UNIQUE EN ALGÉRIE. AURÉOLÉS, À L'INSTAR DES MILITAIRES, DE LA VICTOIRE DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE, ILS N'ONT PLUS LÂCHÉ LES RÊNES DU POUVOIR... ET DES AFFAIRES, PENDANT UN DEMI-SIÈCLE. ALORS QUE LE PAYS A CONNU LE SOUFFLE DE LA RÉVOLUTION EN 2019, LES ESPIONS CHERCHENT ENCORE LEUR PLACE DANS L'ALGÉRIE NOUVELLE.

Des espions dans la tempête

2019 restera une année déterminante dans l'histoire algérienne, celle où les grands maîtres-espions du pays ont mis un genou à terre, après un règne de plusieurs décennies.

Des images inédites

Seules quelques images, floues et prises de loin, ont fuité, mais elles sont incroyables. On y voit les généraux Mediène et Tartag, inamovibles chefs du renseignement algérien pendant près de trente ans, montant lentement les marches du tribunal militaire de Blida, entourés d'une escorte de policiers. Pour tous les Algériens qui ont manifesté depuis le printemps 2019 contre la réélection programmée d'Abdelaziz Bouteflika, ces images sont le signal qu'au pays où les espions sont rois, quelque chose a changé. Car les services en Algérie font bien plus que du renseignement : ils sont le garant du pouvoir, si ce n'est le pouvoir lui-même. Un trait resté quasiment unique au monde pendant des décennies, même au regard des régimes arabes voisins.

LE PAYSAGE POLITIQUE EN 2020

AU POUVOIR

- Président **Abdelmajid Tebboune**, élu le 12 décembre 2019
- Chef d'état major, **Said Chengriha** qui a remplacé Ahmed Gail Salah, décédé le 23 décembre 2019
- Le **DRS** dissout en 2015 a donné naissance à trois services :
 - Direction de la sécurité intérieure (rattachée à l'armée), directeur **Ouassini Bouazza**
 - Direction centrale de sécurité de l'armée (DCSA, rattachée à la DSI) directeur **Nabil Benhamza**
 - Direction du renseignement technique (DRT, rattaché à la DSI) directeur **Smaïl Afadjene**

EN PRISON

- **Said Bouteflika**, le frère du Président, accusé de tirer les ficelles dans le pays depuis une décennie, condamné à 15 ans de prison pour complot contre l'autorité de l'État
- **Mohamed « Toufik » Mediène**, ancien patron du DRS pendant 20 ans, condamné à 15 ans de prison pour complot contre l'autorité de l'État
- **Athmane « Bechir » Tartag**, coordonnateur du renseignement à la présidence sous Bouteflika, condamné à 15 ans de prison pour complot contre l'autorité de l'État
- **Louisa Hanoune**, femme politique, condamnée d'abord à 15 ans de prison, libérée début 2020
- **Ali Haddad**, oligarque, condamné à 7 ans de prison pour le financement de la campagne présidentielle de Bouteflika
- **Redha Kouninef**, incarcéré pour malversations financières
- Le général **Khaled Nezzar**, condamné à 20 ans de prison, réfugié à l'étranger
- + des dizaines de généraux incarcérés



LE HIRAK ET LES ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Au cœur du pouvoir

Encore plus que dans d'autres pays arabes, le service algérien de renseignement, le DRS, a toujours été perçu comme un pilier du pouvoir algérien.

Protéger le régime en place



Agnès Levallois
Ancienne déléguée des affaires stratégiques au ministère de la Défense

Ancienne responsable du bureau arabe de la Délégation des affaires stratégiques du ministère de la Défense, aujourd'hui maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique, Agnès Levallois s'est longuement penchée sur les services de renseignement des pays arabes. Pour elle, « il y a des caractères généraux à l'ensemble des services arabes. Le premier d'entre eux, c'est qu'ils sont d'abord là pour protéger le régime. Ce sont vraiment d'abord des services de sécurité. De ce fait, ils ne sont pas tant des services dédiés à la recherche et à l'analyse de renseignement, comme on peut le voir dans les pays occidentaux. »

Cogérer le pouvoir

On se place ici dans une dyarchie du pouvoir : on a les services et le pouvoir présidentiel.

En règle générale, poursuit-elle, dans le monde arabe, « la mission principale des services, dirigés par un chef très proche du Président, du raïs, est de maintenir le système en place. » Mais l'Algérie répond à une autre logique encore : historiquement, les services interviennent en cogestion du pouvoir politique. « On se place ici vraiment dans une dyarchie du pouvoir : on a les services et le pouvoir présidentiel. C'est ce qui s'est passé durant la présidence de Bouteflika, où les services cogéraient le pays avec ce dernier. Et ce jusqu'en 2015, lorsque le Président a décidé la mise à l'écart de Toufik Mediene. Mais pendant toute la période, les vingt-cinq ans qui ont précédé, il s'agissait vraiment d'une cogestion du pouvoir avec un seul objectif : maintenir le système. »

Ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) de 1957 à 1962
– pendant la guerre d'indépendance

Directeur :
Abdelhafid Boussof, dit Si Mabrouk,
dit « L'Homme de la virgule »

Sécurité militaire
de 1962 à 1990

Directeurs :
Kasdi Merbah (1962-1979)
Noureddine Yazid Zerhouni (1979-1981)
Lakehal Ayat (1981-1987)
Mohamed Betchine (1987-1988)
Mohamed Mediene (1988 - ...)

Création en 1990 du DRS

Directeur :
Mohamed Mediene (1990 - 2015)

Le DRS dissous en 2015/2016
a donné naissance à trois services

Direction de la sécurité intérieure (rattachée à l'armée), directeur : Ouassini Bouazza
Direction centrale de sécurité de l'armée (DCSA, rattachée à la DSI) directeur : Nabil Benhamza
Direction du renseignement technique (DRT, rattaché à la DSI) directeur : Smaïl Afadjene

LES DIFFÉRENTS SERVICES DE RENSEIGNEMENT DEPUIS LES ANNÉES 1990

Un flou habilement entretenu



« Marc »

À l'inverse de leurs homologues occidentaux, cantonnés au recueil d'informations susceptibles d'aider à la décision, les services algériens ont ainsi longtemps décidé eux-mêmes de la politique à tenir. Mais leur pouvoir ne s'exerçait que derrière le voile opaque du secret défense, un brouillard de rumeurs invérifiables qui n'ont fait que démultiplier leur aura. Les

espions algériens sont parmi les rares au monde dont le nom même est sujet à caution ! Ce qui fait encore sourire « Marc », un fournisseur d'équipement de sécurité qui travaille avec eux depuis vingt ans et qui nous

a demandé de ne pas utiliser son vrai nom. « Effectivement, c'est très drôle. Les médias algériens ou ceux qui pensent être initiés vont toujours dire "la DRS", parfois vous entendrez "le DRS", d'autres "la DSS"... D'après eux, que j'ai quand même bien côtoyés, c'est bien "le DRS". Parce que c'est le Département du renseignement et de la sécurité. » Un nom tout soviétique, vestige de l'époque où le KGB a formé les premières générations d'espions algériens.

Le nombre d'agents du DRS est lui aussi un secret bien gardé... La rumeur algéroise leur prête des milliers d'agents, voire des dizaines de milliers. Pour plusieurs sources issues de services de renseignement de pays échangeant beaucoup avec leurs homologues d'Alger, ce nombre se situerait en réalité entre 3 000 et 4 000 officiers. Un chiffre presque modeste eu égard à leur propre légende...

Une influence héritée de la guerre d'indépendance

Les services de renseignement ont pu acquérir ce rôle unique de pivot du pouvoir en raison de l'aura qu'ils ont acquis pendant la guerre d'indépendance : être un espion, c'est d'abord être l'héritier des héros de l'indépendance.

Une légitimité historique

Les services ont été créés pendant la guerre contre la France. De ce fait, à l'instar de l'armée, ils ont acquis une légitimité unique.

Comment les maîtres-espions algériens sont-ils devenus cette nébuleuse invisible et surpuissante, souvent surnommée « les décideurs » pour signifier que ce sont eux, et non les ministres à la une des journaux, qui détiennent la réalité du pouvoir ? Pour Agnès Levallois, « ce qu'il faut retenir, c'est qu'en Algérie, les services ont un rôle essentiel depuis la guerre d'indépendance. C'est un élément absolument structurant et qui fait la particularité de l'Algérie. C'est le seul pays de la région qui est passé par une guerre d'indépendance. Les services de renseignement ont existé avant même l'indépendance, puisqu'ils ont été créés pendant la guerre contre la France. De ce fait, les services, à l'instar de l'armée, ont acquis une légitimité unique. La Sécurité militaire (SM), le premier nom des services, a donc eu dès la création du pays un rôle très important, aux côtés du politique, qui était

de toute façon lui aussi composé majoritairement d'anciens combattants. C'était donc le même système, le même milieu. Après, le système a commencé à évoluer, notamment avec le début de l'exploitation de la rente pétrolière. On est passé de la SM au DRS, parce qu'il fallait se réajuster. »

« LA BATAILLE D'ALGER », UN MODÈLE Cette naissance mythique des services algériens est mise en scène dans *La Bataille d'Alger*, le film réalisé par le communiste Gilles Pontecorvo peu après l'indépendance en 1966 et avec l'aide du nouveau gouvernement algérien. L'affrontement entre l'armée française et le FLN y est présenté comme une guerre de renseignement menée pied à pied par les combattants clandestins d'Ali La Pointe d'un côté et le colonel français Mathieu de l'autre. Le film décrit si précisément les techniques d'insurrection et de contre-insurrection urbaines qu'il est très régulièrement projeté aux apprentis espions du monde entier. En 2003 notamment, après la première guerre d'Irak, les officiers du renseignement militaire américain chargés de lutter contre les insurgés à Bagdad étaient vivement encouragés à regarder *La Bataille d'Alger*. Quarante ans auparavant, les officiers de la CIA qui entraînaient les services argentins et colombiens à la contre-guérilla dans la célèbre *School of Americas* le projetaient également à leurs élèves. Le film montre des agents du FLN complètement intégrés à la population. L'indépendance obtenue, les services algériens sont restés présents dans tous les segments de la société, mais cette fois-ci pour les régenter. ■

SONATRACH

Sonatrach, le gardien de la manne pétrolière. Considérée comme la plus grande entreprise d'Afrique, la Sonatrach est la société publique gérant toute l'extraction pétrolière du pays. Créée en 1963, elle assure depuis la stabilité économique du pays. Il faut rappeler que les hydrocarbures représentent 98 % des exportations du pays. La Sonatrach est depuis toujours un enjeu majeur du pouvoir. Les guerres entre la présidence et le DRS s'y sont notamment jouées, chaque pôle du pouvoir lançant des enquêtes contre les dirigeants du groupe affilié à l'autre camp.

Des services au bras long

En plus de se renseigner dans toutes les couches de la société, les espions algériens sont devenus à la fois rois, faiseurs de roi, et contre-pouvoir du roi.

Un bureau de sécurité omniscient et omnipotent

Pour avoir longtemps opéré dans le pays au contact des espions locaux, « Marc » a sa propre analyse : « Les Algériens ont beaucoup appris des Soviétiques et ont transposé ça chez eux, ce qui leur donne une efficacité très concrète qui justifie à mes yeux cette image de service omnipotent. » La réputation des services algériens « est d'autant plus justifiée que pendant très longtemps, jusqu'à il y a une quinzaine d'années, il y avait ce qu'on appelle un "BS", un bureau de sécurité, dans chaque administration algérienne, dans chaque préfecture (wilaya), y compris dans certaines entreprises privées. Un BS, c'était un bureau composé de deux-trois personnes dirigées par un officier et qui étaient là pour rendre compte de tout ce qu'elles voyaient. » Du plus stratégique au plus trivial... « Cela faisait du DRS un organe omniscient et omnipotent. »

Toutes les nominations officielles devaient avoir l'approbation du service.

Agnès Levallois confirme : « On sait qu'il gérait non seulement la rente, mais la presse était aussi totalement contrôlée par le DRS. Rien ne se faisait sans lui. Après, il y a tout ce mythe et la réalité. Donc, il est parfois difficile de savoir exactement ce qu'il en est. Mais en Algérie, pendant longtemps, on vous disait : "Il n'y a pas une nomination importante qui se fait sans l'accord du DRS. Pas seulement au plus haut niveau, mais également au niveau intermédiaire." »

Rien ne se
faisait sans lui.

DES MÉTHODES INSPIRÉES DU KGB Dès la guerre d'indépendance, le tout premier maître-espion du FLN, Abdelhafid Boussof, s'est tourné vers l'Union soviétique pour perfectionner ses hommes à l'espionnage. En 1958, soit quatre ans avant l'indépendance, l'académie du KGB reçoit des recrues algériennes, souvent envoyées pour servir la cause sans qu'on leur ait réellement demandé leur avis. Les maîtres-espions russes apprennent à leurs cadets l'art du cloisonnement, de la dissimulation et de l'obéissance : autant de traits que ces hommes, les « Boussof boys », devenus généraux au sommet de l'État, vont conserver dans leur gestion du pouvoir pendant des décennies. ■

Un réseau d'informateurs

Cette image de surpuissance, comme dans beaucoup de régimes arabes, est décuplée par son omniprésence ressentie par la population. « Les services algériens disposent d'un réseau de correspondants au sein de la société, qui ne sont pas forcément des gens payés par les services, mais simplement un réseau qui permet de savoir exactement ce qui se passe. Dans chaque quartier, vous avez plusieurs personnes qui sont là pour observer et rapporter les éléments toutes les semaines, ou tous les mois, suivant la situation, à la direction des services. Ce système donne de ce fait un poids encore plus important aux services, et au sentiment diffus que vous ne savez pas si votre voisin va régulièrement leur rapporter vos faits et gestes. Cela crée ce sentiment de psychose par rapport à l'environnement dans lequel vous évoluez. »

Cette réputation a longtemps fait vivre la société algérienne dans la crainte... sans pour autant qu'elle se départît d'un certain humour. Pendant longtemps, comme les Algériens avaient peur de prononcer le nom des services de renseignement, alors nommés Sécurité militaire, ou SM, ils parlaient de « Sport et Musique ».

Dans chaque quartier, vous avez plusieurs personnes qui sont là pour observer.

QUAND LA SÉCURITÉ MILITAIRE PRODUIT DES ARTISTES POP Cette omniprésence a parfois été la cause de situations inattendues. Au milieu des années 1980, le lieutenant-colonel de la Sécurité militaire Hocine Senoussi se retrouva à coproduire le premier album de la star montante du raï, Khaled... À Alger, Senoussi dirigeait le centre Riad El-Feth, qui combinait lieu culturel, galerie commerciale et constructions mémorielles telles que le Monument aux martyrs. C'est lui qui, à la demande du producteur de world music français Martin Meissonnier, aida Khaled à obtenir un passeport pour aller chanter en France. Puis il investit dans la production de Kutché, le 45 tours qui allait faire du jeune chanteur des clubs d'Oran une star internationale. ■

Les renseignements dans la décennie noire

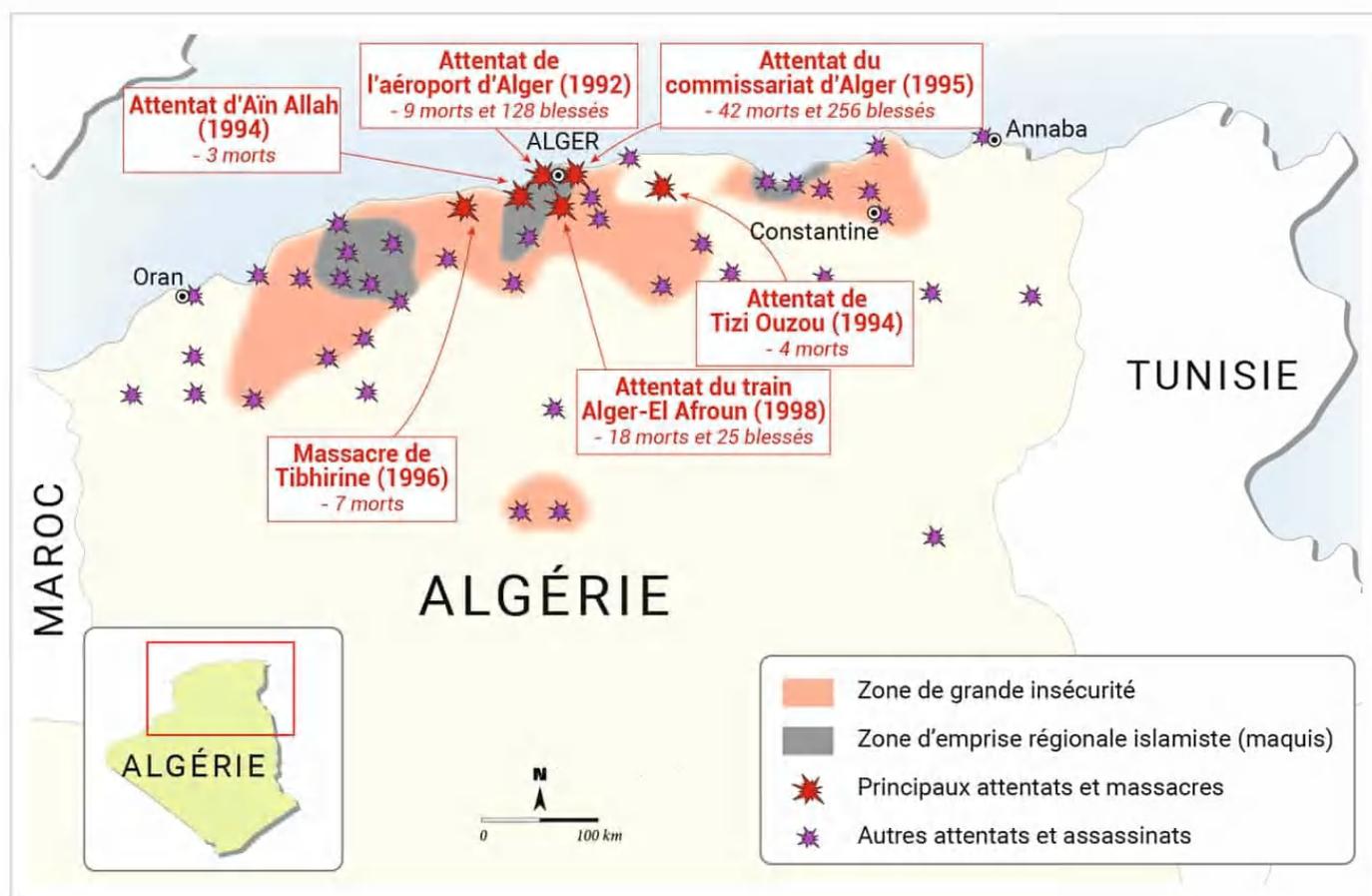
Cette décennie noire marque l'apogée des services algériens, qui n'ont jamais été aussi puissants que lorsqu'ils étaient en première ligne. Déjà très influents depuis la guerre d'indépendance, les services de renseignement voient leur emprise s'accroître pendant la guerre civile opposant le régime et les islamistes, dans les années 1990.

La décennie noire

Cette omniprésence fantasmagorique, combinée à une opacité entretenue, a vite généré d'innombrables rumeurs sur les services algériens, objets de commentaires aussi savants que mal étayés. Un homme à lui seul incarne ce paradigme : le général Toufik Mediene, qui a dirigé le DRS pendant trois décennies avant que la récente vague de manifestations ne contraigne le pouvoir, soucieux de rompre avec le passé, à l'incarcérer.

Près de vingt ans plus tard, aucune enquête nationale ou internationale n'a jamais démêlé les responsabilités de chacun dans cette crise.

Le général Toufik a assis son pouvoir dans les années 1990, alors que l'Algérie était en proie à une vague de terrorisme meurtrier, appelée aujourd'hui la décennie noire. En 1991, l'armée avait interrompu le processus électoral, qui voyait la victoire assurée pour le Front islamique du salut (FIS). Plusieurs groupes islamistes, au premier rang desquels l'Armée islamique du salut (AIS) et le Groupe islamique armé (GIA), se formèrent alors et menèrent une guérilla féroce contre le pouvoir central. Aux attentats et aux assassinats perpétrés par les groupes rebelles répondaient les ratissages meurtriers du maquis par l'armée régulière. Durant cette période, les services furent accusés de laisser prospérer les groupes djihadistes, voire de les encourager. Une thèse alimentée par plusieurs officiers du renseignement algérien réfugiés en Occident, qui témoignèrent dans la presse et surtout à la télévision française dans plusieurs reportages choc.



Près de vingt ans plus tard, et alors qu'aucune enquête nationale ou internationale n'a jamais démêlé les responsabilités de chacun dans cette crise, les opinions restent très tranchées. Ainsi notre témoin « Marc » défend la direction du DRS, avec laquelle il travaille depuis vingt ans : « Sur le DRS, c'est comme pour toute chose dès qu'on s'attaque à ce sujet : il y a ce que vous savez de façon certaine parce que vous l'avez vu, ou ce qu'une de vos sources dont vous avez éprouvé la fiabilité sait. Et puis, il y a ce que vous ne savez pas directement. Et lorsque vous ne savez pas, vous devez fonctionner en termes de probabilité. »

LE MASSACRE DE BENTALHA Pour appuyer ses dires, « Marc » prend sur un exemple concret : le massacre de Bentalha. Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997, les islamistes auraient attaqué ce village situé à environ 15 km au sud d'[Alger](#), faisant près de 400 morts. Pour beaucoup, il s'agirait en réalité d'un coup des services. Le DRS a été accusé d'instrumentaliser les terroristes, de les laisser commettre des atrocités, car cela permettait de justifier le maintien de la loi martiale, alimentant la théorie du « qui tue qui ». Pour « Marc », à Bentalha, « si on ne connaît pas, on peut se dire "c'est vrai, il y avait une caserne non loin de là, et c'est vrai que les militaires ne sont pas sortis ce soir-là". Mais n'oublions pas qu'à ce moment-là, l'armée algérienne n'est pas une armée professionnelle, c'est une armée de conscription. Donc, dans la caserne, il y avait des appelés. Et à des appelés, vous ne demandez pas de cautionner l'assassinat de leurs mères, de leurs sœurs, de leurs voisins. C'est quelque chose que vous pouvez demander à une armée de junte, déconnectée de la population. Et puis, quand vous savez que les groupes islamistes avaient pour mode d'action habituel de créer un abcès de fixation non loin d'une caserne, afin d'attirer les militaires à intervenir en dehors des casernes et de leur tendre une embuscade sur le chemin, tandis qu'un autre groupe attaquait la caserne presque vidée... Donc, l'état-major avait ordonné de ne pas sortir. C'est pourquoi il est pour moi très improbable que les services et l'armée aient cautionné ce massacre. » ■

La loi du talion

Pour « Marc », comme pour tous les proches du DRS, le service a quasiment « sauvé » l'Algérie : « Il faut bien leur accorder une chose, ils ont quand même traversé une période qui était extrêmement obscure, pendant laquelle des femmes et des enfants étaient massacrés, où on les a accusés de tous les maux, avec des gens qui devaient combattre un ennemi protéiforme, infiltré partout. On dit dans les services que tous les commissaires et les généraux tués pendant la décennie noire l'ont été avec la complicité directe ou indirecte de leur chauffeur.. Des gens ont vu leur enfant tué par le fils de la famille voisine avec lequel il jouait auparavant. Et en réalité, on a demandé à ces officiers du DRS de faire le ménage. À partir d'un certain moment, les modes d'action humanistes ne suffisaient plus forcément. C'est facile, a posteriori, de dire qu'ils se sont sali les mains. Le Tigre, le surnom de Bechir Tartag, le patron du renseignement anti-terroriste d'alors, était réputé pour avoir eu la main lourde : oui, sans doute. Mais lorsque vous voyez vos amis, votre famille se faire tuer, ça ne vous donne pas forcément envie de faire dans le détail. » La fin justifierait les moyens, en somme. Une explication qui laisse sur sa faim les familles des nombreuses victimes de massacres non élucidés...

UN TRAUMA NATIONAL Contrairement à la guerre d'indépendance, largement mise en scène des deux côtés de la Méditerranée, la décennie noire reste un trauma national qui se ressent jusque dans la fiction : il n'existe pas de film, peu de livres, mis à part le premier polar de Yasmina Kadra, Morituri, ou le Dernier été de la raison, de Tahar Djaout. Seul le cinéaste français Xavier Beauvois, à travers Des hommes et des dieux, replonge dans cette période pour évoquer la vie des moines trappistes de Tibhirine, assassinés dans des conditions encore non élucidées en 1996. La responsabilité des services algériens dans cet épisode reste, encore aujourd'hui, très floue. ■

Le paravent de la lutte antiterroriste

La guerre indiscriminée que les services mènent aux groupes djihadistes actifs dans le pays leur confère une réelle aura auprès de leurs partenaires étrangers, singulièrement occidentaux.

Une carte jouée de main de maître

Comme l'explique Agnès Levallois, « les services arabes ont très bien compris comment gérer la relation avec les Occidentaux sur la question du terrorisme. Ils peuvent leur faire avaler absolument tout et n'importe quoi au nom de la lutte contre le terrorisme. C'est un terrain de coopération qui est parfaitement bien manipulé par les services arabes : mettre en avant le danger que représente le terrorisme et à partir de là, comme ils savent très bien que c'est l'angoisse numéro un des services occidentaux, leur servir exactement ce qu'ils ont envie d'entendre ». En la matière, les Algériens savent gérer cette carte de main de maître, à l'instar de leurs homologues syriens et marocains. « Ils savent très bien ce qu'il faut dire ou donner à un moment précis pour pouvoir obtenir plus après, en termes de coopération, de formation, de livraison de matériel technique. Et ce, à des fins qui correspondent plus à leurs intérêts, et pas forcément à la lutte contre le terrorisme... »

Ils savent très bien ce qu'il faut dire ou donner à un moment précis pour pouvoir obtenir plus après, en termes de coopération, de formation, de livraison de matériel technique.

UN ALLIÉ ACQUIS Dans sa relation à l'Algérie, la France fait figure d'exemple type de ce phénomène, comme le confirme « Marc » : « L'allié du DRS, ce fut la DST [ancêtre de la DGSI, le service français de renseignement intérieur], avec certains de ses chefs bien connus. Les services algériens ont toujours eu tout de même le souci de ne pas être taxés de couvrir les terroristes, de couper court à ces accusations de "qui tue qui". Et pour ça, la DST était pour eux un allié acquis, avec lequel ils étaient coopératifs. En pointe de cette relation avec la DST, côté algérien, il y avait Smain Lamari, le patron de la direction du contre-espionnage de l'époque, mort en 2007, qui a été l'un des meilleurs amis du service français pendant très longtemps. Il y a eu une coopération relativement sincère à ce moment-là. » ■

Des alliés occidentaux en porte-à-faux

Leurs partenaires occidentaux ont commencé à craindre d'être associés de trop près à une institution soupçonnée de nombreuses

Mais la manière brutale dont les services algériens ont géré cette lutte contre le terrorisme a fini par placer en porte-à-faux leurs partenaires occidentaux qui, à la fin des années 1990, ont commencé à craindre d'être associés de trop près à une institution soupçonnée de nombreuses exactions. « Même si les services algériens étaient décrits comme extrêmement autoritaires et puissants, ils ne pouvaient pas complètement s'abstraire des questions qui se posaient alors dans leurs discussions avec les services occidentaux, que ce soit les Français ou les Américains », confirme Agnès Levallois. C'est notamment l'époque où monte en puissance la Cour pénale internationale (CPI), à La Haye, qui commence à regarder de près ce qui se passe dans le pays. Les

exactions. services algériens, par réalisme ou, selon Agnès Levallois, « pour sauver leur peau et sauver leur gestion de la rente », ont tout fait pour ne pas aller trop loin et s'aliéner leurs partenaires occidentaux. Ainsi, ils ont pu rester un pilier central du régime.

Sortant peu à peu de cette guerre civile larvée, les services ont cherché à tout prix à reprendre du poil de la bête. Pour l'experte de la Fondation pour la recherche stratégique, ils devaient avant tout organiser l'après-décennie noire. « Ils avaient beaucoup moins de capacité de projection à l'extérieur, parce qu'il leur avait fallu gérer leur situation intérieure. Ils avaient des défis tout de même majeurs et avec, on l'a bien vu, des tensions au sein même du système. »

LES LIENS ENTRE DRS ET CIA La lutte anti-terroriste a rapproché les services algériens de leurs homologues américains. La CIA a découvert avec retard la mouvance djihadiste internationale, jusqu'à ce qu'à l'orée du nouveau millénaire, l'Algérien Ahmed Ressam ne projette de commettre un attentat à la bombe à l'aéroport de Los Angeles. L'agence américaine de renseignement s'est alors rapprochée du DRS, perçu comme un fin connaisseur du dossier. Les échanges se sont multipliés et les cadets du renseignement algériens ont commencé à suivre des formations aux États-Unis.

En plus de la formation, cette coopération américano-algérienne passe par l'achat de matériel. Ces dernières années, Alger s'est équipée en avions de surveillance, dits ISR pour Intelligence, Surveillance & Reconnaissance, auprès d'équipementiers américains. De même, les services algériens cherchent à acquérir des satellites-espions auprès des États-Unis. ■

Présidence et renseignement : la bataille pour le pouvoir

La fin de la décennie noire est marquée par l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika au pouvoir, en 1999. Sa priorité a été de remettre l'armée et les services à leurs places, dans les casernes.

Donner des atours civils au pouvoir

Agnès Levallois livre son analyse : « Abdelaziz Bouteflika a été complètement mobilisé pendant toutes ses premières années de présidence par cet objectif de reprendre le dessus : que ce soit le politique qui pilote, en mettant au pas l'armée mais aussi les services, afin d'avoir les mains libres, notamment dans la répartition de la rente pétrolière. »

Dans tous les pays arabes, les dirigeants, qu'ils soient présidents ou émirs, prennent grand soin d'organiser une concurrence entre leurs divers services de renseignement, afin qu'aucun ne devienne trop puissant. À son arrivée à la tête de l'État algérien, Abdelaziz Bouteflika a repris cette vieille recette à son compte. « Marc », à cette époque au plus près du pouvoir, se souvient : « En 1998, quand il a fallu aller se trouver un nouveau président "plus civil", on parlait de trois piliers de pouvoir en Algérie : la présidence, l'armée et le DRS. L'armée et le DRS

Le président était fait par l'armée et le DRS, qui décidaient qui placer là.

étaient alors unis ; depuis 1990, le DRS était rattaché au ministère de la Défense. La présidence était le pilier faible. Le président était fait par l'armée et le DRS, qui décidaient qui placer là. En 1998, la campagne du "qui tue qui" avait évolué en risque de tribunal pénal international pour l'Algérie, avec ce fameux dossier des 7 800 disparus (on parle de 7 200 publiquement, mais en réalité, c'est 7 800). Celui-ci faisait craindre aux généraux algériens, qui commençaient à passer pour une junte, un procès international. Ils se sont alors dit qu'il fallait absolument qu'ils se dotent d'un pouvoir aux atours civils. »

BOUTEFLIKA, L'ERREUR DE CASTING SOUS-ESTIMÉE PAR LES GÉNÉRAUX Au lieu de coopter l'un d'entre eux et de confier la présidence à un général, « les généraux algériens ont décidé de se trouver un civil qui défende les intérêts de l'armée et qui ferait ce qu'on lui dit. Mais, erreur de casting complète ! Ils ont sous-estimé la mégalomanie de Bouteflika. Ils avaient eu pourtant des indices de certains généraux qui rapportaient que dès 1999, il disait "Je veux une élection avec un score supérieur à Bourguiba [en Tunisie], je veux 95 % !", car les résultats d'élection en Algérie étaient établis dans un bureau du ministère de l'Intérieur et du DRS. Avec Bouteflika, la présidence est vraiment devenue un pilier du pouvoir algérien. » ■

Diviser pour mieux régner

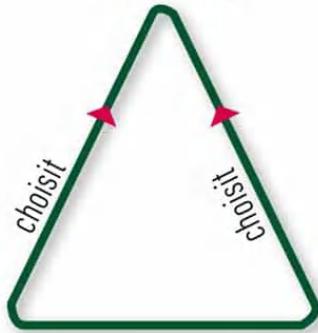
Le pilier le plus fort est vraiment devenu la présidence, qui a même fini par abaisser considérablement le pouvoir du DRS.

C'est en 2004 que le centre du pouvoir bascule vers la présidence, après des luttes d'influence homériques au sommet des différents piliers du pouvoir algérien. « Marc » se souvient : « Comme c'est quelqu'un de très malin, Bouteflika a su jouer le DRS contre l'armée pour être réélu en 2004. Là où tout le monde attendait la victoire d'Ali Benflis, y compris les services. D'un côté, l'armée était alors dirigée à l'époque par Mohamed Lamari, un grand costaud très charismatique, mais que Bouteflika insupportait ; de l'autre côté, un Toufik Mediene beaucoup plus posé, très calculateur, très fin, qui évitait tous les coups de gueule. Et comme Lamari pouvait gêner les ambitions de Toufik, cette situation a finalement fait gagner Bouteflika. À partir de ce moment-là, Lamari a claqué la porte de dépit, et il s'est alors dit dans les milieux autorisés militaires que Toufik avait trahi. Cela confirmait qu'il y avait bien alors trois piliers distincts. » Pour remplacer Lamari, Bouteflika a nommé le général Ahmed Gaid Salah à la tête de l'armée, qui n'était pas exactement un ami de Toufik... « Le pilier le plus fort est vraiment devenu la présidence, qui a même fini par abaisser considérablement le pouvoir du DRS. »

LE DÉMANTÈLEMENT DU DRS Étalées sur plus d'une décennie, ces manœuvres de la présidence algérienne lui ont permis de cueillir le DRS comme un fruit mûr, en le supprimant purement et simplement en 2015. De l'autre côté de la Méditerranée, Bernard Bajolet suivait la situation, alors qu'il dirigeait les espions français. « Au moment où j'étais encore en fonction à la DGSE, le DRS a été démantelé. Quelque temps auparavant, quand j'étais ambassadeur à Alger [2006 à 2008], le président Bouteflika m'avait dit qu'il trouvait que les services avaient trop de poids, trop d'importance. Qu'il était obligé de s'en remettre à eux pour des nominations importantes. Il avait peur. Quelles que puissent être les relations personnelles entre le Président et les chefs des services, il y avait un problème de pouvoir qui s'est traduit, dans la perspective de la succession, par le démantèlement du DRS, avec la création d'un poste de coordinateur du renseignement auprès de la présidence – occupé à sa création par le général Tartag – et la division du service en deux branches. » ■

1999

la Présidence
(Bouteflika)

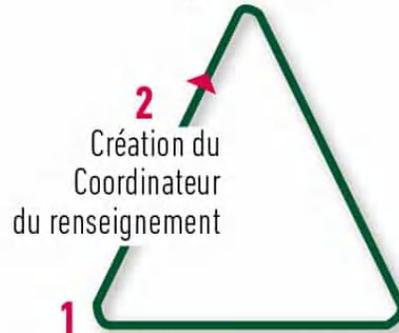


DRS (Toufik)

l'Armée (Lamari)

2015

la Présidence
(Bouteflika)



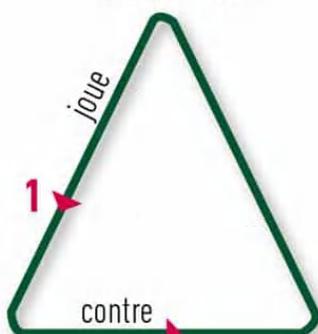
DGDSE
DGDSI

DRS (Toufik)
démantelé

l'Armée (Gaid Salah)

2004

la Présidence
(Bouteflika)

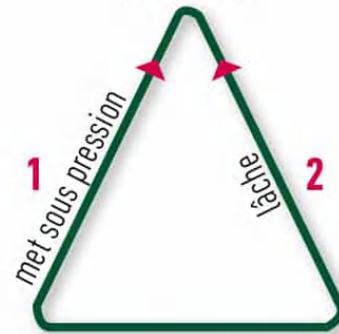


DRS (Toufik)

l'Armée (Gaid Salah)

2019

la Présidence
(Bouteflika)



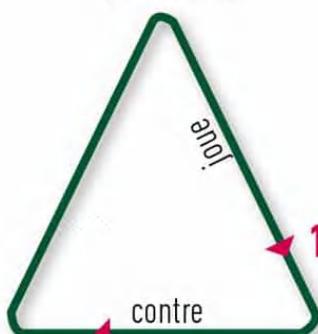
la Rue

l'Armée (Gaid Salah)

23 décembre 2019
Bouteflika écarté,
et mort d'Ahmed Gaid Salah

2014

la Présidence
(Bouteflika)

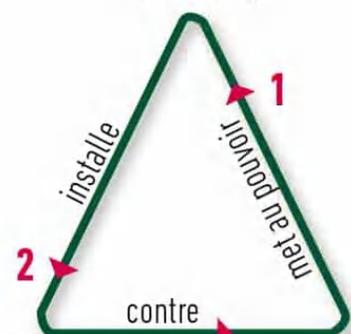


DRS (Toufik)

l'Armée (Gaid Salah)

2020

la nouvelle Présidence
(Tebboune)



Nouveau service
de renseignement

l'Armée (Chengriha)

LE TRIANGLE DU POUVOIR

Le Département du renseignement et de la sécurité n'a pas agi seulement comme un service de sécurité intérieure, il reste aussi un organe d'influence à l'étranger. Largement méconnu, ce rôle a pourtant été déterminant pendant des décennies.

Le Sahel, pré carré des renseignements algériens

Sitôt la situation interne stabilisée après la décennie noire, le renseignement algérien a pu se renforcer hors de ses frontières, notamment en Afrique. « Marc » était aux premières loges : « À ce moment-là, le DRS était capable d'intervenir aux frontières, et au-delà, en infiltrant des gens. Ils avaient des officiers qui arrivaient à s'entretenir avec Mokhtar Belmokhtar et d'autres chefs djihadistes d'Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), et à aller avec eux au Mali, dans leurs zones. Le DRS était bien, très bien renseigné sur ce qui se passait au sud du pays. Il a toujours considéré cette zone du Sahel comme son pré carré, ce qui a fait qu'on a pu dire qu'il n'était pas très coopératif avec les Français quand ceux-ci montaient des opérations antiterroristes dans la région. » Une gêne qui perdure encore : le leader d'AQMI, l'Algérien Abdelmalek Droukdel, a été tué le 3 juin 2020 par un raid français, sur renseignement américain, à la frontière nord du Mali. Ce alors que Droukdel est longtemps resté cantonné dans sa base arrière de Kabylie, dans le nord de l'Algérie. Manifestement, il a pu traverser les 1000 km de territoire algérien qui le séparait du Mali sans être inquiété.

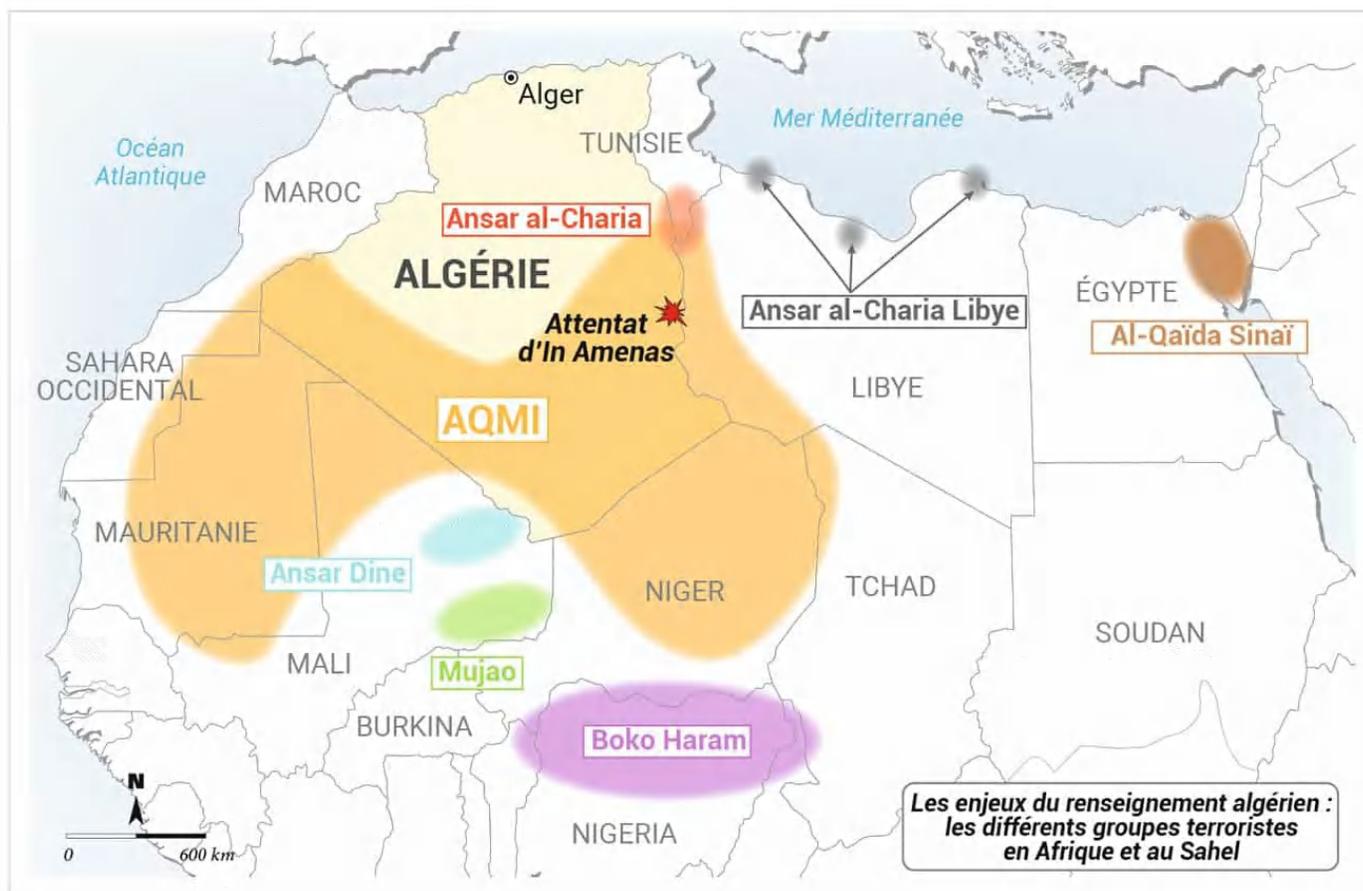
LE TRAUMATISME IN AMENAS Un événement a profondément marqué les services algériens : l'attentat d'In Amenas. Dans ce gigantesque complexe gazier, situé non loin de la frontière algéro-libyenne, un groupe djihadiste, les Signataires par le sang, une branche dissidente d'AQMI, a mené une méga-prise d'otages en janvier 2013, qui s'est soldée par la mort d'une trentaine de personnes – il est encore aujourd'hui difficile de connaître le bilan exact. L'ironie, pour les services algériens, reste que cette attaque a été montée par Mokhtar Belmokhtar, ce chef djihadiste né dans la guérilla islamiste de la guerre civile du pays, qu'ils pensaient « tenir » un minimum... ■

Trafic d'influence

« In Amenas a vraiment été un moment très dur pour les Algériens, affirme Agnès Levallois. Ils se sont rendu compte qu'ils payaient très cher de s'être moins intéressés à leur environnement régional. Dès lors, la priorité a été de surveiller les mouvements de djihadistes au Sahel – mais comment surveiller une région aussi grande que ce désert et ces centaines de kilomètres de frontières ? On voit alors à nouveau les Algériens à la manœuvre pour tenter de régler les sujets régionaux. La diplomatie algérienne a tenté de régler le conflit au Mali, ce qui était une réponse à la question sécuritaire de leurs frontières, mises à mal par l'attaque du site d'In Amenas. L'intérêt manifeste des Algériens pour le Sahel vient d'une obsession : éviter que la France rejoue un rôle primordial dans la région. Ce n'était pas acceptable pour les Algériens que la France en fasse trop dans la zone. » La suite des événements, avec le déclenchement des opérations militaires françaises au Mali à partir de 2013, a donné toute matière à leurs craintes.

SE POSER EN GENDARMES DE LA RÉGION La diplomatie algérienne continue cependant à revenir dans le jeu régional. Élu fin 2019 après l'éviction de Bouteflika par le mouvement de contestation Hirak, le nouveau président

Tebboune a surpris la plupart des observateurs en multipliant dès sa prise de fonction les contacts avec les différentes parties de la crise libyenne. Une initiative autant dictée par la menace que fait peser sur les frontières du pays l'implosion de la Libye, que par la crainte de voir l'Égypte ou la Turquie, cette fois, assurer un rôle prépondérant à Benghazi et Tripoli, dans son voisinage direct. ■



LE RETOUR DE L'ALGÉRIE DANS LE JEU RÉGIONAL

Avec la France, une coopération ambiguë

La relation entre services algériens et français reste d'une extraordinaire singularité. Parlant la même langue, ces services partagent une longue histoire commune, qui en font tantôt des alliés, tantôt de féroces adversaires.

Jeu de dupes



Bernard Bajolet
Ancien directeur
de la DGSE

Successivement ambassadeur à Alger, puis coordinateur du renseignement à l'Élysée, et enfin directeur de la DGSE, Bernard Bajolet a dû gérer cette réticence des services algériens à voir la France se mouvoir à ses frontières. « Les Algériens ont toujours eu une très bonne expertise sur le Sahel, qui nous intéresse beaucoup, ainsi que sur la Libye, qui nous intéresse beaucoup aussi... », mais la coopération est toujours délicate, car il existe une grande méfiance à l'égard de la France en général, comme on l'a vu, et de la DGSE plus particulièrement.

ENTENTE CORDIALE Ayant traité pendant plus de dix ans avec les services algériens, Bernard Bajolet confie : « J'ai été reçu à plusieurs reprises par le général Mediène. Et je ne vous le cache pas, je prenais du plaisir à ces entretiens. Car c'était toujours extrêmement passionnant ; les analyses qui étaient faites étaient toujours très fines. Il n'y avait aucune acrimonie. Il n'y en a jamais eu. C'étaient des relations, des échanges où on se disait les choses mais c'était toujours très amical, très chaleureux. Mais lorsqu'il s'agissait de coopérer de façon plus opérationnelle, c'était plus difficile. » ■

Il existe une grande méfiance à l'égard de la France en général, et de la DGSE plus particulièrement. exceptionnels de l'armée. »

Le maître-espion poursuit : « Alors, le service intérieur [la DST] a longtemps été persuadé qu'il coopérait aisément pour des raisons historiques, mais, entre nous, je ne suis pas sûr que cela ait produit davantage de résultats. Les entretiens étaient intéressants, mais j'ai toujours eu le sentiment d'une certaine réserve, du fait de cette méfiance.

Et donc la coopération en matière de lutte contre le terrorisme n'est pas si facile que cela. Je me suis même demandé à un certain moment si les Algériens n'avaient pas intérêt, au fond, au maintien d'un terrorisme résiduel en Algérie, qui permet de justifier les pouvoirs

Pour éclairer ses dires, l'ancien directeur de la DGSE se livre à une confiance : « Parce que je peux vous le dire, à certains moments, les services algériens m'ont demandé des renseignements sur la localisation d'un certain nombre de terroristes, que nous avons fournis mais qui n'ont pas été utilisés... Et puis, sur le Mali, aussi, où l'Algérie a joué un rôle très important dans les accords d'Alger, on a eu ensuite le sentiment d'un moins grand engagement pour la mise en œuvre de ces accords... Comme si au fond l'Algérie voyait tout au prisme de l'influence française, et nous prêtait des desseins que nous n'avions pas. Seule nous intéressait la stabilisation de l'Afrique du Nord et du Sahel. »

Et donc la coopération en matière de lutte contre le terrorisme n'est pas si facile que cela.

DES SERVICES TRÈS RENSEIGNÉS SUR LA FRANCE Mais le Sahel n'est pas la seule zone d'opération extérieure des services algériens. Depuis la guerre d'indépendance, ils comptent parmi ceux très renseignés sur la France, peut-être les mieux renseignés, comme le reconnaît « Marc ». « N'oubliez pas qu'en France, il y a tout de même une très forte communauté de Franco-Algériens et d'Algériens et, par extension, en Europe, le DRS peut mener des actions. » Il se fait alors grandiloquent : « Je pèse mes mots quand je dis que le DRS est capable, par exemple, de lancer une opération Homo [un assassinat ciblé, dans le jargon des espions] sur le territoire français ou en Allemagne. Vous avez le cas de l'assassinat d'Ali Mecili [un ancien responsable du renseignement algérien devenu opposant au régime], en 1987. Certes, la justice a tranché d'une certaine façon, mais à ce moment-là, il y avait peu de gens pour ne pas attribuer cet assassinat au DRS. De la même façon, il y a eu l'assassinat de Krim Belkacem à Francfort en 1970, qui a quasiment été revendiqué publiquement par le DRS. » ■

L'Algerian Connection

Le service de renseignement algérien a ses représentants officiels à l'étranger, dans chaque délégation diplomatique. En France, il s'agit d'un des plus capés du service. Comme l'explique « Marc », « au sein de l'ambassade d'Algérie à Paris, vous avez forcément un représentant du DRS qui a longtemps été le "colonel Bendaoud", devenu le "général major Bendaoud", bien connu, et qui a récemment fait un passage d'un mois à la tête de la DDSE, le service de renseignement extérieur issu du démantèlement du

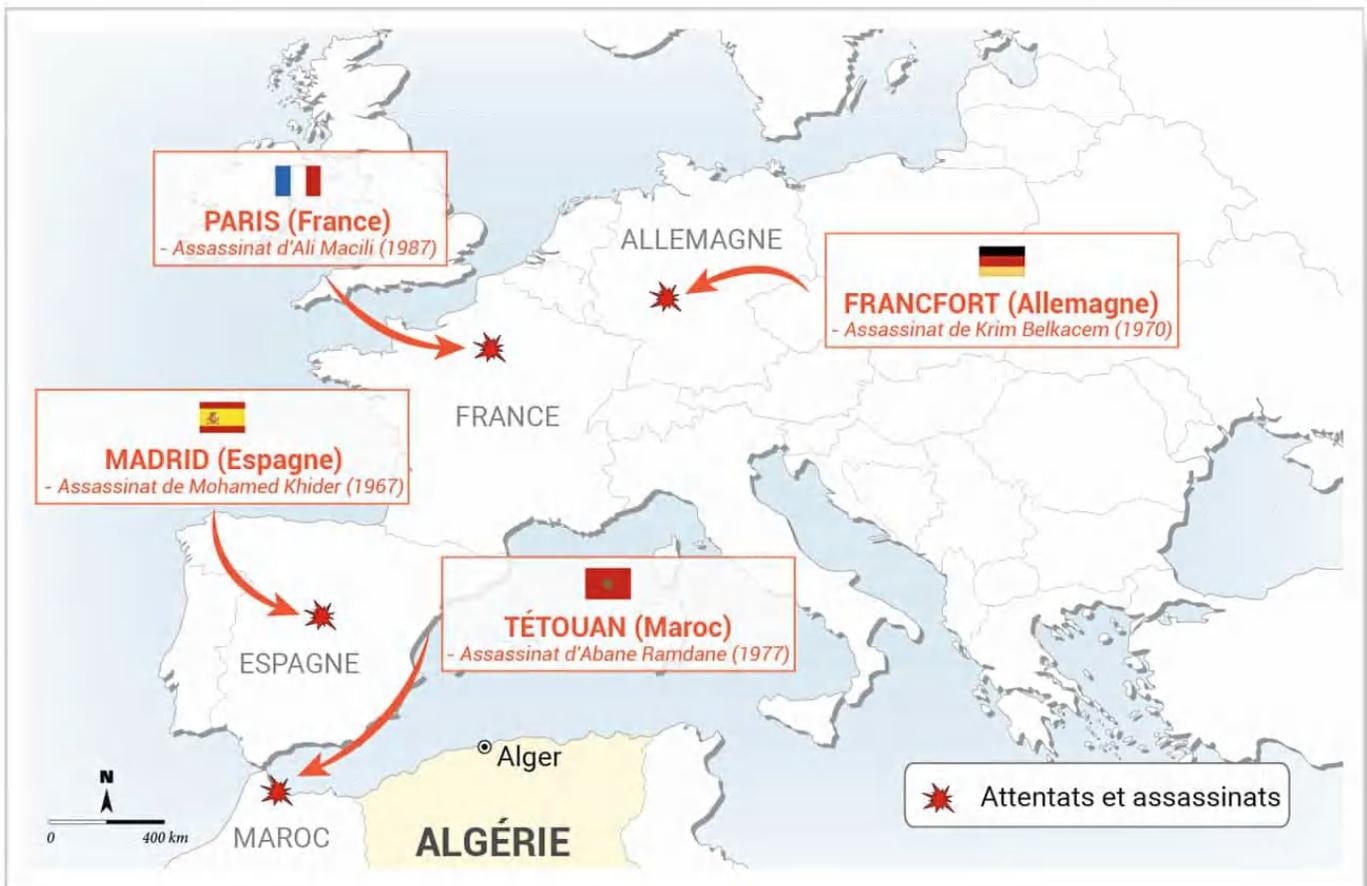
DRS. Son rôle était d'animer un réseau à Paris. Cela vous prouve bien qu'ils ont de très fortes capacités. Un autre général du DRS, qui a eu un très sérieux problème de santé, avait réussi à obtenir des rendez-vous médicaux, des scanners, dans des délais que ni vous ni moi nous n'aurions eus. Il disait : "C'est grâce à l'Algerian Connection !" On est ici dans le domaine privé, mais c'est pareil. Ils peuvent quand même actionner des moyens considérables, en France notamment. »

Certaines personnes ont même pensé qu'elles pouvaient influencer sur le destin politique de la France, parce qu'elles ont de l'argent et... des amis.

La Grande Mosquée de Paris fait figure de fief d'Alger depuis des lustres, ainsi que de nombreux think tanks de promotion de la diversité. « Certaines personnes ont même pensé qu'elles pouvaient influencer sur le destin politique de la France, parce qu'elles ont de l'argent et... des amis. » On se souvient d'un conseiller de la présidence de la République sur lequel le soupçon a longtemps perduré...

Le syndrome algérien de la DGSE

L'entrisme des services algériens en France et les liens très forts qu'ils ont réussi à tisser avec leurs homologues à Paris ont fini par susciter un véritable syndrome algérien au sein de la DGSE, le service extérieur français. Longtemps taboue, la méfiance de la DGSE est très justement illustrée dans la première saison du Bureau des légendes, la série réalisée par Éric Rochant et diffusée par Canal +. La représentation des responsables du renseignement algérien y est particulièrement glaçante. Mobilisant toutes ses ressources pour retrouver l'un de ses agents disparus à Alger, on y voit la DGSE échanger des renseignements avec un général algérien à la retraite, le général Kerbouche qui leur explique, très digne, le piège orchestré par ses collègues. Un complot qui illustre à merveille la relation toujours très passionnelle entre espions français et algériens.



LES ATTENTATS ET ASSASSINATS D'OFFICIELS ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER

Quel avenir pour les maîtres-espions algériens ?

Déjà affaiblis, les grands maîtres espions algériens ont été balayés par le mouvement de contestation qui a secoué le pays en 2019. Les services de renseignement doivent aujourd'hui se réinventer s'ils veulent conserver leur influence sous la nouvelle présidence d'Abdelmajid Tebboune.

Une chance pour l'Algérie ?

Le mouvement de contestation qui a saisi toute l'Algérie au printemps 2019 va-t-il reléguer ce type de manœuvre au passé ? Les observateurs les plus chevronnés, comme l'ancien directeur de la DGSE Bernard Bajolet, ont envie d'y croire : « Ce qui se passe est un moment, un grand moment, extraordinaire. Ce qui me frappe, c'est la grande retenue dont ont fait preuve les manifestants. Et aussi, d'une certaine façon, le régime, même si on a constaté un début de répression. Mais pour ma part, je considère que ce mouvement est une chance pour l'Algérie, qui est en train de créer quelque chose de nouveau. Ceci n'est pas sans danger, comme toujours lors de grands changements, il y a toujours une part de risque. Mais j'y vois surtout de l'espoir, celui d'un changement profond, qui est conduit par le peuple algérien lui-même. Il faut lui faire confiance et aussi lui donner du temps. Des leaders ne manqueront pas d'émerger. Faisons confiance. »

D'autant qu'en Algérie, rien ne se passe comme on s'y attend entre les services et la présidence. Ainsi, Abdelmajid Tebboune a-t-il été élu fin 2019 à la présidence avec le soutien de l'armée. Et ce, contre une partie du mouvement du Hirak. Mais il apparaît en réalité aujourd'hui fort proche des réseaux du DRS démantelé. Et son parrain politique, le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah, à l'origine nommé là par Bouteflika mais qu'il a trahi dès le début de la contestation, est mort brutalement fin 2019, laissant l'armée sans leader fort.

Une nouvelle génération d'espions

Quelle que soit l'issue politique du mouvement du Hirak, la mise à l'écart de Mediène, Tartag et consorts ouvre la voie à une nouvelle génération de maîtres-espions, formés dans d'autres capitales que Moscou et dotés d'autres réflexes que ceux qui ont régné sans partage pendant plus de trente ans sur le renseignement algérien.

« L'opacité qui règne autour de ce système, de qui fait quoi, de cette grande difficulté à savoir vraiment comment les choses se font restera en héritage, estime Agnès Levallois. Maintenant, les choses devraient commencer à bouger, car il y a un changement de génération. C'est un élément très important qui va imprimer le système politique algérien, et forcément évoluer. Tous les cadres issus de l'indépendance disparaissent enfin les uns après les autres par la force des choses. Une autre génération émerge, qui a été formée dans ce système opaque, dans cette tradition, mais qui dispose aussi d'autres réflexes, d'autres habitudes. Toute cette période de l'indépendance est en train de disparaître. Ahmed Gaïd Salah était l'un des derniers de cette ère. Derrière, les quadras poussent pour accéder aux manettes. Dans le cadre de la transition actuelle en Algérie, on le sent aussi. »

Une autre génération émerge, qui a été formée dans ce système opaque, dans cette tradition, mais qui dispose aussi d'autres réflexes.

DE NOUVELLES INFLUENCES Agnès Levallois conclut : « Ce saut de génération est aussi visible dans l'armée, dans les services. On sait que beaucoup ont été formés aux États-Unis. Les liens avec la Russie existent, mais il y a eu aussi toute une génération formée en Amérique. Les choses peuvent donc évoluer. » ■

POUR ALLER PLUS LOIN – À LIRE, À VOIR

-  Morituri, de Yasmina Kadra
Le Dernier été de la raison, de Tahar Djaout
-  Des hommes et des dieux, de Xavier Beauvois
La Bataille d'Alger, de Gilles Pontecorvo

CHAPITRE 8

LA FRANCE : ET LES BARBOUZES DEVINRENT DES ESPIONS

EN ANGLAIS, EN ALLEMAND, MÊME EN RUSSE :
LE VOCABULAIRE DE L'ESPIONNAGE EST FRANÇAIS... À
LONDRES COMME À MOSCOU, ON PARLE D'ESPION,
D'AGENT, DE SERVICES ET DE COUVERTURE. MAIS SI
TOUS LES ESPIONS PARLENT UN PEU FRANÇAIS, TOUS
LES FRANÇAIS NE PRATIQUENT PAS L'ESPIONNAGE.
C'EST MÊME L'INVERSE : LES ESPIONS FRANÇAIS ONT
LONGTEMPS ÉTÉ RELÉGUÉS AU RANG DE PITRES FAÇON
OSS 117 OU DE BARBOUZES AUX MANIÈRES
EXPÉDITIVES. RETOUR SUR CES FONCTIONNAIRES QUI
ONT EU LE PLUS GRAND MAL À VALORISER LEUR
CONTRIBUTION À L'HISTOIRE SECRÈTE DE LA
RÉPUBLIQUE.

Des espions longtemps tenus à l'écart

Loin de traiter d'égal à égal avec le politique, comme c'est le cas au Royaume-Uni, ou de se confondre avec lui, comme en Russie ou en Algérie, le renseignement en France a longtemps été tenu à bout de gaffe par les gouvernants.

Une gêne ancienne



Jean-Claude
Cousseran
Ancien directeur
de la DGSE

Jean-Claude Cousseran, qui fut le directeur de la DGSE de Jacques Chirac au début des années 2000, et qui a, dit-on, l'oreille d'Emmanuel Macron aujourd'hui, le dit sans ambages : « Le cas français est un peu particulier parce qu'il est très ancien. Aux ^{xviii}^e-^{xix}^e siècles, il y avait déjà des critiques assez fortes sur l'idée d'utiliser des méthodes de renseignement, d'espionnage, des pratiques jugées non conformes. Au ^{xix}^e siècle, on parlait du "recours d'un pouvoir faible". C'est une phrase assez révélatrice. Et puis, il existe un élément très caractéristique dans le système français, étant donné que le renseignement a souvent été quelque chose de militaire, c'est l'idée que l'espionnage était contraire à l'éthique militaire et au code d'honneur de l'armée. Cette idée était répandue et n'a pas disparu. »

Une image brouillée

Le pouvoir a une attitude de défiance à l'égard des services, estime Jean-Claude Cousseran. Cela est aussi lié au fait que, pour bon nombre d'anciens officiers de renseignement, la France manque, dans le personnel politique, d'une formation, d'une réelle culture du renseignement, d'une préparation. Celui-ci connaît finalement assez mal les mécanismes, le fonctionnement de ces pratiques et leurs résultats. Pour Jean-Claude Cousseran, la raison reste « qu'il y a plusieurs services, mais pas de communauté formelle du renseignement, c'est tout un ensemble de choses qui crée une image mêlée, peu claire, qui suscite des interrogations, au moins, de l'État vis-à-vis de ces services, pourtant essentiels. D'où la réticence du pouvoir politique. »

Aux marges du système



Arnaud Danjean
Député
européen

Dans son bureau du Parlement européen de Strasbourg, le député européen Arnaud Danjean, l'un des rares vétérans de la DGSE à être entré dans l'arène politique, va plus loin : « La plus grande difficulté du service était structurelle, à savoir la non-intégration de la DGSE, voire de la communauté du renseignement, dans le système politico-administratif français. C'est-à-dire que dès que vous entriez au siège du service, boulevard Mortier, vous sentiez quasiment physiquement cette espèce de relégation aux marges du système français. Alors que d'une certaine façon, vous en étiez au cœur même. C'est particulièrement vrai pour une génération comme la mienne, qui a bénéficié de

l'ouverture des recrutements vers le civil. En ce qui me concerne, j'avais fait Sciences Po, je pouvais comparer avec mes camarades de classe, qui choisissaient d'autres voies administratives. Eux entraient immédiatement, parfois après avoir fait l'ENA en plus, dans le saint des saints de l'appareil d'État. Être aux confins du monde politico-administratif français créait presque un sentiment d'infériorité. Cela procédait d'une volonté du pouvoir politique, et de l'administration en général, de tenir les services "sulfureux" le plus loin possible... »



UN ÉLOIGNEMENT PHYSIQUE DES LIEUX DE POUVOIR

Une réputation sujette à caution

Les espions français ont longtemps dû assumer des faits d'armes peu glorieux, des confins de l'Afrique aux banlieues d'Alger, en passant par les profondeurs du Pacifique. Pendant plusieurs années, cela n'a pas aidé à recruter les personnels les plus prometteurs.

Des antécédents peu glorieux



Bernard Bajolet
Ancien directeur
de la DGSE

Le maître-espion et ami de François Hollande, Bernard Bajolet, qui a dirigé la DGSE pendant le précédent quinquennat, de 2013 à 2017, revient sur la suspicion ambiante dont les services français ont pu faire l'objet : « D'abord, il y a une question de culture. En France, il n'y a pas une culture du renseignement aussi ancrée qu'en Grande-Bretagne, où il a toujours été attrayant pour des jeunes issus des grandes universités, des Public Schools. En France, outre cette méfiance un peu traditionnelle vis-à-vis des services, on a fait montre pendant longtemps d'un certain bricolage, d'un certain artisanat, d'un manque de professionnalisme, qui a donné lieu à des incidents, le plus connu étant l'affaire du Rainbow Warrior. D'où le manque d'attractivité du service, même au sein des forces armées, et par conséquent une qualité relativement médiocre des agents. »

« En France, outre cette méfiance un peu traditionnelle vis-à-vis des services, on a fait montre pendant longtemps d'un certain bricolage. »

RAINBOW WARRIOR

En juillet 1985, alors que la France s'apprête à réaliser des essais nucléaires dans le Pacifique, le bateau de Greenpeace baptisé Rainbow Warrior prévoit de perturber l'opération. Le navire n'arrivera pas à ses fins puisqu'il explose dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, ce qui cause la mort d'un jeune photographe à bord. Or, un couple de touristes suisses est vite arrêté et se révèle être un binôme d'agents de la DGSE chargés de saboter les projets de l'ONG en neutralisant le navire... Un scandale et une victime imprévue qui pousseront le ministre de la Défense à démissionner dès le mois de septembre. L'affaire éclaboussera tant le Premier Ministre Laurent Fabius que le président François Mitterrand, le public apprenant que les ordres venaient du plus haut niveau de la République.



Pierre Lacoste
Ancien patron
de la DGSE

L'ancien patron de la DGSE Pierre Lacoste, décédé le 13 janvier 2020, rappelait qu'il y avait aussi eu beaucoup d'antécédents négatifs : l'affaire Dreyfus, pour laquelle les services de renseignement n'avaient pas eu l'attitude qu'on pouvait attendre d'une structure d'État ; la défaite de 1940 qui pèse ; les soubresauts de la guerre d'Algérie ; plus près de nous, l'affaire du Canard enchaîné et l'affaire Clearstream...

Ce sombre tableau peut être contrebalancé par de franches réussites, qui restent néanmoins peu connues. Ainsi, la guerre de 1914 a montré que les services de renseignement avaient bien fait leur travail, notamment en ce qui concerne la cryptographie. D'ailleurs, les majors de Polytechnique rejoignaient le B2 – ancien nom du service de renseignement militaire –, parce que c'était là qu'on faisait la meilleure recherche. Aujourd'hui, on admire la technique et les capacités du « CE », le contre-espionnage.

Une différence d'approche

Pendant des décennies, les espions français ont donc été mal perçus par le pouvoir, qui voyait en eux des intrigants, des barbouzes. À la suite du politique, l'administration a toujours tenu les services à l'écart, qui le leur rendaient bien. Jean-Claude Cousseran se

fait magnanime en théorisant qu'« entre le milieu politique et celui du renseignement, il existe une différence d'approche du problème. Et elle est normale. Ce sont des gens dont le fonctionnement, la culture, la manière d'être et les tâches ne sont pas identiques. Et donc il y a une grande difficulté à se parler. » Arnaud Danjean, pour sa part, va plus loin : « À l'époque où je suis entré à la DGSE, nous étions mal considérés par nos interlocuteurs. On avait droit à nombre de surnoms attachés aux fonctionnaires de la DGSE, que ce soit à Paris ou dans les ambassades. Il y avait une forme d'ostracisme à notre égard. En conséquence, il fallait montrer à ces administrations que nous étions des collègues au niveau, que nous n'avions pas à rougir de notre métier, de nos missions. »

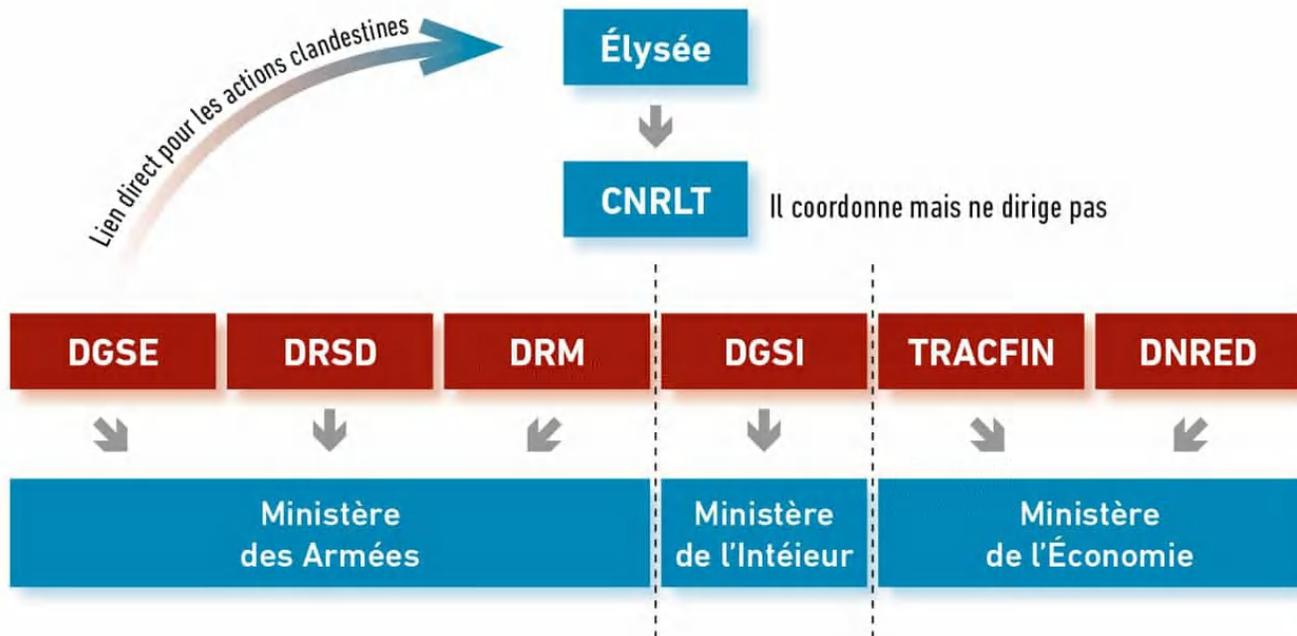
REDORER LE BLASON DES SERVICES Les espions français ont donc dû conquérir, parfois de haute lutte, leur place dans l'appareil d'État, comme le raconte Bernard Bajolet : « Ce fut progressif. La période où le service s'est beaucoup redressé a été les années 1990 avec notamment Claude Zilberzahn, patron de la DGSE, quelques années après le Rainbow Warrior. Puis d'autres à sa suite, comme Pierre Brochand, qui a aussi beaucoup fait pour le doter de ce qui est aujourd'hui un de ses principaux atouts, à savoir l'intégration du renseignement humain, du technique et le renseignement opérationnel, celui qu'on va chercher à mains nues. Ensuite, il y a eu un effet d'entraînement : plus la DGSE était bonne, plus elle a attiré des personnels de qualité, à la fois militaires et civils. Aujourd'hui, les concours de la DGSE sont très difficiles, les lauréats sont des personnes de très haut niveau. » ■

Se rapprocher du pouvoir politique

Ces deux dernières décennies, des points de contact se sont créés entre le renseignement et le pouvoir politique.

Espions et dirigeants : la normalisation

Comme le rappelle Jean-Claude Cousseran, « beaucoup de progrès ont été faits, notamment grâce à la création de la Coordination nationale du renseignement, devenue Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRCT). De fait, l'information est bien mieux organisée autour du Président de la République. Il existe aussi aujourd'hui le Plan national du renseignement (PNR) qui cadre la politique et le programme de travail des services. » L'ancien fonctionnaire de la DGSE Arnaud Danjean opine : « On s'est fortement normalisés. On n'a sans doute pas encore atteint le système britannique, mais on a quand même beaucoup progressé en termes d'intégration dans le processus de décision. » Et cela s'est fait petit à petit.



ORGANIGRAMME DES SERVICES ACTUELS

De nouvelles passerelles

Les dirigeants successifs de la DGSE ont aussi changé d'état d'esprit envers le reste de l'État. Pour Arnaud Denjean, l'intégration est notamment passée par les mobilités externes. « De la même façon, sur le plan administratif, ce qui fut spectaculaire, c'est la multiplication du nombre de passerelles possibles de carrière. Lorsque je suis entré dans le service, changer de poste pour un fonctionnaire de la DGSE, même dans un ministère proche, relevait du parcours du combattant. Ce n'était pas envisagé et c'était vécu par le service comme une forme de perte, voire de trahison. Aujourd'hui, c'est monnaie courante, voire valorisé. Je trouve très bien que des fonctionnaires de la DGSE puissent aller passer un an, deux, trois ans au Quai d'Orsay, sans être labellisé DGSE, mais simplement pour "faire une mobilité" et revenir ensuite dans leur cadre d'origine. Moi-même, quand j'ai quitté la DGSE pour intégrer un cabinet ministériel (c'est Michel Barnier alors ministre des Affaires étrangères qui m'avait demandé de le rejoindre à son cabinet), cela a été la croix et la bannière. Cela a duré six mois pour aboutir. C'était perçu comme quelque chose d'anormal, de contrariant pour le service. Et durant mes deux années au cabinet, je n'ai eu aucun contact avec la DGSE ! L'anecdote est assez révélatrice... Je pense que si j'étais parti dans un service étranger, j'aurais eu plus de considération ! Avant, la mobilité était perçue comme une punition : on détachait les personnes dont on estimait qu'on n'avait plus besoin. Mais penser que cela pouvait aussi valoriser le service d'avoir des gens qui pouvaient aller travailler dans d'autres administrations, cela a vraiment mis du temps. »

Ce qui fut très spectaculaire, c'est la multiplication du nombre de passerelles possibles de carrière.

DES HAUTES SPHÈRES PLUS SI LOINTAINES Arnaud Danjean a vu la perception des espions évoluer au sein de l'appareil d'État : « Pendant très longtemps, lorsque vous étiez "rédacteur", tout contact avec une administration extérieure, y compris celles dont vous dépendiez, le ministère de la Défense, celui des Affaires

étrangères, l'Élysée – les destinataires de vos informations, en somme –, était complètement mythifié. Vous ne les voyiez jamais. Vous produisiez vos notes, parfois on condescendait à vous donner un retour sur la façon dont la note était perçue dans des hautes sphères qu'on vous décrivait comme des endroits dans lesquels vous n'iriez jamais. Les salons dorés des ministères apparaissaient comme extrêmement lointains. Et au fur et à mesure, les choses ont changé. Les contacts se sont multipliés, se sont facilités et fluidifiés. Il n'était plus rare après quelques années que vous puissiez être en lien direct avec des conseillers ministériels, que ce soit à la Défense ou aux Affaires étrangères. Ce fut un signe très tangible de l'intégration de la DGSE dans le système. » ■

Des changements en profondeur... mais aussi cosmétiques !

Bernard Bajolet confirme le changement de pied de ces dernières années. « Au fil des années, et bien avant ma prise de fonction, un grand effort de professionnalisation, de formation et de recrutement a été fait, qui a attiré des personnels de grande qualité. En outre, des moyens techniques ont été attribués par le gouvernement dès la période Jospin [1997-2002], qui ont fait de la DGSE un service vraiment efficace et très professionnel. » Le directeur de la DGSE jusqu'en 2017 voit également plusieurs autres raisons qui ont amélioré l'image du service, notamment la lutte contre le terrorisme et « l'encadrement législatif qui a contribué à rassurer l'opinion publique ». Depuis une dizaine d'années, toutes ces améliorations ont été accompagnées « d'un effort de communication ».

L'ESPION FRANÇAIS, UN HÉROS DE CINÉMA PEU PROFESSIONNEL Du film Les Barbouzes (1964) à OSS 117, le cinéma français a toujours eu un faible pour les espions ridicules. Plus récemment, Au service de la France (série Arte, rachetée par Netflix) pose un regard ironique sur les renseignements de la France gaullienne : on suit l'initiation du stagiaire-espion André Merlaux aux subtilités des services secrets, où notes de frais et pauses déjeuner constituent une plus grande préoccupation que les opérations spéciales. Une petite veine exaltant les hommes d'action a néanmoins subsisté autour de Pierre Schoendoerffer et de son fils Frédéric. Mais il aura fallu attendre Éric Rochant et son Bureau des légendes pour trouver la distance adéquate, entre vraisemblance et enjeux humains. ■

LE BUREAU DES LÉGENDES

La série d'Éric Rochant est devenue la meilleure vitrine de l'espionnage français et a contribué à changer l'image des espions de l'Hexagone, aussi bien en France qu'à l'étranger, où The Bureau est très regardé dans les cénacles de l'espionnage américain et britannique. Bernard Bajolet se souvient : « Quand on a évoqué pour la première fois avec Éric Rochant le projet de la série, il m'a dit : "Vous savez, il y a vingt ans, je n'aurais jamais fait une série sur la DGSE. D'ailleurs, Les Patriotes [film précédent d'Éric Rochant] met en scène le Mossad. Maintenant je pense que je peux le faire parce que votre service a acquis une vraie réputation de professionnalisme." Dont je peux vous assurer qu'elle n'est pas usurpée. »

La DGSE et le Président, une histoire contrariée

Pour ses missions les plus sensibles, la DGSE ne répond qu'au Président. Mais ce lien direct fluctue au gré des hommes qui ont occupé la fonction.

Une relation particulière

Si la série Le Bureau des légendes montre une DGSE professionnelle et Le président de

opérationnelle, elle ne parle jamais du lien entre le service et ses tutelles, en particulier l'Élysée. Or, ce lien, étroit aux États-Unis par exemple, a toujours été problématique en France. Naviguant dans un mille-feuille administratif très français, chaque Président a eu une manière bien à lui de traiter avec les services. Charles de Gaulle, François Mitterrand, Jacques Chirac : on prête à chacun une diatribe contre eux. Bernard Bajolet revient ainsi sur son *modus vivendi* avec François Hollande : « On se rencontrait assez régulièrement, je l'informais des réformes que j'avais engagées. Mais surtout, on se voyait pour des questions stratégiques, des orientations, dont j'avais besoin, mais aussi pour des questions opérationnelles, des sujets délicats. En ce qui me concerne, je pilotais moi-même des opérations, parce qu'elles pouvaient être dangereuses pour les personnels envoyés sur le terrain, mais aussi délicates pour le gouvernement, car en cas d'échec, cela pouvait avoir des conséquences publiques non négligeables. J'avais donc besoin pour un certain nombre d'opérations de l'aval du président de la République. Celui-ci, d'ailleurs, tenait à le donner lui-même jusqu'au dernier moment pour des opérations vraiment importantes et délicates. Selon moi, c'est comme ça qu'on doit fonctionner avec le politique. Il doit décider, surtout si des opérations sont susceptibles d'impacter son pouvoir. » Mais la relation va plus loin : « J'avais cette chance d'avoir cette relation personnelle avec le Président, mais pour tout dire, on ne s'envoyait pas des SMS tous les jours. Je n'ai pas le sentiment d'avoir abusé de cette relation. Je ne le dérangeais que quand c'était vraiment nécessaire. »

Une relation non exclusive

N'oublions pas que le Président est le chef des armées, auxquelles la DGSE est rattachée.

Un directeur de la DGSE ne parle pas qu'au Président, et doit composer avec toutes les strates politico-administratives. « Outre le Président, je voyais la plupart de ses principaux collaborateurs, le secrétaire général de la présidence, le chef d'état-major particulier, le coordonnateur national du renseignement, le directeur de cabinet, etc. Mais la relation n'est pas seulement qu'avec l'Élysée. Au ministère de la Défense, je voyais toutes les semaines à petit-déjeuner un conseiller du ministre. J'ai toujours un peu regretté de ne pas avoir eu des relations plus fréquentes avec le ministre lui-même [Jean-Yves Le Drian]. Elles étaient beaucoup moins fréquentes avec lui que par exemple elles ne l'étaient entre mon collègue de l'Intérieur, le directeur général de la Sécurité intérieure – DGSI [Patrick Calvar], et son ministre de tutelle. Je rencontrais aussi régulièrement le ministre des Affaires étrangères ou son directeur de cabinet, tout comme le ministre de l'Intérieur. J'avais un tête-à-tête régulier avec Bernard Cazeneuve, le directeur de cabinet du Premier ministre, voire le Premier ministre lui-même. En somme, la relation avec le président de la République n'est pas une relation exclusive, mais privilégiée. N'oublions pas qu'il est le chef des armées, auxquelles la DGSE est rattachée. Ainsi le service Action est composé de militaires. In fine, la DGSE infuse dans toute l'administration. Et ses notes

(près de 7 000 par an) vont à l'ensemble des ministères. »

« Instruction, cadrage, et vision »

Directeur de la DGSE au moment où Jacques Chirac était contraint de cohabiter avec le Premier ministre socialiste Lionel Jospin, Jean-Claude Cousseran tente de théoriser la nature de ce lien si particulier. « C'est le président de la République et le gouvernement qui désignent les chefs des services. Il y a donc un rapport personnel avec les chefs des services. Quand j'y étais, le Président rencontrait à sa demande, à celle des services ou selon l'actualité, les responsables. Il s'agissait de rencontres tout à fait essentielles qui valaient instruction, cadrage, et vision. Le reste du temps, les contacts étaient réguliers avec les conseillers de l'Élysée chargés des questions de sécurité, avec le secrétaire général de l'Élysée (Dominique de Villepin quand j'y étais), ainsi qu'avec le chef d'état-major particulier du Président. »

LES CORDONS DE LA BOURSE TENUS PAR MATIGNON « Un autre interlocuteur important, poursuit Jean-Claude Cousseran, reste Matignon qui gère la machinerie, l'interministériel et les budgets. Beaucoup de réunions y étaient organisées. J'étais aussi en rapport avec le ministère de la Défense, ministère de tutelle de la DGSE. Là, il y avait une relation forte, via notamment le bureau réservé du ministre. À mon époque, il était dirigé par le général Rondot. La relation est forte parce que le budget de la DGSE, ainsi qu'une partie de ses effectifs viennent largement du ministère de la Défense. Et ce, même si dans le système français le président de la République reste la source de la volonté, l'interlocuteur fondamental sans équivalent. » ■

Le risque de politisation

Au moment où Jean-Claude Cousseran quitte la DGSE en 2002, le service a été accusé d'avoir enquêté sur un supposé compte bancaire que Jacques Chirac aurait détenu au Japon. L'affaire, qui n'a jamais reçu la moindre confirmation mais a fait couler beaucoup d'encre, est emblématique du risque de la politisation du renseignement, particulièrement redoutée en France, autant par les politiques que par les espions eux-mêmes. Aux premières loges, Jean-Claude Cousseran a théorisé ce risque : « La politisation existe de différentes manières. Elle peut se faire par le haut, c'est-à-dire la nomination d'amis politiques à la tête des services. Ce n'est pas la tradition française. On nomme en général des hauts fonctionnaires de qualité, qui font consensus. » Il existe aussi ce qu'on peut appeler la « politisation par contournement », qui consiste à se doter de conseillers parallèles pour se charger des basses œuvres, comme François Mitterrand qui avait nommé à l'Élysée François de Grossouvre, ou le même, qui avait créé une cellule d'écoutes hors de tout cadre légal dans les sous-sols de la présidence. Plus proche, bien que nettement moins influente dans les faits, l'existence du chargé de mission du président Emmanuel Macron, Alexandre Benalla, procède également de cette tendance.

Autre risque de politisation selon Jean-Claude Cousseran, « l'analyse complaisante » : selon lui, en France, « les services sont attachés à une conception qui veut qu'ils ne soient pas là pour faire de la diplomatie ni pour faire de la politique. Ils sont là pour apporter l'information secrète, difficile à atteindre, au gouvernement. Ils tiennent à l'intégrité de leur mission. L'idée de mettre en scène ne leur plaît guère. »

Si la manipulation du renseignement à des fins politiques est le cauchemar des espions français, elle reste la marotte des scénaristes. Fils du réalisateur Pierre Schoendoerffer, dont *La 317^e section* reste le film favori des militaires français, le réalisateur Frédéric Schoendorffer s'est essayé en 2004, avec son film *Agents secrets*, à évoquer le fiasco du *Rainbow Warrior*, montrant des espions qui doutent et des politiciens sans scrupule.

2015, le renseignement entre dans la légalité

Méfiant envers ses services, l'État français n'a pourtant jamais pris soin d'encadrer leur organisation et leurs activités. À la suite des attentats de 2015, volte-face historique : François Hollande fait voter au Parlement une grande loi sur le renseignement.

Le retard de la France

Dernier pays à se doter d'un tel arsenal législatif, la France fait passer le renseignement d'une activité hors cadre à une politique publique (presque) comme les autres. Dans les cénacles parisiens, Jean-Claude Cousseran a poussé cette réflexion. « Avec la montée en puissance du renseignement et la conviction qu'ont acquis un certain nombre de responsables dans l'État que cela était nécessaire, peu à peu on est sortis du déni. Ce n'était plus tenable. Il fallait un cadre plus solide, un cadre politique, réglementaire et législatif. Cela avait été fait dans un certain nombre de pays bien avant nous : aux États-Unis, dès 1947, avec le National Security Act ; en Allemagne fédérale, avec la loi de décembre 1990 ; en Grande-Bretagne, avec l'Intelligence & Security Act de 1994. Ces pays avaient reconnu : "Le renseignement est là, il a telle et telle mission ainsi que telle et telle justification". Ce mouvement a fini par toucher la France, mais avec beaucoup de retard. »

Ce n'était plus tenable. Il fallait un cadre plus solide, un cadre politique, réglementaire et législatif.

À l'été 2012, un premier comité dirigé par le président de la commission des lois du Parlement, Jean-Jacques Urvoas, s'est prononcé pour doter les services d'un cadre juridique. Puis la Délégation parlementaire au renseignement (DPR) a renchéri. Pour Jean-Claude Cousseran, « ce fut un lourd débat, justifié, parfaitement conforme à ce qui doit se passer en démocratie, bien qu'avec certains aspects excessifs. Mais c'est la nécessité du débat ». D'autres arguments par rapport aux pays alliés ont été avancés. « Il fallait en outre légiférer parce que sur le plan européen, il est dit qu'il faut un texte : les services de renseignement

sont admissibles et justifiables, mais il faut que leurs actions soient inscrites dans des procédures juridiques. La France devait avoir un système de renseignement "légal". On était donc très en retard et dans une situation fort délicate. Ce n'était pas dans nos habitudes. »

La protection de la vie privée en question

« Pour beaucoup, cette loi était aussi et surtout nécessaire du fait des évolutions technologiques et des capacités de collecte qu'elles ont permises, hors de tout cadre, notamment en matière de protection de la vie privée. On ne pouvait pas continuer avec un système qui ne cadrerait pas comment on pouvait utiliser tel ou tel type d'écoute, telle ou telle technique. L'avantage de cette loi, c'est qu'elle a permis de préciser quelles étaient les compétences et les conditions d'accès des services à ces technologies. » Bernard Bajolet était le directeur de la DGSE au moment où la loi a été discutée et votée. Son service doté des plus fortes capacités d'interceptions et d'écoutes du pays s'est retrouvé en première ligne dans le débat.

DES ÉCOUTES SANS GARDE-FOUS Comme le note Bernard Bajolet, « Jusque-là, on fonctionnait avec un petit bout de loi de 1991 sur les écoutes téléphoniques, mais qui avait été votée à un moment où il n'existait ni le portable ni Internet. La jurisprudence de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) s'était adaptée au fur et à mesure. Mais à un moment donné, elle fut amenée à solliciter la loi au-delà de ce qui était tolérable dans le droit français. Prise de vertige par sa propre jurisprudence, notamment dans le contexte de l'affaire Snowden, la CNCIS a arrêté de rendre des avis. Elle était quasiment en grève. D'où le besoin d'une loi. » ■

Rassurer l'opinion... et les espions

L'absence de cadre législatif commençait en sus à donner des sueurs froides aux espions eux-mêmes. « Face au flou juridique, les agents de notre service, notamment ceux travaillant dans le domaine technique, avaient besoin de savoir ce qu'était le droit. Car contrairement à ce qu'on peut penser, ce ne sont pas des gens qui souhaitent contourner la loi... en tout cas la loi française ! Ils ont en revanche besoin d'un encadrement pour des raisons de sécurité juridique. » La DGSE se met alors en branle, direction, l'Élysée. « Il a fallu convaincre le président de la République, François Hollande, qui n'était pas du tout enthousiaste au départ parce que ça ne faisait pas partie de ses engagements de campagne. Et puis, parce que le débat était compliqué. On a abouti à cette loi, en réalité à deux lois : celle sur la surveillance internationale a d'abord été retoquée par le Conseil constitutionnel, il a fallu reprendre notre ouvrage une deuxième fois. Tout ce qui en résulte est très positif. La loi française est devenue très précise – je pense qu'il n'existe pas une loi plus précise au monde, même si elle a fait l'objet de contestations. Elle est tellement précise avec des contrôles lourds, au point que certaines des capacités en ont été affectées. C'était un peu le prix à payer pour avoir une bonne loi et pour rassurer les Français. Il était important de rassurer l'opinion aussi, à mesure que la DGSE a des capacités techniques de plus en plus larges, il fallait un contrôle plus fort. »

Au Parlement, un contrôle tardif sur les services

La loi relative au renseignement de 2015 a renforcé le contrôle administratif sur les écoutes et les interceptions électroniques. En revanche, et à rebours des règles en vigueur dans plusieurs autres grandes démocraties occidentales, le contrôle que le Parlement français exerce sur l'activité quotidienne des espions commence tout juste à monter en puissance.

Un manque de personnels dédiés

On a conféré des pouvoirs immenses aux services ces dernières années, donc il faut absolument qu'il y ait son corollaire : le contrôle parlementaire.

Loïc Kervran est l'un des rares députés passionnés par le renseignement. Ce membre de la Délégation parlementaire au renseignement et de la Commission de vérification des fonds spéciaux – qui ne sont pas soumis aux mêmes règles de transparence en raison du secret défense – croit véritablement en son sujet : « Je pense que le contrôle des services est vraiment vital pour la démocratie. On a conféré des pouvoirs immenses aux services ces dernières années, donc il faut absolument qu'il y ait son corollaire : le contrôle parlementaire. » Mais il déplore le manque d'ambition de la représentation nationale en la matière. « L'urgence est de renforcer les moyens humains à disposition des commissions de contrôle parlementaires. Il s'agit moins d'étendre les pouvoirs des commissions – même s'il y a des sujets, comme la coopération internationale entre les services, qui nous échappent –, que dans les ressources humaines, à savoir les administrateurs du Parlement mis à la disposition de ces commissions de contrôle. Aujourd'hui, ces ressources sont trop faibles. » Aux États-Unis, chaque commission parlementaire sur le renseignement dispose de dizaines de « staffers », d'employés qui potassent les sujets pour les parlementaires et procèdent aux contrôles. « Il y a un vrai sujet de nombre en France : l'Assemblée nationale ne compte qu'un administrateur à mi-temps, tandis qu'au Sénat, seulement trois administrateurs s'en chargent, et ils doivent être partagés avec la commission des lois. »

LOIN DES CAMÉRAS Le désintérêt des députés s'explique notamment par le fait que, contrairement au Royaume-Uni ou aux États-Unis, le renseignement n'est pas un sujet sur lequel on peut capitaliser politiquement. C'est un travail long et fastidieux, qui ne fait pas la une des journaux et où le principal ne se déroule pas en séances plénières diffusées à la télé, mais dans des petits bureaux de commission. Comme le résume Loïc Kervran, « lorsqu'un magazine établit un classement des députés, mathématiquement, vous avez fait un travail invisible, car vous avez été présent à moins de commissions, vous avez posé moins de questions au gouvernement, et vous vous retrouvez classé tout en bas ». ■

Méfiance réciproque

Peu mobilisateur à l'Assemblée, le contrôle parlementaire n'est pas non plus populaire au sein des services, toujours prompts à craindre une trop grande ingérence des députés dans leurs mécaniques internes, comme a pu le constater Jean-Claude Cousseran. « On voit bien que les personnels des services veulent préserver un certain nombre de choses, notamment les sources et les méthodologies. Que cela ne puisse pas faire l'objet d'un quelconque contrôle ou débat. C'est à la fois le cœur de leur métier et celui de leur propre sécurité. » Mais selon lui, les commissions de contrôle et les services de renseignement ont intérêt à travailler main dans la main, même si, formellement, leurs intérêts divergent. « La logique du contrôle démocratique de l'État est une logique, la logique de sécurité des services en est une autre. Il faut que les uns et les autres apprennent à se parler et créent peu à peu une relation qui permette aux uns de contrôler la politique du gouvernement à l'égard des services, et aux services d'être libres

de gérer ce qui constitue le cœur de leur fonction et la protection de leur sécurité. Ce n'est pas facile, mais en démocratie, les conciliations sont difficiles. »

Les accords d'échanges internationaux

Une nouvelle loi renseignement est attendue pour la fin 2020, qui doit encore renforcer le contrôle des services de renseignement. Les discussions préalables sont déjà tendues : la Délégation parlementaire au renseignement (DPR), ainsi que la CNCTR, son pendant administratif, poussent pour avoir accès aux accords d'échanges que les services ont passés avec leurs partenaires internationaux. Un casus belli pour la DGSE, pour qui ces accords sont vitaux. Le climat n'est pas à la confiance : les contrôleurs craignent qu'en l'état, la DGSE passe par ses accords pour demander à des partenaires d'effectuer des interceptions et des écoutes que la loi française ne leur permet pas. Et ils voudraient bien avoir un œil sur ceux passés avec des régimes non démocratiques, à l'instar de ce qui se fait au Royaume-Uni. Pour les services, un tel contrôle extérieur viendrait mettre à mal les relations de confiance qu'ils ont bâties avec leurs alliés, et reviendrait à diminuer leur efficacité...

Vers un Conseil de sécurité nationale

Outre la loi sur le renseignement, le dernier quinquennat a vu progressivement apparaître un nouvel organe, informel comme les aiment les espions : le Conseil de défense, qui prend peu à peu les atours d'un Conseil de sécurité nationale, qui ne dit pas son nom.

Des espions à l'Élysée

S'est donc instituée une sorte de Conseil de sécurité nationale qui ne disait pas son nom.

Bernard Bajolet en est un fervent promoteur : « S'est instaurée une instance, qui n'était pas aussi importante du temps de Nicolas Sarkozy ni même au début du mandat de François Hollande, c'est le Conseil de défense. C'est à partir des attentats de janvier 2015 que le président de la République a décidé de réunir toutes les semaines le Conseil de défense. C'est devenu une instance importante, car elle permet à tous les participants d'exprimer un point de vue et d'avoir de vrais débats. Puis le président de la République prend une décision et arrête les orientations. En somme, sans que personne ne l'ait écrit ni prévu, s'est donc instituée une sorte de Conseil de sécurité nationale qui ne disait pas son nom. » Arrivé au pouvoir, Emmanuel Macron a poursuivi cette façon de travailler. Il l'a en outre systématisé, en renforçant la préparation et la mise en œuvre des décisions des conseils.

Le Conseil de défense

Tous les mercredis matin dans le bunker de l'Élysée, au « PC Jupiter », lieu d'exercice réel du pouvoir politique avec un Président aux manettes sur les sujets régaliens

Le chef de l'État fixe lui-même l'ordre du jour

Liste des participants actualisée chaque semaine par la présidence

Sont présents :

- les patrons du renseignement (DGSE, DGSI)
- la lutte antiterroriste
- les trois principaux ministres régaliens :
Armées, Affaires étrangères, Intérieur
- intervenants habilités en fonction des dossiers

Préparent la réunion :

- le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDN)
- les ministères par des notes rédigées et expédiées en amont

Rédaction d'une page de décisions au terme de chaque Conseil

Discussion en huis clos, mais décisions prises par le chef de l'État lui-même

REMETTRE AU TRAVAIL LE SERVICE ACTION La DGSE a bénéficié de réformes internes. Ce fut une des tâches importantes de Bernard Bajolet lorsqu'il était à la tête du service. « Bien que le service soit professionnel, il y avait beaucoup de choses à réformer en termes d'organisation. J'ai voulu renforcer le renseignement humain, parce que la prégnance du technique fait qu'on peut être tenté de se reposer dessus. Mais aussi la remise au travail du service action, qui s'entraînait beaucoup mais qui était finalement peu employé. On a redéfini ses missions par rapport aux forces spéciales. » Ce que Bernard Bajolet présente comme un léger ajustement entre le service Action, le bras armé clandestin de la DGSE, et les forces spéciales, les commandos de l'armée qui opèrent sous uniforme, a en réalité été l'occasion d'un bras de fer entre le service et les armées. Au point où Paris a pu jouer un jeu hasardeux, comme en Libye, où le service Action opérait à Benghazi auprès du maréchal Haftar, tandis que des hommes des forces spéciales étaient déployés à Tripoli pour épauler le gouvernement rival de Favez Sarraj. ■

Sous les feux de la rampe

Les relations entre les services de renseignement et les médias sont toujours complexes. Si la DGSE tente aujourd'hui de mener des opérations de communication grand public, le service reste néanmoins très prudent dans son exposition.

Un effort de communication

Aujourd'hui, pour la première fois de son histoire, la DGSE est « sexy » et fait vendre : toute une série d'ouvrages diversement inspirés sur les petits et grands secrets des espions de la République se bouscule sur les étals des libraires. Une fièvre éditoriale qui n'est pas sans lien avec la communication active que mène la DGSE depuis une dizaine d'années.

Je ne trouve pas choquant que d'anciens cadres de la DGSE s'expriment publiquement sur des questions de sécurité, mais il faut le faire à bon escient et dans sa propre compétence.

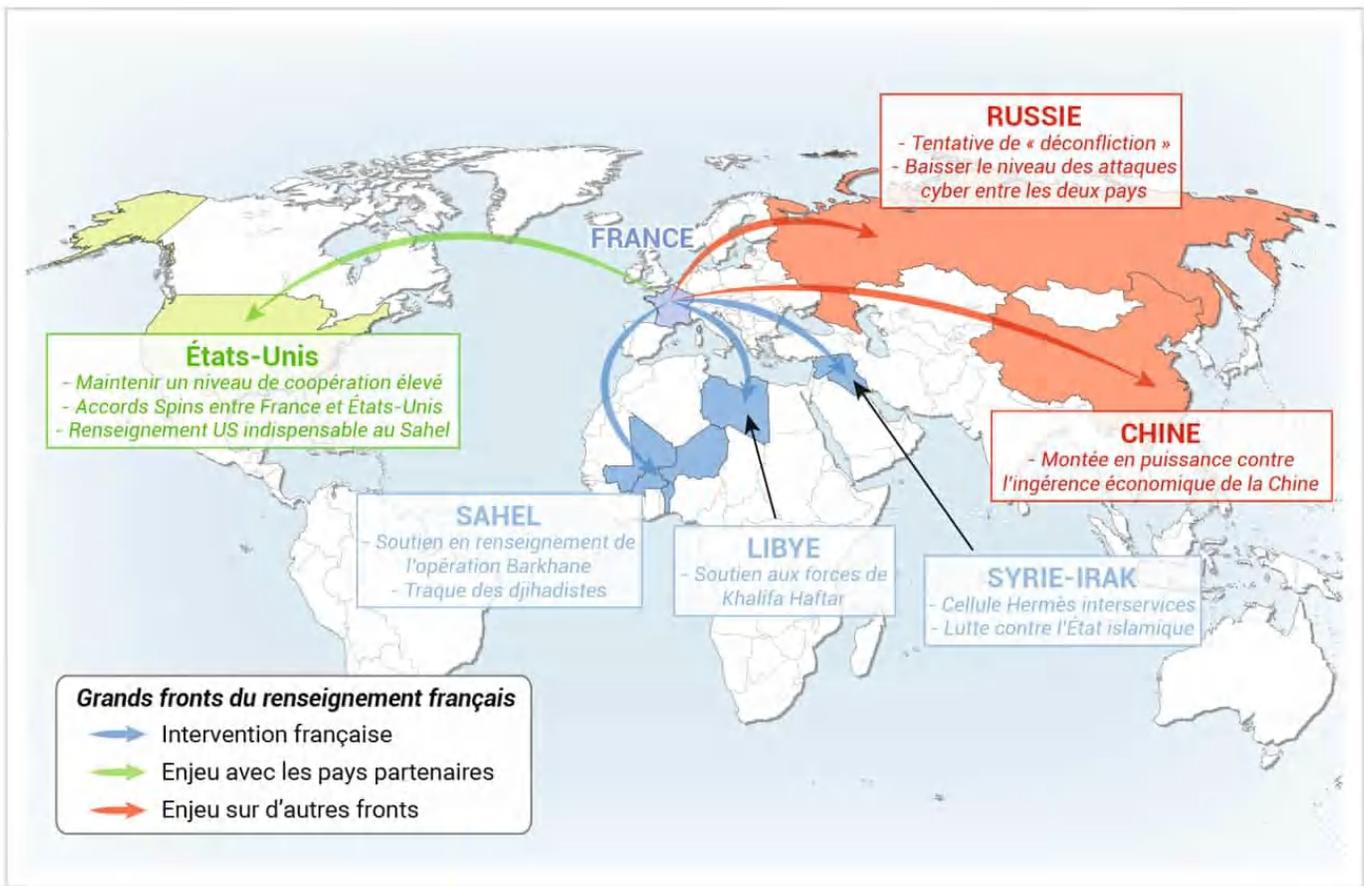
Depuis 2010, la DGSE est en effet dotée d'un chargé de communication, qui fait le lien avec les journalistes fidèles, et qui promeut le service à travers des conférences, des concours dans les écoles, etc. Le but est d'ouvrir les fenêtres d'un service qui a longtemps tourné sur lui-même en vase clos. Dans la même optique, le service de renseignement extérieur s'est aussi doté il y a quelques années de son propre think tank, Interaxions, afin de dialoguer davantage avec le monde académique sur ses sujets d'intérêt.

Si on est encore très loin des pratiques de la CIA ou du MI6 en matière d'ouverture, ces passerelles jetées vers l'extérieur, conjuguées avec une actualité internationale lourde de menaces, replacent la DGSE à un rang éminent dans l'imaginaire des décideurs et de l'opinion – une position que les services n'avaient plus connue depuis des décennies. Charge à eux d'en être à la hauteur.

Des anciens qui ont la fièvre médiatique

En définitive, pour Arnaud Danjean, les derniers à donner une mauvaise image du service sont certains vétérans qui courent les plateaux télé à chaque attentat sans disposer de la moindre information sur les crises qu'ils commentent. « Je ne trouve pas choquant que d'anciens cadres de la DGSE s'expriment publiquement sur des questions de sécurité, mais il faut le faire à bon escient et dans sa propre compétence. Ce que je regrette aujourd'hui, à l'instar d'ailleurs de ce qui se passe dans le monde politique, c'est que d'anciens de la DGSE se considèrent comme omniscients sur toutes les questions de sécurité. »

Comment lutter contre ce phénomène ? « Il faudrait être plus sévère. Le service a sans doute à faire un travail de suivi plus important des anciens. Lorsque vous quittez le service, vous retrouvez une liberté qui peut paraître un peu excessive, dès lors qu'on parle de sujets qui ont trait à notre ancien travail. Quand j'ai vu d'anciens cadres écrire des livres dans lesquels ils révèlent des sources, j'étais halluciné. Il n'y a aucune sanction pénale. Il devrait également y avoir un dialogue avec les intéressés pour leur expliquer qu'il n'est pas imaginable de publier de tels livres. Aux médias aussi de faire le tri... »



RESTER UNE GRANDE PUISSANCE

POUR ALLER PLUS LOIN – À LIRE, À VOIR, À ÉCOUTER

📖 Collection SAS, de Gérard de Villiers

👁️ Le Bureau des Légendes (2015), série de Éric Rochant
 La 317^e section (1965) et Le Crabe-Tambour (1977), de Pierre Schoendoerffer

REMERCIEMENTS

Merci à Richard Dearlove, John Sawers, Pauline Neville-Jones, David Petraeus, William Green, Leon Panetta, Gherard Schindler, Hans-Georg Wick, Hans-Georg Maassen, Nigel Inkster, Chuck Freilich, Tal Dilian, Agnès Levallois, Bernard Bajolet, Jean-Claude Cousseran et Arnaud Danjean...

Sans oublier tous ceux qui ont voulu – ou dû – rester anonymes.

DES MÊMES AUTEURS

De Pierre Gastineau et Philippe Vasset :

Armes de déstabilisation massive, Fayard, 2017.

De Philippe Vasset :

Exemplaire de démonstration, Fayard, 2003.

Carte muette, Fayard, 2004.

Bandes alternées, Fayard, 2006.

Un livre blanc, Fayard, 2007.

Journal intime d'un marchand de canons, Fayard, 2009.

Journal intime d'une prédatrice, Fayard, 2010.

La conjuration, Fayard, 2013.

La Légende, Fayard, 2016.

Une vie en l'air, Fayard, 2018.

Cet ouvrage est tiré d'une série d'émissions diffusées sur France Culture.

Couverture : Le Petit Atelier

Maquette et infographies : Catherine Kédémos

Cartes : Philippe Paraire

ISBN : 978-2-213-71969-6

© Librairie Arthème Fayard, 2020

© franceculture.fr

SOMMAIRE

Couverture

Page de titre

Introduction

Chapitre 1

LE ROYAUME-UNI, L'ARISTOCRATIE DE L'ESPIONNAGE

- Les espions, mythologie nationale
- Les universitaires au service du secret
- Politique et espionnage
- La guerre en Irak : la fin de l'innocence
- Le nouveau visage du MI6
- Un système de décision complexe mais rôdé
- Des espions frustrés
- Le purgatoire du Brexit
- Fake news et guerre hybride

Chapitre 2

AUX ÉTATS-UNIS, LES ESPIONS DU PRÉSIDENT

- Une image de défenseurs du « monde libre »
- Patron de la CIA, un job bien particulier
- La CIA, agence tous renseignements
- Espion au quotidien
- La CIA jalouse de ses prérogatives
- Une relation directe avec le Président
- L'irruption du DNI dans le duo Maison Blanche-CIA
- Un Congrès aux petits soins
- La menace de la politisation du renseignement

Chapitre 3

RUSSIE, LA GUERRE FROIDE ÉTERNELLE

- L'obsession des Occidentaux
- Être espion en venant du froid
- Un mythe national puissant
- Espions, noblesse d'État
- Les héritiers du KGB
- Des espions au cœur du pouvoir
- Des méthodes particulières passées à la postérité
- Des adversaires lents à réagir
- Un nouvel âge d'or

Chapitre 4

L'ALLEMAGNE ET SES ESPIONS QUI N'AIMAIENT PAS ESPIONNER

- Un métier de juriste
- Aux origines du malaise
- Berlin, la cité des espions
- La dépendance américaine
- Espions et politiques : une défiance réciproque
- Le BND, un service aux trop grandes oreilles

Chapitre 5

LA CHINE ET SES ESPIONS QUI AIMAIENT TROP LE BUSINESS

Des services secrets très secrets
Le renseignement d'un « Parti-État »
Du renseignement humain aux promesses du cyber
Un espionnage au service du business
La bataille de la 5G
Une compétition pour l'hégémonie

Chapitre 6

ISRAËL, LES ESPIONS DANS L'OMBRE DES RÉSEAUX

Le renseignement, au cœur de la construction de l'État d'Israël
Un secteur d'excellence pour des opérations spectaculaires
Derrière la start-up nation, la cybernation
Une industrie très influente
Entre services secrets et dirigeants, une ligne directe
Des espions sous pression
Nouveaux défis

Chapitre 7

L'ALGÉRIE, LE PAYS OÙ LES ESPIONS ONT ÉTÉ ROIS

Des espions dans la tempête
Au cœur du pouvoir
Une influence héritée de la guerre d'indépendance
Des services au bras long
Les renseignements dans la décennie noire
Le paravent de la lutte antiterroriste
Présidence et renseignement : la bataille pour le pouvoir
Hors des frontières
Avec la France, une coopération ambiguë
Quel avenir pour les maîtres-espions algériens ?

Chapitre 8

LA FRANCE : ET LES BARBOUZES DEVINRENT DES ESPIONS

Des espions longtemps tenus à l'écart
Une réputation sujette à caution
Se rapprocher du pouvoir politique
La DGSE et le Président, une histoire contrariée
2015, le renseignement entre dans la légalité
Au Parlement, un contrôle tardif sur les services
Vers un Conseil de sécurité nationale
Sous les feux de la rampe

Remerciements

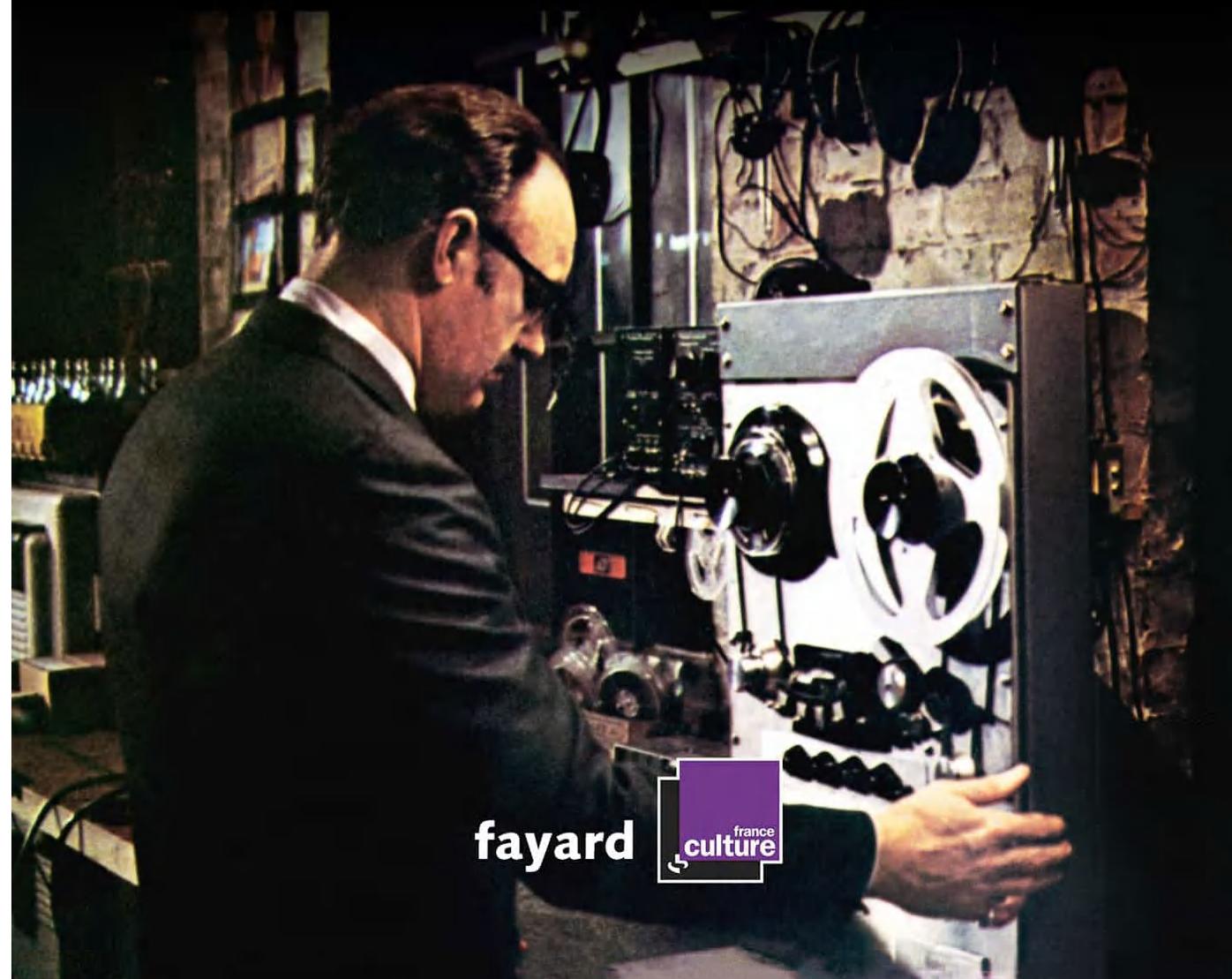
Des mêmes auteurs

Page de copyright

PIERRE GASTINEAU - PHILIPPE VASSET

CONVERSATIONS SECRÈTES

Le monde des espions



fayard

